

Jean Monnet

(1888 - 1979)

Celui qui est considéré comme le « père de l'Europe », parmi d'autres cependant, ne s'est affirmé sur ce créneau que tardivement, à plus de 60 ans. Il a été banquier d'investissement avec la firme Blair and Co., fondateur d'une banque d'affaires, la Monnet, Murnane and Co., investisseur malheureux dans la Bank of America de Giannini en Californie durant les années de crise, puis chargé en 1932 d'organiser un consortium financier international pour développer la Chine de T. V. Soong, la China Development Finance Corporation (CDFC), en s'appuyant sur des banques américaines et françaises. *Golden boy*, il voyage sur les grands paquebots entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, le Canada puis la Chine et le Japon. Point d'Europe unie dans ces activités qui, semble-t-il, l'ont finalement lassé. Dans ses affaires il a côtoyé les milieux politiques internationaux ; « il acquiert à leur contact une incomparable connaissance des affaires du monde. » ; « il est à la fois très doué pour les affaires, mais également non dépourvu d'audace et doté d'une grande intuition politique. » (Bossuat 2014). Lorsque J. Monnet se fera un devoir de faire une Europe de l'Ouest fédérale, ça sera à l'image de et forcément en lien avec, les USA.

Anegeo 02/04/2022 (13/03/23)

I. Businessman, négociateur à l'international

I-1. Le cognac

I-2. Le "inter-Allied committees", comités exécutifs, sa rampe de lancement international

I-3. La Société des Nations 4

I-4. Blair & Co, la banque d'investissement

Pologne

Le Franc

La Roumanie

I-5. La Transamerica 6

I-6. Liquidation Kreuger

I-7. La Chine

I-8. Les Monnet, Murnane & Co 8

I-9. Avoir de la famille Petschek

I-10. Services financiers pour Solvay 10

I-11. Le Council of Foreign Relations ? 13

I-12. Situation personnelle vers 1938-1940

II. Politique : le fédéralisme supra-national compatible avec les USA 15

II-1. 1938-1942, de négociateur européen au cercle rapproché de l'administration américaine

II-2. Huit mois à Alger : création et présence dans, le Comité central, fév. à nov. 1943 16

II-3. Aux USA, nov. 1943-nov. 1945 18

II-4. Un plan européen pour l'industrie lourde (1946- mars 1952) 19

II-5. CECA (mai 1950 – Juil. 1955) 21

II-6. CED (1951 – août 1954)

II-7. Euratom et CEE : le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (fin 55 -75) 24

II-8. Euratom et CEE, processus (1955 – mars 1957) 26

II-9. Les mémoires Jean Monnet 29

I. Businessman, négociateur à l'international

I-1. Le cognac

Jean Monnet est d'une riche famille négociante. Son père est fondateur d'une des premières coopératives de producteur de cognac et s'était fait une clientèle internationale. Il veut donner à son fils la responsabilité des marchés extérieurs. « *Monnet, lycéen peu motivé, est envoyé à Londres en 1904 par sa famille pour y faire « un stage » de deux ans auprès de la firme de commerce international W. H. Chaplin & Co., wine and spirit, agent de la firme de cognac Jean-Gabriel Monnet* » (Bossuat 2014) lorsqu'il a 16 ans. « *Il apprend son métier d'homme d'affaires à la City de Londres. Naturellement peut-on dire, tellement est ancestrale la relation entre les grandes firmes de la City et les maisons de cognac françaises.* » (Bossuat 2014).

▪ A 18 ans son père l'envoie « *ensuite au Canada en 1906 afin d'implanter la firme JGM. L'agent à Winnipeg de la Hudson Bay Company (HBC) est intéressé. En 1911, la HBC obtient le monopole de la distribution du cognac Monnet au Canada pour cinq ans. Il fait aussi connaissance de Robert Kindersley, un courtier, qui deviendra gouverneur de la HBC et directeur à la Banque d'Angleterre* » (Bossuat 2014). « *... la Hudson Bay. Le directeur général de cette très vieille et puissante compagnie, M. Chipman, m'invite chez lui à Fort Selkirk. Nous avons besoin de fourrures, les trappeurs avaient le goût du cognac. J'eus l'occasion, quelques années plus tard, pendant la guerre, de mettre les relations de confiance que j'avais établies avec ces hommes entreprenants au service du ravitaillement des Alliés.* » (Monnet 1976). Il continue sa tournée aux USA, Ouest et Est, puis Suède, Russie, Méditerranée (Égypte et Grèce). C'est du bon Cognac, la clientèle est sélecte.

I-2. Le "inter-Allied committees", comités exécutifs, sa rampe de lancement international

J. Monnet a été réformé pour raison médicale (sans précision, mais son frère ira à l'armée). Il revient d'Angleterre quand la guerre éclate (été 1914), il a ~ 25 ans. Un ami de la famille est également un collègue de travail du Président du Conseil, René Viviani (les deux sont avocats). Or le gouvernement s'est installé à Bordeaux à côté de Cognac. Il est ainsi introduit auprès du Président du Conseil. Il « *fait valoir auprès du président du Conseil, René Viviani, l'intérêt pour la France de son réseau financier canadien avec HBC pour le ravitaillement. HBC devient le premier fournisseur de guerre de la France. HBC ainsi que le banquier J. P. Morgan lui consentent un prêt et HBC met à disposition de la France sa flotte de commerce.* » (Bossuat 2014). Le voilà envoyé en nov. 1914 au Service civil d'approvisionnement dans la City qu'il connaît bien.

« *la guerre s'installant durablement, la banque Morgan presse les Français et les Britanniques de procéder à des commandes communes comme Monnet le demande. Monnet reste aussi un agent d'HBC, puisqu'il finalise les contrats que la firme obtient du gouvernement français, en accord avec l'agent payeur de HBC, la banque Lazard Frères de Londres. Il gère aussi quelques affaires de la maison JGM, puisqu'en octobre 1915 le Saskatchewan commande trois cargaisons de cognac Monnet. Mais il s'intéresse d'abord au problème global du tonnage pour le ravitaillement. Un premier bureau exécutif (executive) pour les céréales est constitué en novembre 1916. C'est une centrale d'achat et de transport en commun des céréales pour les alliés. Monnet, dans les fonctions publiques auxquelles il a accédé grâce à ses relations d'affaires avec la HBC, développe un premier réseau. Il a accès à Étienne Clémentel, le ministre du Commerce [finira par avoir une ligne téléphonique directe avec lui], Arthur Salter, chargé du ravitaillement du côté anglais [qui dispose de toutes les données sur les bateaux. Les deux hommes ont le même âge] et John Beale, président du Wheat executive. L'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917 fait entrer dans les executives des personnalités américaines du monde des affaires de New York : Dwight Morrow, un juriste associé de la banque Morgan, Gordon Auchincloss, un lawyer de New York, T.W. Lamont, directeur chez Morgan et, après la guerre, Benjamin Strong, le premier président de la Federal Reserve Bank de New York. En 1917, les sous-marins allemands perturbent gravement le ravitaillement des alliés. Monnet suggère au gouvernement anglais, à la demande de Clémentel, de former une administration spécifique de gestion du tonnage allié. Le Comité du transport maritime allié est créé en novembre 1917. Jean Monnet devient le représentant de la France dans tous les comités exécutifs alliés. Cette position de Monnet, un civil, provoque de vives réactions. Louis Loucheur, ministre de l'Armement, « traduit » Monnet devant Georges Clemenceau, qui, après une semaine d'incertitude, le confirme dans ses fonctions au lieu de l'envoyer au*

front. Monnet est l'homme de Clémentel, un politicien aux idées nouvelles pour l'organisation de la paix en Europe. Monnet a 31 ans, il a la confiance de HBC qui le gratifie de 40 000 livres pour services rendus. Le démantèlement rapide des comités exécutifs de guerre, en 1919, fait dire à Monnet, déçu, que la nature retourne à son cours. » (Bossuat 2014). « Pendant la Grande Guerre, sa secrétaire à Londres, Yvonne Antony, s'amusait de le voir [J. Monnet] sortir du Ritz, où il logeait à l'année, vêtu d'une tenue de soirée agrémentée d'une cape doublée de soie blanche » (Bossuat 2014). « Il faudra attendre mars 1918 avant que l'A.M.T.E. [Comité Allié des transports maritimes] ne soit mis en place. Salter, Attolico, Rubles, représentant américain, et moi-même en sommes membres. » (Monnet 1976).

I-3. La Société des Nations

Le 25 janv 1919 à Paris est la première réunion pour la création de la Société des Nations, SDN. « Pendant ces semaines-là, j'étais occupé entre Londres et Paris à liquider les services dont j'avais eu la charge ».

La seule expérience connue étant l'expérience du "inter-Allied committees", « à cause de cette expérience... Clemenceau et Balfour m'appelèrent au poste d' [un de deux] adjoint du secrétaire général [de la SDN], sir Eric Drummond... après le refus de candidats plus réputés... nous étions cent vingt en décembre 1919 – qui errait de Londres à Paris et à Genève où elle se fixa enfin à l'automne 1920. » (Monnet 1976). Ses proches collègues des années précédentes, Salter et Attolico en sont. « Cette conférence, la première que la S.D.N. eût tenue, en octobre 1920, et que j'avais soigneusement préparée avec Salter, Layton, Blackett et Brand, portait les espoirs encore vivaces de l'équipe de Londres. » (Monnet 1976).

La Société des Nations reçoit des poisons laissés par le traité de Versailles, Silésie (mai 1922), Sarre (non soluble)... La jeune Autriche née des traités est dans un état financier désespéré, on y a faim. Ils sont une dizaine de personnes de la SDN à travailler sur la question, avec quelques nuits blanches, " Monnet est arrivé : Salter, Avenol, lui et moi avons tout le temps des entretiens où l'on envisage tout ... », lit-on dans une lettre de Pierre Quesnay (1895-1937) qui était la personne la plus impliquée pour résoudre les problèmes de trésorerie. Aussi est-il repéré/apprécié par Arthur Salter, Jean Monnet et coopté dans la SDN. Leur solution est de type FMI (suppression des entreprises d'État déficitaires, réduction du nombre des fonctionnaires...). « la citadelle des citadelles, la Banque d'Angleterre elle-même, s'était prêtée à l'opération... Montagu Norman était l'homme qui gouvernait la citadelle... Il m'invita à demeurer quelques jours chez lui et je devins son ami... nous étions armés pour résoudre coup par coup de tels problèmes... ce fut le cas également en Hongrie, en Grèce, en Bulgarie. » (Monnet 1976). Autre relation de la SDN, Ludwig Rajchman, bactériologiste né à Varsovie, embauché par la SDN pour les épidémies d'après guerre et où il crée la section d'hygiène (en 1947 il sera à l'origine de l'UNICEF) dont J. Monnet s'est fait un ami.

- J. Monnet quitte le Secrétariat Général de la SDN en déc. 1922, appelé dit-il à la rescousse de la maison familiale qu'il avait laissé tomber. « Au cours des sept années suivantes, il s'occupe de la firme familiale de cognac et développe ses activités financières avec la Hudson Bay Company. » (Mioche 2014). Contre la volonté de son vieux père dit-il, il vide les réserves de vieille eau-de-vie, trésors qui dormaient au plus profond des chais pour relancer le commerce juste lorsque les prix remontent. Il garde des intérêts dans l'affaire qui est cédée à des cousins.

I-4. Blair & Co, la banque d'investissement

« je fus approché alors par une importante firme d'investissements américaine, Blair and Co., qui venait de constituer une filiale française à Paris. ». Les "Investments bankers" de la place de New York « procédaient à des émissions de titres pour des affaires industrielles ou pour des États qui ne disposaient pas par eux-mêmes du crédit nécessaire au développement de leurs infrastructures. Ces établissements privés se chargeaient de placer des emprunts publics gagés sur des garanties qu'offraient les gouvernements. Il fallait s'assurer de la réalité de ces garanties : cela pouvait aller jusqu'à la réorganisation de tel système de recettes fiscales ou douanières » ; « Le directeur général de Blair était Elisha Walker, un homme d'affaires audacieux... Avec lui, nous fondâmes à Paris, en août 1926, la Société française Blair and Co. Foreign Corp., et j'en devins vice-président. » (Monnet 1976). La Blair and Co. Était spécialisée dans le placement d'emprunts sur le marché américain et liée à la Chase National Bank. Il embauche René Pleven, Dr. En droit, 26 ans, à son bureau parisien.

- **Pologne**

« Rajchman... connaissait les difficultés dans lesquelles se débattaient ses compatriotes polonais... me mit en rapport avec le gouvernement polonais au début de 1927 et j'allai vivre à Varsovie... à l'hôtel

Europeiski... René Pleven apprenait là les servitudes du décalage horaire qui nous obligeait à communiquer la nuit à New York les résultats des négociations de la journée. (...) Après de longues négociations que je menai à Paris et à Washington, un accord intervint pour remettre l'économie polonaise sur des bases solides... mais au prix de sévères mesures de réorganisation interne. Les banques centrales garantirent conjointement la valeur du zloty stabilisée grâce aux emprunts que Blair émit sur les places internationales. Comme rien d'important ne se fait aux États-Unis sans le concours des lawyers, nous nous étions adjoint les conseils d'un des plus brillants avocats de New York, John Foster Dulles. Je l'avais rencontré à la conférence de la paix et j'étais devenu son ami... Un jour, le monde découvrirait, aux côtés d'Eisenhower, sa puissante stature...» (Monnet 1976).*

** A propos des Dulles (Bureau d'études 2015, p. 20) Le père de George Bush (président des USA janv 1989 à fin 1992) : "Prescott Bush..., directeur exécutif chez Brown Brothers Harriman (dirigée par Averell Harriman, marié à la mère de Winston Churchill...), conduisit les opérations bancaires du gouvernement national-socialiste à Wall Street. L'Union banking Corporation, filiale d'Harriman dirigée par Prescott Bush, était l'antenne new-yorkaise du Thyssen-Flick German Steel Trust... A l'époque, les avocats de Prescott Bush à Wall Street n'étaient autres que Allen Dulles (travaillant pour la banque Schroder, futur directeur de l'OSS, créateur de la CIA et futur président de la Rockefeller foundation) et John Foster Dulles, son frère. Ce dernier travailla longtemps dans le groupe Rockefeller (de 1922 à 1949, il fut directeur de l'International Nickel Compagny of Canada appartenant à Rockefeller) et fut directeur de la Consolidated Silesian Steel Compagny dans les années 30 (possédée à 66 % par Frederich Flick). L'histoire des Dulles montre bien comme se rapporte l'un à l'autre le financier, l'industriel, le juridique (J.F. Dulles est avocat de Wall Street), le politique et le diplomatique (il est conseiller des États-Unis à la conférence du Traité de Versailles en 1919 et conseiller de la délégation américaine lors de l'organisation des Nations Unies à San Francisco en 1945)."*

« Les plans de stabilisation sont préparés par des banques américaines et Blair and Co. avec le Banker's Trust, Chase National et Kuhn Loeb. Benjamin Strong, directeur de la Federal Reserve de New York est tenu au courant. Walker et Monnet se présentent comme des outsiders bancaires américains permettant à la Pologne d'échapper aux pressions de Montagu Norman (Banque d'Angleterre) mais aussi du Comité financier de la SDN. La diplomatie française soutient la Pologne pour renforcer les alliances françaises en Europe centrale. Monnet doit constater, cependant, le double jeu des Polonais et il met de dures conditions au prêt, entre autres le contrôle sur place de la réalité de l'assainissement... Monnet organise le travail avec l'aide de Dulles, son conseiller juridique de Sullivan and Cromwell, le plus gros cabinet d'affaires des États-Unis... Le prêt se monte à 72 millions de dollars, dont 47 millions viennent du marché américain. L'accord est signé le 13 octobre 1927... À la suite du prêt polonais, Monnet acquiert une réputation de compétence indiscutable. Il est, selon les Polonais, « a superb banker, but also a great politician, expert in European situation ». Elisha Walker, patron de Blair and Co., reconnaît ses mérites. Ces témoignages donnent de Monnet une double personnalité : c'est un excellent homme d'affaires qui a l'intuition politique de la stabilisation de l'Europe. » (Bossuat). « Blair and Co. développe ses amitiés d'affaires avec Lazard de Londres, par l'intermédiaire de Kindersley, de Robert Brand et de son fils Thomas, ou encore de Pierre David-Weill. Monnet rencontre aussi John McCloy... » (Bossuat 2014).

● Le franc

A cette époque les anciens du SDN mangent souvent ensemble à échanger sur les problèmes de stabilisation du franc. J Monnet est même présent à une rencontre de P. Quesnay [passé d'expert de la SDN à celui de la Banque de France] avec P. Laval, le 14 juin 1926. « La stabilisation polonaise de 1926-1927 pendant laquelle les deux hommes interviennent, l'un pour la Banque de France, l'autre pour la banque Blair, permet à Quesnay de faire la connaissance d'un des nouveaux plus proches collaborateurs de Monnet, René Pleven. Et il ne manque pas de louanges à son propos... un très bel exemple de « placement » par Pierre Quesnay auprès de Jean Monnet, celui du jeune Léonard Rist, le fils du maître de Quesnay, Charles Rist... je crois pouvoir le faire prendre par Monnet... » (Boulangier 2014). « Elisha Walker et Monnet veulent constituer un consortium de banques américaines pour soutenir la stabilisation du franc. Mais Poincaré fait échouer cette solution. La banque Blair and Co. s'intéresse alors à d'autres pays pour y faire des affaires au plus haut niveau.» (Bossuat 2014).

● La Roumanie

« Quelques mois après, en janvier 1928, j'étais à Bucarest où une situation politique et économique trouble avait affaibli là aussi la valeur de la monnaie, le leu, au point que le gouvernement roumain ne rencontrait plus le crédit qu'il recherchait... Les négociations que je commençai... L'emprunt de consolidation du leu fut

une opération difficile, car même le marché américain, déjà touché par les symptômes avant-coureurs de la crise mondiale, ne put absorber la totalité des cent millions de dollars de l'émission, gagée pourtant sur la Caisse autonome des monopoles d'État roumain que nous avons fait constituer à cet effet. C'est dans ces conditions qu'intervint... Ivar kreuger offrait de compléter la souscription à concurrence de trente millions de dollars, en contrepartie de l'attribution du monopole des allumettes en Roumanie [c'est signé le 01/02/1929]. Je connaissais cet homme... Il venait me voir chez Blair, à Paris, rue François-Ier... « Vous savez, me confia-t-il, que j'ai une Société kreuger-Toll cotée à la bourse de New York. Je peux émettre des obligations et obtenir ainsi les monopoles d'État un peu partout dans le monde. Je vais commencer par acquérir le monopole polonais des allumettes, et ainsi de suite. » (Monnet 1976 ; Ivar Kreuger jongle avec les monopoles d'État dans des relations qui sont nécessairement à la fois d'affaires et de politique ; il l'a connu via l'épouse de son frère Gaston Monnet, qui est d'origine suédoise et qui connaissait Kreuger ; Mioche 2014). Plus globalement « Cette négociation, comme le prêt polonais, est un bon exemple de la complexité de l'opération financière, mais aussi de l'imbrication des intérêts privés et de ceux des États, tout en faisant apparaître l'atlantisation du marché bancaire et la facilité avec laquelle les banquiers traversent les océans. En fait, les lieux de négociation du prêt sont New York, Londres et Paris. Mais à l'automne 1928, Elisha Walker fait savoir à Monnet la difficulté d'émettre l'emprunt roumain sur New York. Blair and Co. accepte cependant de financer 10 millions de dollars. Moreau [Banque de France] est d'accord pour que Paris joue un rôle accru, à condition que le gouvernement roumain procède à l'assainissement prévu... Monnet fait travailler Swatland de la firme de lawyers Cravath sur le prêt roumain... Un prêt de 100 millions de dollars est enfin consenti à la Roumanie, sauvé par Ivar Kreuger, le 1er février 1929. » (Bossuat 2014). « À propos de son action autour de l'emprunt roumain de 1927, Éric Bussière écrit : « Monnet s'y conduisit autant comme membre d'une mission française que comme le représentant d'une banque américaine. » » (Mioche 2014).

I-5. La Transamerica

« Après la stabilisation de la monnaie roumaine en 1929, Elisha Walker, banquier d'affaires, signe un accord avec Transamerica Corp, maison mère de Bank of America, une banque de dépôt présidée par Amadeo Pietro Giannini. Un nouvel établissement naît, la Bancamerica Blair présidée par Walker, directeur exécutif aussi du comité exécutif de Bank of America, avec Monnet comme vice-président en 1928, puis de la Holding Transamerica en janvier 1930. Commence une stupéfiante période de la vie de Monnet engagé dans la gestion de la plus grande holding bancaire américaine. Amadeo Giannini dont l'aventure bancaire a commencé en 1904 avec la Bank of Italy, une banque populaire pour les pauvres immigrants italiens, veut encore s'étendre. Il doit s'allier. Giannini connaît Blair and Co., admire Elisha Walker et les jeunes talents autour de lui « some of Walker's energetic young executives, like Monnet, a French industrial expert in charge of foreign operations ». Pourquoi Monnet est-il nommé vice-président de Bank of America et de Transamerica ? Parce qu'il a une ouverture, vérifiée précédemment, sur les milieux bancaires et politiques européens. « Monnet est une sorte d'informateur "gris" de la Banque de France », qui lui donne la possibilité de renforcer sa position auprès de Blair and Co. en jouant de ses réseaux européens ; sa personnalité plaît chez Blair. Il soutient les novateurs, tel Pierre Quesnay à la Banque de France, « pour favoriser la mise en place d'une banque centrale moderne ». Il réussit à faire de Pierre Quesnay le premier directeur de la Banque des règlements internationaux (BRI), contre l'avis de Schacht [gouverneur de la banque d'Allemagne]. Monnet est favorable à des solutions négociées en Europe. Il pense que la Transamerica, la « Giannini blairisée », est « la conception d'avenir du financement des affaires américaines », « la plus grande holding des États-Unis et du monde, ayant un portefeuille de plus d'un milliard de dollars ». Transamerica est l'avenir de la profession de banquier investisseur puisque son réseau « permet le crédit à court terme par ses banques de dépôts (Bank of Italy, Bank of America), le crédit à long terme par les émissions (Bank America, Blair), les participations permanentes sous forme d'achats ou souscriptions de titres (Transamerica) ». L'action de Transamerica monte à 25 dollars quand les deux hommes prennent les commandes. Monnet reçoit 50 000 dollars par mois pour sa vice-présidence et Walker, le président, 100 000 dollars. » (Bossuat 2014).

« Walker prit la présidence et moi la vice-présidence de Transamerica. Dans cette opération, nous fûmes aidés par un lawyer d'une compétence exceptionnelle : Donald Swatland demeura mon ami et j'eus recours à lui plus tard... » (Monnet 1976).

« Cette implication dans Transamerica n'interdit pas les investissements croisés Blair-Kreuger dans des affaires telles que la Diamond Match Company que Monnet et Walker dirigent. Monnet est le représentant

de Kreuger & Toll quand Kreuger achète des actions pour obtenir le contrôle de diverses firmes. Kreuger sollicite un prêt de 6 millions de dollars à la Transamerica que Monnet repousse. Monnet travaille aussi sur les marchés du téléphone. La banque franco-américaine y a des intérêts avec Blair contre ITT » (Bossuat 2014).

Mais suit le krach d'octobre 1929, effondrement des actions. « les réformes mises en œuvre par Walker et Monnet déplaisent à Giannini, qui les rend responsables de la chute de la valeur des actions de Transamerica, 2 dollars fin 1931. Giannini s'en prend au monde de Wall Street. Sa démagogie plaît aux petits porteurs. La contre-offensive de Giannini aboutit à l'éviction de Walker et de Monnet le 15 février 1932. La faillite de la Transamerica coûte une fortune à Monnet. Il perd son salaire de 50 000 dollars, la valeur de ses actions passe de 3,54 millions de dollars à 200 000 dollars. Sa rémunération annuelle passe de 50 000 à 6 250 dollars en 1932. » (Bossuat 2014).

I-6. Liquidation Kreuger

« Le jour vint où il [Kreuger] ne put plus cacher la formidable imposture de sa richesse fictive bâtie sur un échafaudage de falsifications. Il se suicida à Paris en mars 1932. Les unes après les autres, ses entreprises géantes s'effondrèrent, ébranlant la finance mondiale, jetant partout la stupeur. La liquidation d'un tel désastre fut en soi une longue et considérable entreprise internationale à laquelle je me consacrai pendant l'année 1932 à Stockholm. » (Monnet 1976). « La faillite de l'entreprise suédoise met en difficulté de nombreuses firmes, dont la banque Lee Higginson & Co. de Boston où George Murnane travaille de 1928 à 1935. » (Mioche 2014). « les créiteurs américains de Kreuger sont représentés au conseil de liquidation par Cromwell et Sullivan qui impose deux représentants sur cinq au conseil des liquidateurs. L'un des deux est Jean Monnet, élu en septembre 1932 sur proposition de John Foster Dulles. Monnet démissionne de son poste de directeur de Diamond Match pour être libre par rapport à la liquidation de Kreuger and Toll. Il s'en retire, cependant, le 11 juillet 1933. Le comité des créiteurs ne peut récupérer que 2,5 millions de dollars sur les 100 millions de dollars de dettes de Kreuger. » (Bossuat 2014). « Les activités de Jean Monnet pour la liquidation Kreuger... ne lui rapportent pas beaucoup d'argent. En dépit de ses protestations, la Cour de justice de Stockholm réduit ses compensations de 45 000 couronnes à 35 000, le 7 septembre 1933 » (Mioche 2014).

I-7. La Chine

« Fin 1932, Monnet est approché par H. H. Kung, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, envoyé spécial du gouvernement chinois auprès des États-Unis et des pays européens, à la demande de T.V. Soong, ministre des Finances et frère de Mme Tchang Kai-chek pour organiser le financement du développement de la Chine. Sans doute Ludwik Rajchman a-t-il préparé le terrain pour cette rencontre » (Bossuat 2014). Dans le cadre de la SDN Ludwig Rajchman avait été en Chine, pays qui le fascine, et s'était lié d'amitié avec le ministre des Finances, T. V. Soong. « Soong charge Lazard (Londres) de représenter la Chine pour les achats extérieurs, grâce à Monnet. On crut même que Monnet était missionné par Lazard, ce qui n'était pas le cas. Lazard, cependant, fournit à Monnet un prêt substantiel dont la date n'est pas connue, mais dans les années trente, estime Duchêne. La banque Lazard attend un retour de Monnet pour le développement de la Chine. Monnet est appointé par T. V. Soong à hauteur de 150 000 dollars chinois par an. Il doit constituer une corporation internationale pour cet objet » (Bossuat 2014). Il s'agit surtout de déridier la tutelle du Consortium bancaire (British & Chinese co pour la Grande-Bretagne, J.P. Morgan & Co pour États-Unis, Banque d'Indochine pour la France, Japon...) imposée à la Chine en 1920 et particulièrement prudent pour ce pays, et de plus avec les japonais hostiles à une modernisation nationaliste. Le Kuomintang, parti national du peuple chinois qui s'est installé de manière plus ou moins chaotique au début des années 1920 sur les ruines de la dynastie Qing est arrivé à l'apogée de sa puissance sur la décennies 1927-1937. J. Monnet se met à la tâche mais à l'été 1933 il a échoué à débloquer la situation. Puis T.V. Soong perd son poste de ministre des Finances en octobre 1933.

- T.V. Soong (1894-1971) dont le père a été fait pasteur aux USA est diplômé de la Harvard Business School. Il a été plusieurs fois ministre des finances dans les gouvernements du Guomindang, donna à la Chine son premier budget organisé, sa première monnaie unique et sa première banque centrale. "Mais sa réputation de libéral pro-capitaliste moderniste en Occident masquait la réalité d'un personnage nationaliste en relation très étroite avec les triades de l'Opium et les sociétés secrètes chinoises." (Bureau d'étude 2015, p. 22). Une de ses soeurs a été la secrétaire de Sun Yat-Sen. Une autre soeur a suivi des études au Wellesley College (Massachusetts) avant

d'épouser en 1927 Chiang Kai-shek après que ce dernier se soit converti au christianisme. Elle sera vice-présidente de Taiwan.

- Il y a des tensions entre Tchang Kai-chek chef de guerre surtout préoccupé à traquer les communistes et son beau frère T.V. Soong qui pense à la construction économique et la lutte contre les japonais. Le gouvernement nationaliste est à Nankin 300 km à l'Ouest-N-Ouest de Shangai, il ne contrôle pas toute la Chine qui fait 400 millions d'habitant-e-s. Les communistes sont réfugiés depuis 1927 dans certaines zones montagneuses, ailleurs, au grand Sud, grand Ouest, grand Nord. Il y a des seigneurs de la guerre. La France a encore des détachements militaires à Shangai, Pékin et Tientsin au Sud de Pékin.
- Mais « *Monnet, Salter et David Drummond, vicomte Strathallan [fils de l'ex-secrétaire général de la SDN, Sir Eric Drummond], arrivent pourtant à Shanghai le 21 novembre 1933 où ils sont immédiatement accueillis par le ministre T.V. Soong... Il [Monnet] réside chez Henri Mazot, ancien directeur en Chine de la Banque de l'Indochine, plus chinois que les Chinois, à la concession française.* » (Bossuat 2014). « *Le séjour en Chine de Jean Monnet a duré moins d'un an, de l'hiver 1933 à juillet 1934 et a été l'occasion de la création de la China Finance Development Corporation.* » (Mioche 2014).

H. Hoppenot, conseiller auprès de la partie de la Légation de France qui est à Pékin n'était par ravi : « *On notera que Jean Monnet passe outre la voie diplomatique normale et prend contact directement avec les autorités chinoises. Nous avons là un exemple de diplomatie parallèle... (...) Cette démarche d'un financier privé, qui entre en relation directement avec les milieux diplomatiques étrangers, sans passer par les services de sa propre légation et déjà révélatrice de cette diplomatie des experts et des techniciens qui, laissant à l'écart l'agent diplomatique, en fait un simple informateur et non plus le représentant des intérêts nationaux.* » (Barbier 1999 p. 66, 67). Par contre, « *Philippe Baudet [chargé d'Affaires de France à Nankin] admire sa hardiesse financière, son aptitude à négocier et à parler directement avec les interlocuteurs de son choix sans passer par les voies diplomatiques habituelles.* » (Barbier 1999 p. 70).

Avec T.V. Soong le projet d'accord sur la *China Development Finance Corporation* (CDFC), sorte de banque d'affaire interne, est rédigé par Monnet le 20 mars 1934. Il est entièrement chinois (esprit anti-impérialiste généralisé en Chine), banques privées (sont ± obligées par T.V. Soong, les grosses de Shangai et de Hong-Kong) et hautes personnalités, a une belle allure. Les Chinois auront la responsabilité des projets de développement, la CDFC surveillera les projets qu'elle pousse. Au capital de C\$ 10 millions souscrits, les Soong ont la réalité du pouvoir. « *Le capital étranger peut entrer en Chine par l'intermédiaire de banquiers chinois. Monnet et T. L. Soong, directeur général de la CDFC, signent un contrat de trois ans, le 3 juillet 1934, par lequel Monnet est gratifié de C£ 50 000 par an et de 7,50 % sur les profits de la CDFC. Monnet est le représentant exclusif de la CDFC en Europe et aux États-Unis pour les affaires de Chine.* » (Bossuat 2014). En collaboration avec des banques étrangères, la CDFC va émettre des emprunts destinés à plusieurs lignes distinctes de chemins de fer. Il y a un premier accord avec la British & Chinese Corporation (B. & C. Co.).

- « *Après huit mois en Chine, Monnet repart pour l'Europe en juillet 1934 en passant par Moscou pour organiser le divorce de la femme qu'il aime, Sylvia Bondini [de 21 ans plus jeune, qui a été mariée peu de temps], et pouvoir l'épouser. Il regagne ensuite Paris. Après un court séjour aux États-Unis, il repart, de Paris, pour Moscou avec Sylvia. Ils se marient le 13 novembre 1934 à Moscou. Monnet rejoint les États-Unis d'où il part avec Sylvia pour la Chine en mars 1935. Ils s'installent, 262 route Ferguson à Shanghai. Ils y restent jusqu'en septembre 1935. Ils rejoignent alors les États-Unis où ils louent un appartement de onze pièces à New York sur la 5e Avenue.* » (Bossuat 2014). J. Monnet continue de l'extérieur de Chine les engagements signés avec Soong et la CDFC.

I-8. Les Monnet, Murnane & Co

« *Le 18 février 1935, Jean Monnet et George Murnane ont formé une société, la Monnet, Murnane & Co. (M., M. and Co.) sous la loi canadienne, enregistrée sur l'île du Prince-Edward (Canada), mais dont le siège est à New York. Murnane est un banquier connu de la place de New York. Il est lui-même partenaire de la banque Lee Higginson and Co. de Boston, qui a appuyé Kreuger. Dulles investit 25 000 dollars dans la société et demande à sa firme, Sullivan and Cromwell, d'y investir 50 000 dollars. M., M. and Co., pauvre en capital, doit gagner sur le marché chinois et sur les affaires de téléphone de quoi payer les dépenses immédiates. Mais Monnet et Murnane s'octroient chacun des salaires confortables de 36 000 dollars alors que la société n'est pas consolidée et qu'elle est attaquée par les Japonais et les Britanniques. Les associés sont Lord Perth (David Drummond) et Pierre Denis.*

M., M. and Co. inclut le travail de conseil de Monnet auprès de la CDFC, mais développe aussi d'autres affaires hors de Chine. Monnet crée des antennes à Paris, Londres et Shanghai dont s'occupent respectivement Pierre Denis, David Drummond et Henri Mazot. (...) La CDFC représente, en 1934, 12,6 % des revenus de M., M. and Co.. M., M. and Co. a négocié en Chine sur le chemin de fer du Lunghai Railroad (lignes du Lunghai [Ouest-Est sur latitude quelques 100aines de km au Sud de Pékin] and Tientsin-Pukow [Nord-Sud, de Tianjin au Sud de Pékin à Pukou banlieue nord de Nankin, ligne existante]) et la Telephone Syndicating. L'émission des premières obligations émises par la CDFC et la Hong Kong and Shanghai Bank pour la construction d'un chemin de fer fut souscrite au-delà de la demande. On comprend pourquoi Monnet obtient de Washington, en octobre 1934, le soutien de l'Eximbank pour un crédit de modernisation. Monnet cherche aussi des investisseurs pour la CDFC auprès de Lazard de Londres, ce qui gêne le Trésor britannique et indispose encore plus le Japon. (...) » (Bossuat 2014).

« En décembre 1936, un contrat est signé entre la CDFC et la Banque franco-chinoise pour le Commerce et l'Industrie qui constitue « un groupe composé de quatre banques françaises, le Groupe Uni des Banques françaises, afin de collaborer avec la CDFC dans les projets d'investissements en Chine. Ce groupe sera dirigé par la Banque de Paris & des Pays-Bas, et outre la BFC, la Banque Lazard-Frères et la Banque de l'Indochine vont y participer », dit Miyashita. Il établit un partenariat « entre la CDFC et la Société belge des Chemins de fer en Chine », en 1937... » (Bossuat 2014).

A Propos de personnes de la banque de Paris et des pays bas, les archives sont dépourvues de lettre de J. Monnet mais « permettent cependant de découvrir les échanges fréquents qui ont existé entre trois personnages-clés de cette époque et de l'immédiat après-guerre : Émile Moreau, Emmanuel Mönick et Charles Rist. Tous trois ont entretenu, en raison de leur position à la Banque de France ou dans les rouages de l'État, des relations étroites avec Monnet, ce dont témoignent les Mémoires de ce dernier ou sa biographie par Éric Roussel. Or nous savons que la Banque de Paris des Pays-Bas a été présidée successivement par Moreau et Mönick, tandis que Rist est devenu un conseiller éclairé de la banque dont il a été administrateur pendant de longues années. » (Longuemar 2014).

La guerre sino-japonaise débute le 7 juillet 1937 dans le Nord, dès lors, pour raison militaire ce sont des voies vers le Sud, Birmanie et Vietnam, que veulent les chinois. Malgré les tractations, pour de nombreuses raisons la voie ferrée sur la Birmanie ne se fera pas.

▪ *« Pour faciliter les transactions financières en Chine, sans doute aussi pour des raisons fiscales, Monnet crée, en juillet 1937, une nouvelle société, qui garde le nom de Monnet et Murnane mais est autonome par rapport à la première, Monnet, Murnane Limited, enregistrée à Hong Kong avec un capital de C\$ 10 000. Jean Monnet en est le président jusqu'en février 1940. « La "Monnet and Murnane Hong Kong Company" est complètement séparée du partenariat Monnet and Murnane Company in New York, elle a ses affaires, ses responsables, ses revenus, ses dépenses... Son centre de décision est Paris et elle doit s'occuper des affaires traitées en Europe et en Chine. M., M. and Co. immatriculée sur l'île du Prince-Edward cesse d'exister le 30 août 1938. A-t-elle été limitée aux États-Unis, réenregistrée à New York ? La collaboration avec Murnane subsiste pour les affaires à traiter aux États-Unis. La dissolution définitive du partenariat Monnet, Murnane est néanmoins attestée le 1er janvier 1944. » (Bossuat 2014). De cette Monnet, Murnane Ltd, « Jean Monnet en est le président, John David Drummond et Henri Mazot sont les vice-présidents. George Murnane n'est pas dans l'organigramme de la société qui porte son nom. » (Bossuat 2014).*

▪ *La ligne de chemin de fer entre les villes de Chungking et Chengdu [centre de la Chine, Chengdu dans le Sichuan] ne se fera que partiellement. La CDFC n'émet plus de comptes en 1938 et 1939, et quand J. Monnet réclame les 7,5 % du contrat alors que la CDFC fait des pertes et avec la guerre le ton monte avec les chinois. H. Mazot obtiendra l'accord de 20 % des profits de la ligne de chemin de fer de Suifu [actuel Yibin au Sud de Chengdu, qui s'appelait Xufu, [là](#)] à Kun Ming au Sud dans le Yunnan pour M. M. & co. Le 2 février 1940, J. Monnet démissionne de son poste de président de M., M. Ltd. Seul son collaborateur local, H. Mazot se trouve là-bas coincé, abandonné aussi de la CDFC semble-t-il, tous contacts coupés dans les deux sens. Il sera rapatrié, gravement malade après la guerre.*

Pourtant « le bilan de la CDFC n'est pas mauvais, d'après Éric Roussel : « Interrompu par la Seconde Guerre mondiale, l'essor de la China Finance Development Corporation sera remarquable ». Elle construit le chemin de fer du Szechouan et le Shanghai Hongchoun Mingoa Railway [Shanghai à Ningbo de l'autre coté de la baie de Hangzhou, c'est une remise en état de la ligne existante]. Monnet a fait des affaires en Chine et T. V. Soong reconnaît ses mérites de financier. Monnet part de Shanghai en novembre 1935.... Mais il est fier de son rôle en Chine : « Je pense que nous devons maintenant réaliser entre nous tous, qu'on

représente un petit groupe qui possède un laissez-passer permettant de contacter tous les gens importants du monde des finances dans tous les milieux et en tout les cas, nous serons pris au sérieux » (Bossuat 2014).

I-9. Avoir de la famille Petschek

« J. F. Dulles connaît bien George Murnane... En effet, la United Continental Corporation (UCC) a été constituée en 1929. Cette compagnie holding vise à administrer les avoirs allemands du groupe Petschek. Son premier président est John Foster Dulles, le second – « son ami proche » –, est G. Murnane. Une des premières affaires de la société Monnet & Murnane de 1935 concerne les biens de la famille Petschek... une famille juive, germano-tchèque. Elle a constitué une grande entreprise dans l'extraction et le commerce du lignite en Silésie et dans la région des Sudètes. Hermann Goering confie à Helmut Wohlthat le soin d'aryaniser ces entreprises en 1936-1937... En juin 1938, Josef Abs, président de la Deutsche Bank, devient président du groupe Petschek et un « dédommagement » imposé est conduit par la Deutsche Bank en décembre 1939, date à laquelle l'essentiel de la famille Petschek s'est réfugié aux États-Unis et au Royaume-Uni. Monnet & Murnane négocie avec Friedrich Flick, un des fondateurs du parti nazi, industriel proche de Goering, la défense des avoirs Petschek détenus aux États-Unis. La société américaine de Jean Monnet ne participe pas à la spoliation, elle défend des intérêts américains. Pour François Duchêne, c'est surtout John Foster Dulles, George Murnane et Eric Drummond qui conduisent cette opération... La rémunération qui en découle pour Monnet & Murnane sera encaissée en 1938... » (Mioche 2014).

I-10. Services financiers pour Solvay (Mioche 2014)

▪ « John Foster Dulles (1888-1959) est depuis 1919 avocat d'affaires chez Sullivan & Cromwell et il continuera à travailler pour cette firme jusqu'en 1949. Formé en France, à la Sorbonne, et aux États-Unis, à Princeton, John Foster Dulles, fils de pasteur, a été précédemment un jeune diplomate. Il a participé à la Conférence de la paix en 1919... Sa notoriété d'avocat d'affaires progresse rapidement et il devient l'avocat « peut-être le mieux payé du monde ». Or, John Foster Dulles est pressenti au printemps 1933 pour être le conseiller du groupe belge Solvay... le baron René Boël (1899-1990), qui a épousé une petite-fille d'Ernest Solvay, joue un rôle éminent dans les années trente aux côtés des héritiers directs, pendant la Seconde Guerre mondiale et encore plus après...

En décembre 1920, un vaste regroupement des sociétés de la chimie américaine est opéré avec la fusion de Solvay Process Co., General Chemical Co., Barrett Co., National Anilin & Chemical, auxquels s'ajoute Semet Solvay (fours à coke) et ensuite Atmospheric Nitrogen Corp. Ce regroupement donne naissance à Allied Chemical and Dye Corporation. Dans cette société, Solvay ne dispose que d'environ 20 % du capital... Entre 1921 et 1930, elle [Allied Chemical] a réalisé 212 millions de dollars de bénéfices et a distribué 134 millions de dollars en dividendes. De nombreuses raisons poussent Solvay à renforcer ses intérêts dans l'entreprise. C'est pourquoi Solvay recrute J. F. Dulles... J. F. Dulles accepte la mission Solvay en novembre 1934. Il s'ensuit une longue collaboration entre Dulles et Solvay. Pour J. F. Dulles, il s'agit de renforcer le Board de l'Allied en faisant rentrer des personnes amies de Solvay sans qu'elles apparaissent comme telles en attendant de pouvoir présenter des candidats officiels de Solvay... « Le candidat de M. Dulles serait M. Murnane, ancien partner de Lee Higginson, ami de Cook et Atherton et ayant étudié depuis de longues années les grosses affaires internationales. M. Dulles peut compter absolument sur sa loyauté ». M. Boël donne l'accord de Solvay pour G. Murnane... L'entrée de G. Murnane au conseil d'administration de l'Allied est effective le 7 avril 1936.

▪ Sur recommandation de J. F. Dulles, un homme de Solvay, Georges Janson, sollicite Monnet en août 1936 pour une étude sur le prix international de l'or... La note de quatre pages est livrée rapidement. Il est bien possible que l'exercice ait été pour Solvay une façon de tester les capacités de Jean Monnet. Celui-ci se rend à Bruxelles fin juillet 1936 et il ressort de cette rencontre une collaboration durable qui commence rétroactivement le 1er janvier 1936. « Comme suite aux conversations que nous avons eues à Bruxelles la semaine dernière, j'ai consulté aujourd'hui M. Foster Dulles. Il estime que la meilleure méthode pour les versements dont nous nous sommes entretenus est qu'ils soient faits par chèques, établis à mon nom (Jean Monnet), et envoyés à mon adresse personnelle à Paris, 4 rue Fabert... M. Boël ajoute le commentaire manuscrit à cette lettre : « Faire payer par trimestre à trimestre échu 25 000 \$ par an à M. Jean Monnet ; à partir du premier janvier 1936... Le 21 janvier 1938, George Murnane et Jean Monnet sont reçus à Bruxelles par MM. E. Tournay et René Boël. Cette longue conversation (14 pages de compte rendu)... par ailleurs, Jean Monnet construit une relation particulière avec Solvay... sur d'autres intérêts de Solvay... Dans le contexte de cette collaboration, Jean Monnet insiste beaucoup pour que les rémunérations

de Solvay soient versées à partir du 1er août 1937. Cela doit être mis en relation avec la création par Jean Monnet d'une seconde société Monnet & Murnane : la Monnet & Murnane Limited, fondée à Hong Kong en juillet 1937... Jean Monnet a saisi l'opportunité de la convention avec Solvay pour faire ses affaires séparément de George Murnane en dehors des États-Unis tout en conservant en apparence la première raison sociale. » (Bossuat 2014).

▪ « Jean Monnet a travaillé avec et pour le groupe chimiste belge Solvay et perçu des honoraires de celui-ci de 1936 à 1945... Outre les relations personnelles qu'il a construites avec Solvay, Jean Monnet bénéficie d'un allié utile en la personne de son collaborateur, représentant de Monnet & Murnane à Londres, le vicomte Strathallan. Il s'agit de David Drummond, fils de Sir Eric Drummond, futur comte de Perth, premier secrétaire général de la Société des Nations avec qui Jean Monnet a travaillé. Visiblement, David Drummond entretient des relations non professionnelles avec le baron Boël, dirigeant de Solvay... Ainsi, le baron Boël commence une lettre à son intention par « Mon cher David » et la termine par « Voulez-vous voir ces deux suggestions avec Jean et Roseborough et m'en écrire ? Bien amicalement vôtre ». De son côté, le vicomte écrit à René Boël, « Hélas, le destin encore une fois m'a empêché, après que j'ai accepté, d'aller chasser. Je sais que votre père le comprendra ; voulez-vous lui en faire part ? Bien des choses à Ilda ». Il convient de préciser que David Strathallan est alors fort ému car il vient d'être mobilisé, ainsi que Pierre Denis. Cette sociabilité européenne crée un terrain propice aux entreprises de Jean Monnet et de sa société de Hong Kong. Nous l'avons vu, le rôle de Jean Monnet est assez modeste dans le gros dossier de l'Allied. Mais Jean Monnet construit minutieusement ses nouvelles relations avec Solvay. Il est soucieux des modalités de paiement. En janvier 1938, « M. Monnet, venu aujourd'hui à Bruxelles, a demandé à M. Boël si nous pouvions adresser à sa firme à Hong-Kong le câblogramme dont le projet est ci-annexé, afin de lui permettre de justifier éventuellement les sommes que nous lui versons »... La direction de Solvay valide cette demande mais s'étonne un peu : « M. Vander Eycken [sans doute un cadre financier de Solvay] trouve ce texte tout à fait suffisant. Demander pourquoi on adresse cette déclaration à Hong-Kong ». Le travail de Jean Monnet est défini par une lettre émanant de Solvay mais rédigée par Jean Monnet en mars 1938 : « L'objet de la présente ... (...) sa forme définitive, traduite par Solvay le 2 mai 1938 : « L'objet de la présente est de confirmer la convention qu'à partir du premier août 1937, nous pouvons demander à votre organisme en Europe ou en Extrême-Orient les renseignements commerciaux ou financiers que vous êtes en mesure de fournir et aussi d'enquêter ou de négocier ou de faire les opérations impliquant l'emploi de monnaies bloquées ou autres opérations de placement de capitaux pouvant desservir notre intérêt. En rémunération de pareil service, nous vous paierons la somme de \$ EU 25 000 par an, étant entendu que l'accord peut être résilié par l'un ou l'autre des contractants moyennant préavis de trois mois donné par écrit. Il est encore entendu que, là où la masse ou l'importance des négociations sont inusitées ou entraînent un effort inaccoutumé de votre part, des dispositions spéciales peuvent, en pareilles circonstances, être prises, de commun accord, quant à la rétribution ». Une autre lettre à Jean Monnet confirme le versement trimestriel de 6 250 \$. Pourquoi Solvay s'attache-t-il la collaboration de Jean Monnet ? Solvay entretient, par ailleurs, des relations étroites avec la Société Générale de Belgique. De fait, les intérêts belges à l'étranger sont souvent connectés entre eux. Ceux-ci sont présents en Chine grâce notamment à la Société belge des chemins de fer en Chine avec laquelle la China Finance est en affaires. Nous verrons plus loin que dans l'affaire Latona, il existe des imbrications en 1937-1938 entre la China Finance et la Monnet & Murnane. Donc Solvay prend en compte la dimension chinoise de Monnet & Murnane. Faut-il penser que Jean Monnet, au nom de Monnet & Murnane, encaisse l'argent de Solvay pour le compte de G. Murnane, administrateur de l'Allied, car Murnane doit dissimuler le plus possible aux États-Unis ses relations avec Solvay ? En tout cas, les archives Solvay comportent plusieurs enquêtes sur les activités de Jean Monnet, la multinationale belge tente de ne rien laisser au hasard. »

▪ « La principale affaire de Jean Monnet avec Solvay concerne l'Italie fasciste qui a basculé dans l'autarcie et le contrôle des changes en 1936. L'Istituto per la ricostruzione industriale (IRI) est au cœur de l'appareil productif. Dans ces conditions, tenter de développer des participations industrielles ou des investissements comme le souhaite Solvay relève de la gageure pour un groupe non italien. Solvay veut tout à la fois investir les profits de ses activités italiennes en Italie et en récupérer une partie alors qu'ils sont sous la forme de « liras bloquées » par le régime de Mussolini.

Les affaires italiennes de Jean Monnet commencent en 1937-1938. Dès juillet 1937, Jean Monnet rédige un projet d'opération financière dans une lettre à H. H. Kung (ministre des Finances chinois, beau-frère de T.V. Soong) : il s'agit d'acheter des bons chinois à dix ou vingt ans pour un million de livres, « cela suppose quelques arrangements avec les autorités italiennes » ; la China Finance pourrait jouer un rôle dans

l'opération. Jean Monnet écrit à Pierre Denis en octobre 1937 que René Boël cherche un arrangement avec le gouvernement italien pour débloquer ses liras. Il s'agirait de contourner le contrôle en facilitant, en contrepartie, des exportations de Pirelli (constructions navales). L'interlocuteur industriel italien est M. Boncompagni (président de la Società Generale Italiana della Viscosa à Rome) et l'interlocuteur politique est le sous-secrétaire d'État d'Agostino. La transaction porterait sur 500 000 \$ sur lesquels Solvay récupérerait 250 000 à 300 000 \$ de liras bloquées... Le taux de change suggéré par Jean Monnet est de 120 F belges pour 100 liras. Mais après l'invasion japonaise et les événements de Shanghai, Solvay renoncera à acheter des bons chinois.

▪ La seconde étape passe par la création d'une société-écran. La Latona est une société de droit suisse créée en 1939 par Monnet, Murnane & Co. Elle sera dissoute en 1948. « Le Vicomte Strathallan informe M. Boël de ce que au cours de son séjour hier en Suisse il a pris les dispositions nécessaires en vue de la création de la société suisse, filiale de Monnet, Murnane and Co. Ltd. La société créée porte la raison sociale de Latona ; c'est une société anonyme dont le siège a été établi à Frankendorf (dans le canton des Grisons). Le capital a été fixé à 250 000 francs suisses. Il est prévu que le conseil d'administration se composera au début de trois personnes, mais ce nombre peut être augmenté par la suite. Deux administrateurs ont été nommés : ce sont ceux au sujet desquels le vicomte Strathallan nous a questionnés hier : M. Fritz Burckart et Arthur Schweizer. À la demande de M. Boël, le vicomte Strathallan précise que ces messieurs ne sont pas d'origine juive (question qui aura son importance, étant donné qu'il s'agit pour la société Latona de traiter en l'occurrence de grosses opérations en Italie) ». Aux deux administrateurs mentionnés s'ajoute ultérieurement le président F. Von Planta. Les actifs industriels concernés sont deux sociétés chimiques italiennes : l'ALCA (Anonima Lavorazioni Chimiche Affini à Milan) et l'ISA (Industria Silicati Affini à Palerme). En réalisant ce nouvel investissement, Solvay entend constituer un futur département de dérivés sodiques en Italie et pour ce faire contourner la législation en vigueur. « La rémunération de la Société Monnet, Murnane pour les services qu'elle a prêtés dans la reprise des affaires ALCA et ISA et la fondation de la Latona a été fixée à 10 000 \$, somme qu'il y aura lieu de verser à Monnet, Murnane à Londres... La correspondance pour Monnet Murnane devra dorénavant être adressée à M. Monnet, 4 rue Faber, Paris. Au cours d'un entretien avec M. Monnet, il a été envisagé que nos achats de soude en France pourraient être payés en liras bloquées qui seraient utilisées par la France pour régler ses commandes de marchandises italiennes ». Mais la situation se tend du fait de l'entrée en guerre de l'Italie... Bien entendu, Solvay fait savoir aux autorités italiennes que sa démarche est légale. « Je peux garantir que si l'autorisation était accordée, MM. Monnet, Murnane & Co. s'engageraient au nom de leur filiale Latona, non seulement à appliquer les lois en vigueur en Italie, mais aussi, si nécessaire, à fournir à tous moments des détails au sujet de leurs opérations italiennes si l'Institut des Changes le demandait.

La première partie de l'opération réussit, mais une partie de la seconde, le transfert effectif des fonds disponibles en Italie de Monnet & Murnane à Latona, la somme porte sur 90 000 £, est bloquée. En effet, après que le ministère a autorisé le transfert le 31 mai 1940, le préfet de Milan décrète le 11 juin que cette somme appartient aux sujets d'un État ennemi et la séquestre. Il faudra attendre 1946 et les décisions de l'administration militaire américaine pour que ce problème soit résolu positivement pour Solvay.

L'opération révèle la confiance qui s'est établie entre le groupe belge et l'équipe de Jean Monnet. Monnet & Murnane perçoit 56 481 \$ de Solvay afin de réaliser l'opération tiroir. Bien entendu, une reconnaissance de dettes est soigneusement élaborée, elle passera par le bureau de Hong Kong. Pour cette opération spécifique, Monnet & Murnane perçoivent 10 000 \$ en sus de leurs émoluments trimestriels. L'opération de Jean Monnet a été conduite de façon habile. Dans une note postérieure au conflit, il est précisé que malgré les enquêtes répétées des autorités d'alors, « on n'a pu prouver comment la Latona a remplacé la "Monnet & Murnane" et comment la propriété des actions de la première était de nationalité suisse. En tout cas, le nom de Jean Monnet n'apparaît plus dans la correspondance de 1946-1948 à propos de la dissolution de Latona. L'interlocuteur de Solvay est G. Murnane... Il semble, en tout cas, que les relations entre Jean Monnet et G. Murnane n'en aient pas été affectées. M. Murnane, devenu associé chez Lazard, participe à une réception en l'honneur de Jean Monnet en mai 1953. Mieux encore, Jean Monnet lui écrit longuement en 1954. (...)

cette synthèse distingue ce qui est revenu en propre à George Murnane, à Jean Monnet, d'une part, et ce qu'ils ont partagé, soit « Solvay et Pets ». Il pourrait s'agir des revenus des deux sociétés Monnet & Murnane, New York et Hong Kong. Les 55 500 \$ de 1935 représentent près de 900 000 \$ de 2010 et les 107 000 US\$ de 1943, 1 340 000 US\$ de 2010. Ce sont des sommes importantes. Le pic de 1938 correspond au règlement de l'affaire Petschek qui est la plus importante affaire traitée par l'association des deux hommes. Le pic de 1941 relève des revenus de George Murnane et nous n'avons pas d'indication à ce

propos. Les revenus de la Monnet & Murnane déclinent en 1943. Ceux qui proviennent de Solvay cessent en juin 1945.. » (Mioche 2014).

H. Alphand (1977), qui a rencontré notamment J. Monnet à Washington avant, rapporte que dans l'avion avec 42 personnes triées sur le volet qui l'amène des États-Unis à l'Angleterre le 24 août 1941, il y a le baron Boël.

Le chemin parallèle entre le baron Boël et J. Monnet (avec à partir de 1943 son collaborateur essentiel E. Hirsch*) ne s'arrête pas là, Hirsch (1988, p. 179) : « ...le Mouvement européen qui rassemble les organismes de toute appartenance qui militent pour l'Europe... **Le baron Boël, trésorier du Mouvement européen, était venu me consulter à Bruxelles. [en 1961] La santé de Robert Schuman ne lui permettait plus d'assurer la présidence et il fallait lui trouver un successeur. J'ai suggéré Maurice Faure qui avait participé aux négociations des Traités de Rome et en était signataire... Ma proposition a été acceptée.** ». Maurice Faure faisait partie du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe de J. Monnet.

* Étienne Hirsch lui-même connaissait bien Solvay qui avait une grosse part de son ancien employeur Kuhlmann. Avant la guerre : « Je participais aux réunions belges qui avaient lieu à Bruxelles presque chaque semaine sous la présidence du baron Janssen, gendre de Solvay, et qui étaient honorées de la présence de deux autres barons, Coppée et Boël... » (Hirsch 1988, p. 44; cf. présente Annexe A-2).

I-11. Le Council on Foreign Relations ?

J. Monnet (1976) écrit des USA : « Pour connaître ce pays et pour vivre en bonne intelligence avec ses dirigeants et son peuple, il faut y revenir régulièrement et prendre la mesure du changement qui ne cesse de le porter en avant... C'est l'objet de mes voyages réguliers qui commencent chaque fois par le même rituel de l'amitié d'où je tire mes informations les plus sûres... je vais d'abord voir les hommes dont la première règle est de ne pas se tromper : banquiers, industriels, avocats, journalistes... »

Gillingham (1991) parlant de J. Monnet : « Sa liste de proches associés se lit comme le Who's Who du vivier de ceux qui font la politique. On y trouve des personnalités du cercle interne comme Harry Hopkins et Felix Frankfurter aussi bien que du journalisme comme les Grahams, Walter Lippmann, les frères Alsop, et James Reston. Monnet était proche aussi de futurs décideurs clés de la politique extérieure américaine comme Dean Acheson, John Foster Dulles, Averell Harriman, John J. McCloy et David Bruce. Et par eux il rencontrait, ou rencontrerait bientôt, nombre des jeunes hommes brillants qui s'élevaient vite dans l'échelle des faiseurs de politique. »

Branca (1998) et d'autres, écrivent que J Monnet était l'unique français du Council on Foreign Relations, CFR. Quand on va au CFR (par cooptation uniquement) par définition, on ne le dit pas dans les journaux, seuls ses animateurs s'affichent, mais c'est hautement probable qu'il y soit allé quand possible. En tout cas le cercle de connaissances et l'esprit y sont.

Le Council on Foreign Relations, privé, a démarré en tant que « *The Inquiry* » en 1919 suite au traité de Versailles transformé en CFR en 1921. C'est l'équivalent US du British Royal Institute of International Affairs, RIIA (connu comme *Chatham House*). Le CFR s'installera en 1944 à Pratt House, maison de 4 étages (comme une maison de poupée au milieu des buildings de New York) au croisement de la 68th Street et Park Avenue, donnée en 1944 par la veuve de Harol Irving Pratt, un membre et directeur de la Standard Oil of New Jersey. Les grosses Fondations, Ford, Rockefeller, Carnegie ont financé sa transformation.

La documentation du CFR écrit que plus de la moitié des officiels du gouvernement de 1945 à 1972 était membres du CFR. Exemples : Allen Dulles (un *director* du CFR de 1927 à 69, juridique at Sullivan and Cromwell, OSS [Office of Strategic Service] service secret en Suisse pendant la guerre, puis CIA), John Hopkins, Archibald C. Coolidge (Dir 1921-28), John J. McCloy en sera le président de 1953 à 1970...

Le CFR publiait "Foreign Affairs". Et écrit que « *l'Europe dominait l'agenda de la politique étrangère jusqu'à l'éclatement de la guerre de Corée en 1950, et en grande partie, après cela de nouveau* »

I-12. Situation personnelle vers 1938-1940

▪ « Quand il était à la Société des Nations, de 1919 à 1924, il [J. Monnet] percevait 5 000 livres par an. À l'époque de la Transamerica, en février 1930, il recevait un salaire annuel de 50 000 dollars comme vice-président. Le krach d'octobre 1929, puis celui de Kreuger & Toll, ont contribué à dilapider ce qu'il avait gagné dans la phase d'euphorie spéculative. En juillet 1934, la China Development Finance Corporation lui promet 50 000 \$ chinois par an plus un pourcentage sur les opérations. Mais les grands projets chinois tournent court dans le contexte de l'agression japonaise à l'égard de la Chine. » (Mioche 2014).

- « D'après Duchêne, le « groupe Monnet » (M., M. and Co. et M., M. Ltd.) a gagné 960 000 dollars entre 1935 et 1939. Les gains de Monnet provenant de la CDFC n'ont pas dépassé 46 000 dollars... D'après le ministère américain des Finances, les ressources de Monnet se monteraient, durant les années trente, à 200 000/400 000 dollars par an. » (Bossuat 2014).
- Avec Solvay « Il perçoit des fonds privés quand il occupe des fonctions publiques. C'est une phase de transition où il passe du privé au public... Il est possible que Solvay continue de payer pour des services que Jean Monnet ne rend plus afin de conserver une relation particulière avec un homme nouveau de la Libération en France. La brève incursion dans la biographie de Jean Monnet que nous avons proposée conduit, selon nous, à relativiser certaines interprétations des prémonitions du premier président de la Haute Autorité de la CECA. L'intensité de sa vie d'affaires avant la Seconde Guerre mondiale, conjuguée au tournant de sa vie personnelle, laissent peu de place à la réflexion sur l'avenir du continent européen ou aux bonnes solutions pour la gestion de l'économie et de la société. Les fréquentations quotidiennes de Jean Monnet sont des rencontres d'affaires et d'argent. L'atmosphère intellectuelle qui est la sienne est celle du business, pas de la philosophie politique. Dans les conversations avec John Foster Dulles ou George Murnane, il n'est pas question du New Deal ou du Front populaire ; pas plus qu'il n'est question des technocrates ou du planisme. Le but principal de Jean Monnet entre 1929 et 1938 est de gagner de l'argent. Mais il deviendra européiste car tout est possible avec Jean Monnet et son pragmatisme ductile. On doit certainement considérer différemment la période qui va de 1945 à la fin de sa vie où il est engagé dans les grandes causes de l'avant-guerre où il fait du business. Jean Monnet serait alors un libéral au sens européen du terme avant la Seconde Guerre mondiale et un libéral au sens américain après. Car, pas plus qu'on ne naît européiste, on ne naît libéral de gauche. On le devient. » (Mioche 2014).
- « Quand Monnet s'occupe en 1938 de l'achat d'avions américains pour renforcer l'armée de l'Air française, ses affaires chinoises et européennes prospèrent honnêtement. Mais il n'est plus un golden boy et doit abandonner l'appartement de la Cinquième Avenue. Monnet veut préparer la guerre contre l'Allemagne nazie. Son passage à la vie publique, à partir de septembre 1939, modifie ses rapports avec son associé dans M., M. and Co. (New York). Travaillant moins pour la firme, il recevra seulement 25 % des revenus, 1 000 dollars par mois, 4 000 livres d'assurance vie annuelle et une prise en charge de ses impôts aux États-Unis. » (Bossuat 2014).
- Après la guerre il habite à quelques km à l'Ouest de Trappes, Yvelines, à Montfort-l'Amaury-Houjarray dans une maison au joli toit de chaume, avec une vaste pièce lumineuse donnant plein pied sur le jardin, un petit parc de promenade, le tout tenu par un ménage fidèle. Il y recevait outre ses amis, aussi des délégations étrangères de travail pendant plusieurs jours. Sa femme tenait beaucoup à une maison secondaire à l'île de Ré.



Fig. 1. Jean Monnet, banquier (in Bossuat 2014)

II. Politique : le fédéralisme supra-national compatible avec les USA

II-1. 1938-1942, de négociateur européen au cercle rapproché de l'administration américaine

▪ « Au début de 1938, je rencontrai Daladier, ministre de la Défense, chez des amis... L'ambassadeur américain à Paris, Bullitt [que J. Monnet connaissait depuis la première guerre],... me consultait. (...) il m'introduisit dans le groupe d'hommes qui s'étaient mis à l'œuvre. Pendant le printemps fut rédigée une « Note sur la création d'un potentiel industriel aéronautique à l'étranger situé hors de portée des attaques ennemies... (...) [puis] Munich...(...) A peine rentré de cette conférence... Daladier me convia à déjeuner avec Guy La Chambre [ministre de l'air] et Bullitt... Ce 3 octobre 1938, le président du Conseil était décidé à m'envoyer d'urgence parler à Roosevelt. Bullitt câbla aussitôt au chef de la Maison-Blanche : « ...L'homme qualifié pour traiter cette question d'avions est Jean Monnet, un ami intime de longue date en qui j'ai confiance comme en un frère. » Le 13 octobre, il était à Washington et m'appelait : « Le président vous attend. Venez discrètement. » » (Monnet 1976).

Le 13 oct. 1938 J. Monnet est amené par W.C. Bullitt en mission exploratoire dans la maison familiale de Roosevelt qu'il rencontre pour la première fois, puis de là à H. Morgenthau le Secrétaire du Trésor. Ils regardent alors d'abord de quels fonds ou or la France dispose aux USA pour payer des commandes, puis de ce que pourrait fabriquer sans délais les USA. Il faudrait aussi contourner l'Acte de neutralité en vigueur des USA. J. Monnet vient en communiquer les résultats à E. Daladier le 04 nov. 38. Mais dit J. Monnet, Paul Reynaud n'était pas chaud sur la prise des fonds envisagée et les militaires français sur les performances avions américains proposés.

« Je revins en mars [1939] à Paris où je repris mes affaires. » (Monnet 1976, Solvay, etc.).

▪ Le 18 octobre 1939, E. Daladier et N. Chamberlain signaient un accord de création du Comité de coordination franco-britannique, un organisme placé sous la houlette du Conseil Suprême interallié chargé de dresser l'inventaire des commandes d'armement. E. Daladier à N. Chamberlain : « Je vous serais reconnaissant de faire introduire M. Jean Monnet, qui a mon entière confiance, dans vos services des importations essentielles ainsi qu'aux départements du Trésor, des Transports maritimes, de l'Air, du Ravitaillement... ». En nov. 1939 Jean Monnet, alors attaché au cabinet de E. Daladier, est nommé **Président** de ce **Comité de coordination franco-britannique**. C'est un véritable emploi bi-national, et il doit aller siéger à Londres (Monnet 1976). Il réclame son ancien collaborateur René Pleven (qui représente alors la firme américaine *Automatic Telephone Company* pour l'Europe, souvent à Londres), lui aussi un ami de W.C. Bullitt, qui prend au passage ses instructions d'E. Daladier qui le nomme, et qui se rend aux USA à Noël 1939. R. Pleven est à son tour reçu quelques jours plus tard par le Président F. Roosevelt. Sont nommés aussi Pierre Denis que J. Monnet connaît depuis la première guerre et la SDN (et qui lui restera à Londres comme Directeur financier des Forces Françaises Libres) et il y croisera René Mayer (lui envoyé indépendamment par R. Dautry comme directeur d'une autre... mission française de l'armement à Londres). J. Monnet ne souffle mot dans ses mémoires de l'X Raoul Dautry qui est pourtant depuis le 13 sept 1939 le ministre de l'armement auprès d'E. Daladier (et qui a ses propres envoyés). L'autodidacte écrit au milieu de ses mémoires : « Pour transformer la France, il faudrait d'abord transformer les grands corps de l'État et peut-être les écoles où on les fabrique. » (Monnet 1976).

Aux USA le *Neutrality Act* est aboli le 4 novembre 1939. Comme régnait un certain désordre, les services anglais et français en poste à Washington sont fusionnés sous la direction de Arthur Purvis (industriel écossais établi au Canada) en liaison directe avec la Maison Blanche. F. Roosevelt étant favorablement disposé, le principe d'un accord fut conclu. Il prévoyait la livraison de plus de 8 000 avions en octobre 1940 pour un coût d'un milliard de dollars, financé pour moitié par la France, pour moitié par le Royaume-Uni. R. Pleven vient l'annoncer à E. Daladier fin janvier 1940.

Mais quelques mois plus tard l'armée française prise à revers avait perdue la guerre, un effondrement militaire immédiat qui a sidéré l'Amérique. Il ne faudra plus trop parler des militaires français aux américains pendant longtemps.

« A Bordeaux, cependant, j'avais rencontré une atmosphère irrespirable, le complot était partout. Je n'y suis resté que quelques heures, comme je l'ai raconté, et je fus soulagé de rentrer en Angleterre avec mes amis, dans le grand hydravion... » (Monnet 1976).

A Londres J. Monnet a eu plusieurs conversations avec C. De Gaulle mais conclut dans ses mémoires : « *Nous ne pouvions pas nous comprendre* ».

W. Churchill n'était pas personnellement sensible à J. Monnet non plus. Mais ce dernier dans sa lettre de démission du Comité de coordination franco-anglais devenu caduque demandait/proposait à Churchill :

« *je serais extrêmement heureux si le gouvernement britannique me donnait l'occasion de travailler à son service, et ainsi de continuer à servir les vrais intérêts de mon pays.* ».

Et Churchill de lui répondre suite à consultation de son ministre que « *le mieux serait que vous vous rendiez aux États-Unis pour y poursuivre, en association avec le chef de la Commission d'achats britannique [A. Purvis], ces mêmes services...* », dans ce qui va devenir le **British Supply Council** (A. Purvis mourra dans un accident d'avion le 20/08/1942).

J. Monnet s'envole donc avec sa femme aux USA fin août 1940 un ordre de mission anglais en poche. Il retrouve ses amis, des *lawyers* surtout, comme « *mon ami Jack McCloy* » qui passe sous-Secrétaire d'État, etc. Ils forment un groupe parfaitement informel qui a ses entrées auprès du Président F. Roosevelt « *qui était exempt du formalisme des hommes d'État européens* ». "Jean Monnet qui "a formé un partenariat" avec Felix Frankfurter* quand il est venu aux U.S. après la chute de la France." (McLemore 2002).

* Felix Frankfurter était lui aussi présent à la Conférence de Paix à Paris, de 1919. Il a été ensuite professeur à la Harvard Law school où, pendant 25 ans, il a été formateur de l'élite du droit américain. Il s'était fait un réseau de disciples dans des positions d'influences dans le gouvernement. En 1939 il a été nommé à la Cour suprême de Justice mais cela a continué. C'était un mouvement progressiste dont le vrai leader était Louis Brandeis (à la Cour suprême de justice de 1916 à 1939). Mais les deux hommes en binôme gardaient une remarquable discrétion sur cette activité de réseau. Ils avaient une grande influence éditoriale sur le journal *The New Republic*. J. J. McCloy avait été étudiant de Felix Frankfurter

Le couple Monnet habite Foxhall Road en bordure de downtown Washington D.C, l'arrière de la maison donnant sur le beau *Glover Parc*. Et il mentionne que : « *mes compatriotes de Washington : ceux de la Résistance étaient rares aux États-Unis et divisés par des intrigues ; ceux qui représentaient Vichy étaient sans crédit. Je ne rencontrais ni les uns ni les autres.* » (Monnet 1976).

H. Alphand (1977) qui, venant de démissionner de son poste (administration de Vichy) le voit à Washington le 01/07/1941 et rapporte que J. Monnet reproche alors à de Gaulle « *de faire de la politique* », *de ne pas se contenter d'être le chef d'une légion combattante, de vouloir en un mot préparer un gouvernement...* Comme beaucoup de ceux que je rencontre ici, il [Monnet] *croit en une résistance possible de Weygand qu'il faut aider.* ». Il semble que les idées sur Weygand à ce moment aux USA viennent de « *rapports favorables, très favorables, de Murphy, consul général à Alger.* ».

Si les Monnets ne fréquentent pas les français, ils recevaient beaucoup. Robert Nathan un de ses amis : « *Je me souviens particulièrement d'un repas chez lui... où il y avait 8 à 10 fonctionnaires de haut rang comme invités. Leon Henderson y était [économiste-planificateur de la garde rapprochée de F. Roosevelt qui l'a nommé dans la National Defense Advisory Commission, NDAC, créée fin mai 1940]. Il y avait amplement à boire avant de se mettre à table, des bons vins pendant le dîner, le cognac de la famille Monnet lorsque après on était assis au salon.* » (R. R. Nathan qui a été membre de l'administration Roosevelt sera consultant privé de J. Monnet dans les services du Commissariat au Plan). En 1941 J. Monnet fait connaissance plus approfondie de Harry Hopkins, à la santé chancelante. C'est le conseiller le plus proche de Roosevelt depuis le New Deal, et qui avait son appartement à la Maison Blanche. C'est par exemple H. Hopkins qui a été missionné par F. Roosevelt auprès de W. Churchill puis de J. Staline avant que ces chefs d'État se rencontrent physiquement pour la première fois.

II-2. Huis mois à Alger : création et présence dans, le Comité central (27 fév. à 15 nov. 1943)

Les Français de Londres, donc sur le plan militaire les gaullistes, n'ont pas été informés d'avance du débarquement en Afrique du Nord du 8 novembre 1942. Ça a été au désespoir une nouvelle fois du gl. C. de Gaulle (déjà pour la Madagascar). Par contre les américains avaient prévu un « *travail efficace que menait dans les milieux d'Alger Robert Murphy, un diplomate rompu aux questions françaises et africaines qui ne se contentait pas d'observer les événements, mais les orientait avec une science des hommes et un goût de l'action dangereuse...* » (Monnet 1976). Ce travail n'empêcha pas que l'armée américaine a rencontré plus de résistance au débarquement qu'elle ne l'aurait aimé.

Du point de vue des médias américains, un mois après ce débarquement la situation algérienne est inquiétante : « *C'est l'amiral Darlan qui exerce le pouvoir civil, suivant la fiction qu'il représente « le maréchal empêché », et le général Giraud, amené tout exprès de France par Murphy avec l'accord de Roosevelt et d'Eisenhower, n'a pu obtenir que le titre de commandant en chef des forces françaises. Les proconsuls nommés par Vichy : Chatel, Boisson qui a fait tirer sur les forces françaises libres, Noguès qui a donné l'ordre de résister aux Américains, forment un « Conseil impérial ». Les lois de Vichy restent en vigueur, et non seulement les prisonniers politiques n'ont pas été relâchés, mais quelques autres sont venus les rejoindre... (...) [même après l'assassinat de Darlan :] Rien n'était changé dans l'administration héritée de Vichy, la même équivoque subsistait sur la légitimité des ordres donnés au nom du maréchal empêché dont les portraits n'avaient pas disparu... [mais]... Eisenhower n'avait pas à se plaindre d'un système qui faisait régner la tranquillité sur ses arrières pendant qu'il combattait durement en Tunisie » ; « *Cependant, à travers les dépêches que Murphy envoyait à Roosevelt dont il était représentant personnel à Alger, McCloy et moi pouvions nous faire une opinion moins caricaturale de la situation... (...) Eisenhower... ne venait pas « libérer » l'Afrique du Nord française... Les autorités civiles et militaires s'étaient ralliées – les jugements moraux seraient portés plus tard – et la population qui les considérait, dans sa majorité, comme légitimes, les avait suivies avec soulagement dans ce changement de camp.* » (Monnet 1976).*

E. Hirsch (1988 p. 76) : « *Le bureau de Monnet se trouvait dans le lycée Fromentin, ce « lycée papillon » de jeunes filles, situé tout en haut d'Alger... il avait un appartement à Alger [rue Michelet, avec Herni Bonnet et René Massigli]... la possibilité de discussions approfondies, nous les trouvions dans les séjours à Tipasa... à quelque cinquante kilomètres d'Alger... un vrai paradis.* »

A Noël 1942, J. Monnet écrit que avec ses contacts américains, dont H. Hopkins, ils optaient pour une armée d'Afrique du Nord dirigée par le Gl. H. Giraud et énonçaient le principe qui vise clairement le gl. de Gaulle sans le nommer que « *Aucune autorité politique française ne peut exister ni recevoir la permission d'essayer de se créer hors de France* » (Monnet 1976). Ce que n'écrit pas J. Monnet mais qui a été retrouvé des décennies plus tard à l'ouverture des archives, est qu'il a envoyé le 06 mai 1943, fin de la guerre de Tunisie, à Harry Hopkins le plus intime conseiller de T. Roosevelt une note confidentielle à propos de C. de Gaulle : « *Il faut se résoudre à conclure que l'entente est impossible avec lui ; qu'il est un ennemi du peuple français et de ses libertés (sic) ; qu'il est un ennemi de la construction européenne (et) qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français ...* » (Branca 1998 et autres sources).

Et J. Monnet défend cette idée que le gl. J. De Lattre mettra plus tard en pratique à grande échelle avec son Amalgame : « *Cette armée ne devait pas être celle d'une faction, elle était au service de la France, et tous les Français en mesure de combattre y avaient leur place.* » [y compris donc les vichystes de la veille]. Il explique le but principal, la participation à la victoire de cette armée ne pouvant être qu'accessoire, elle « *serait un facteur psychologique très puissant. La renaissance de la force militaire française capterait les imaginations et recréerait l'unité morale* » (Monnet 1976).

A ce moment l'Amérique est aux commandes et J. Monnet réclame une fonction :

« *je demandai à Hopkins de me confier une mission à Alger. Il en parla à Roosevelt au moment où l'un et l'autre arrivaient à Casablanca pour rencontrer Churchill dans la résidence d'Anfa, qui donna son nom à la célèbre conférence stratégique de janvier 1943.* »

et J. Monnet continue « *... raconte Giraud, c'est à Anfa que le président lui parla de moi « comme d'un homme représentant le mieux en Amérique du Nord la France et l'esprit français. Dès son retour, Hopkins prit des dispositions pour que je fusse envoyé à Alger comme **représentant du bureau de répartition des armements** dont il était le président. Il m'accrédita... En fait... je savais bien que ma mission engloberait nécessairement tout le contexte politique de la guerre où étaient rentrés les Français.* »

Sa femme Silvia et ses deux filles restent dans leur maison de downtown-Washington.

J. Monnet arrive le sam. 27 février 1943 au soir à Alger, « *Je m'installai aussitôt dans l'appartement que McCloy avait mis à ma disposition, rue Michelet. Ma première visite fut pour le général Giraud que je ne connaissais pas.* « *J'avoue à ma grande honte, a-t-il écrit de moi, que je l'ignorais complètement.* » ».

Puis Jean Monnet écrit que c'est lui qui a rédigé le discours prononcé par le gl H. Giraud le 14 mars 1943 devant la presse et les radios du monde libre rassemblées, l'obligeant plus ou moins. Il s'agissait d'exorciser l'esprit Vichy, qui irritait l'opinion américaine, réaffirmer la continuité républicaine. « *Giraud lut ce qu'il a appelé avec une amère ironie « le premier discours démocratique de ma vie ». Peu importait qu'il y crût, il était nécessaire qu'il le prononçât et, de son propre aveu, ce ne fut pas chose facile.* » mais dira H. Giraud : « *si Paris valait bien une messe, l'armement des Alliés valait bien un discours « progressiste* ». »

Pour ce qui est de la condamnation de l'armistice et de la glorification de l'esprit de résistance c'est un discours stratégique de "récup." de ce que seul le gaullisme représentait depuis le premier jour. Mais René Mayer affirme que c'est lui qui, arrivant tout frais de l'Hexagone, a corrigé le Jean Monnet de downtown Washington, lui apprenant que dans l'hexagone seul le gaullisme et Radio Londres avait légitimité, et que c'est donc lui qui a corrigé le discours sur ce point. Ce discours peut-être vu comme un essai de détournement de cet esprit gaulliste pour le calquer sur le général H. Giraud, ainsi légitimant le choix américain du personnage, et à partir de là de re-légitimer l'armée vichyste d'Afrique :

« Le peuple de France n'a pas accepté l'armistice... Les héros de la Résistance, les fidèles des mauvais jours, les croyants des heures désespérées ont donné et donnent à la France sa véritable expression... Il n'y aura plus qu'une seule armée française contre l'Allemagne, qu'elle vienne d'Algérie ou qu'elle vienne de Libye... La France reprendra ainsi sa place parmi les nations victorieuses... »

avec : *« les ordonnances prises le même jour en conformité : « Sont nuls les actes constitutionnels, lois et décrets postérieurs à la date du 22 juin 1940 » et « les formules exécutoires seront intitulées ainsi qu'il suit : « République française, au nom du peuple français » que J. Monnet donne comme étant son initiative (Monnet 1976). Toujours cantonné à Londres C. de Gaulle surpris ne pouvait qu'approuver.*

Un autre éclairage vient du diplomate H. Hoppenot (qui opportunément démissionne du service de Vichy en Uruguay en oct 1942) qui prend poste à Washington en 1943 mais se plaint dans ses mémoires : à Alger *« "...il est une influence toute puissante, celle de Jean Monnet, ainsi qu'il ressort du tableau de la vie algéroise, toujours selon le secrétaire aux relations extérieures : "Couve a, ce matin, appris par les journaux, toute une série de décisions qui intéressaient la plupart des Secrétariats et que Linarès et Monnet on fait signer sans que personne n'en fut prévenu. » (Barbier 1999 p. 289-90). « Les plus grosses difficultés [pour H. Hoppenot] sont venues avec Jean Monnet... "Ce groupe de pression à lui tout seul", fort des ses relations personnelles avec le Président Roosevelt, comme avec les membres des principales administrations américaines, Jean Monnet était coutumier d'une diplomatie personnelle, faisant fi des liaisons administratives normales. Henri Hoppenot avait déjà fait l'expérience des méthodes de Jean Monnet en Chine, dans les années 1933-1937. » (Barbier 1999, p. 345).*

Parlant de C. de Gaulle, J. Monnet (1976) : *« Cette volonté de figer à son profit une situation qui comportait encore beaucoup d'inconnues, et de politiser un effort de réorganisation à peine entrepris dans la lancée des combats, m'était difficile à admettre. Elle confirmait, malheureusement, les craintes que nourrissaient à l'égard de de Gaulle, Churchill et surtout Roosevelt. » ; plus loin « Son comportement n'a pas varié depuis que je l'ai vu à Londres en 1940. » et parle d' « orgueil personnel » et d' « accès d'égoïsme ».*

Malheureusement le substitut H. Giraud *« confinait quelquefois à l'absurde dans son refus dramatique de voir les réalités qui le fuyaient. » (Monnet 1976)* alors que C. de Gaulle, avec l'appui de la résistance de l'intérieur devenait inévitable, une volonté générale de clarifier la situation, de repartir avec du neuf. Il fallait un ajustement stratégique. J. Monnet en discutait avec Robert Murphy et un conseiller de W. Churchill, Harold McMillan., puis G. Catroux, lui envoyé de Londres par de Gaulle.

C. de Gaulle atterrit à Alger le 30 mai 1943. Est formé le 3 juin un Comité Central de 7 personnes avec C. De Gaulle accompagné de A. Philip [un agrégé dont C. Rist a obtenu une bourse Rockefeller de 2 ans aux USA, socialiste à l'américaine, mais qui a refusé les pouvoirs à Pétain en 1940, qui a été dans la résistance dans l'hexagone et a rejoint de Gaulle à Londres en juillet 1942] et René Massigli [diplomate de carrière] d'un côté, et de H. Giraud accompagné de J. Monnet et du vieux gl. A. Georges qu'on a ramené pour l'occasion de l'autre, avec enfin le gl. G. Catroux souhaité par les deux côtés. Sont ajoutés ensuite René Pleven, ancien salarié de J. Monnet mais qui s'était rallié à C. de Gaulle et Maurice Couve de Murville et quelques autres. *« Murphy... se précipita chez Giraud pour s'étonner qu'il se fût laissé déposséder du pouvoir. Selon ses calculs, de Gaulle avait gagné la majorité au Comité. » (Monnet 1976).*

Officiellement, Jean Monnet est le responsable de l'armement et du ravitaillement donc des relations avec le chef d'orchestre : l'Amérique d'où il arrive. Couve de Murville qui sortait tout droit du cœur des finances du régime collaborationniste vichyste reçut les finances de ce régime provisoire, R. Pleven les colonies, A. Philip avait l'Intérieur.

Le 1^{er} oct. 1943 C. de Gaulle devient président unique du Comité.

II-3. Aux USA, nov. 1943- nov. 1945

« Le 20 septembre [1943], je demandai au Comité de me décharger de mes attributions relatives à l'Armement... Déjà, s'élaborait à Washington une immense machine destinée à l'aide d'urgence aux pays

libérés : c'était l'administration des Nations unies du secours et de la reconstruction dont on se souvient sous le nom de U.N.R.R.A [United Nations Relief and Rehabilitation Administration]. Pour autant qu'on le pouvait alors, la mesure avait été prise des besoins de l'Europe exsangue. Il fallait déterminer la part de la France, et c'est pourquoi **le Comité me délégua, muni de pleins pouvoirs**, à la session inaugurale de cet organisme le 9 novembre 1943. C'était en fait toute la politique de reconstruction du pays qui était en jeu, car au-delà de ces premiers secours, et se reliant à eux, je devrais poser les bases pour des accords directs entre la France et les États-Unis assurant notre avenir économique et financier. Cet avenir, **nous** nous en préoccupions activement depuis l'été, au sein d'un **petit groupe « informel »**, fondé, celui-ci aussi après bien d'autres, sur l'attachement à un idéal commun et sur l'amitié. Nous nous réunissions, avec René Mayer, Robert Marjolin et Hervé Alphand*... Ces hommes... étaient mes amis... A cette époque, vint se joindre à nous Étienne Hirsch... Je partis d'Alger le 15 novembre 1943 pour une mission que je savais devoir être aussi longue que la durée de la guerre, car c'était de Washington que se déciderait, le moment venu, l'aide massive dont la France aurait besoin. » (Monnet 1976).

* Pour R. Mayer, R. Marjolin, H. Alphand, E. Hirsch, voir Annexe

Avec cette délégation plein pouvoir du Comité, J. Monnet était aux USA le représentant officiel de la France, «... si, comme je le croyais, le gouvernement provisoire était capable d'**éviter l'anarchie ou la prise du pouvoir par les communistes**... » (Monnet 1976). L'UNRRA avait été signé à la Maison Blanche le 09 novembre 1943 après quoi les représentants des pays qui souffraient des agressions de l'Axe qui devaient le recevoir ont été réunis quelques semaines à la touristique Atlantic City dans le New Jersey (sur la côte au SE de Philadelphia).

« Je revis Paris à la fin septembre [1944], après quatre années d'absence... Depuis le 9 septembre, je n'appartenais plus au Gouvernement provisoire. De Gaulle l'avait remanié pour renforcer la présence des résistants de l'intérieur. Je gardai mon **titre de commissaire en mission** qui me permettait de disposer des services du Conseil français des approvisionnements, forts de cinq cents personnes. Ceux-ci achetaient par l'intermédiaire du gouvernement américain dans les limites du prêt-bail... La présence active de Marjolin à Washington, de Hirsch à Londres, d'Alphand à Paris, garantissait que tout ce qui dépendait de l'autorité administrative ou du pouvoir politique nous était acquis. Je m'en remettais aussi à l'activité organisatrice infatigable de Léon Kaplan* que j'avais été heureux de retrouver à Washington... Enfin je m'attachais, pendant mon séjour à Paris, les services d'un jeune inspecteur des finances, Félix Gaillard, dont Mönick m'avait dit beaucoup de bien. Il fut plusieurs années durant mon chef de cabinet...

Je repartis pour Washington [apparemment en décembre 1944] avec un plan de six mois entièrement révisé... sur les mêmes bases que les accords de prêt-bail anglais et soviétique... qui étaient en quelque sorte de fabuleuses ouvertures de crédits à fonds perdus ou à intérêt très bas... La capitulation du Japon [août 1945]... sonna brusquement l'arrêt du prêt-bail qui était lié structurellement aux opérations militaires.... La réorganisation nécessaire de nos services m'amena à prendre la **présidence du French Supply Council**. » (Monnet 1976), auquel L. Kaplan lui succèdera.

* Pour L. Kaplan voir Annexe A-3.

II-4. Un plan européen pour l'industrie lourde (1946- mars 1952)

« Au mois d'août [1945], de Gaulle vint à Washington à l'invitation de Truman. Je ne l'avais pas rencontré depuis six mois et je pris cette occasion pour m'ouvrir à lui de mes idées sur l'avenir de la France... De Gaulle avait depuis un an pris la mesure des limites de la France et il était devenu par force sensible aux réalités économiques. » (Monnet 1976).

Fin 1945 : « en novembre, je revins à Paris où je rassemblai ma fidèle équipe dans quelques chambres de l'hôtel Bristol. Là, avec Marjolin, Hirsch et Gaillard, nous réfléchîmes aux moyens de faire de la France un pays moderne. (...) Au début de décembre, j'étais en mesure de tenir le rendez-vous pris avec le général de Gaulle à qui je remis une note de cinq pages intitulée : « Propositions au sujet du plan de modernisation et d'équipement... Deux semaines plus tard, elles étaient adoptées en conseil des ministres et, le 3 janvier 1946, le plan était créé par un décret... » (Monnet 1976) qui précise que le Commissaire au plan (J. Monnet) est délégué permanent du président du gouvernement.

La désignation de J. Monnet au Plan sera un des derniers actes signés par le gl. C. de Gaulle avant sa résignation le 20 janv. 1946 (Félix Gouin lui succède). Le choix de J. Monnet pour cette tâche était approprié puisque la France financièrement sur les genoux et discréditée, les possibilités allaient être complètement dépendantes des USA (Lend and lease de la Export-Import Bank U.S.) dont il est un fils adopté.

Le Directeur du cabinet du Général, Gaston Palewski leur attribue un petit hôtel particulier dans la rue Martignac dans le 7^{ème} arrondissement. « Gaillard... attira parmi nous un de ses collègues de l'inspection des Finances, Paul Delouvrier, alors directeur de cabinet de Pleven... je restai avec Marjolin et Hirsch pour attaquer la pièce maîtresse du plan ». « Hirsch excellait dans la détection des grands techniciens capables de dépasser le cadre de leur spécialité. Ancien ingénieur des mines, tout un monde industriel lui était ouvert... Hirsch avait quarante-cinq ans, un calme tranquilisant, une compétence rassurante... En fait, mon équipe de travail était plus restreinte encore. Elle se limitait à quatre ou cinq collaborateurs de tous les instants. C'est Hirsch qui animait les services techniques. » (Monnet 1976).

« Un jeune fonctionnaire du Department of the Treasury, bouillonnant, infatigable d'une grande capacité intellectuelle, du nom de William M. Tomlinson était le principal lien officieux entre la rue de Martignac et la Place de la Concorde. A l'ambassade américaine, Tommy, nom amical de Tomlinson, dirigeait un groupe de travail spécifique à la proposition du Plan Schuman, dont l'équipe d'économistes et de gestionnaires suivaient les négociations au jour le jour et agissait en conseillers officieux de Monnet » (Gillingham 1991 p. 139).

En Mars 1946, J. Monnet part assister Léon Blum, 76 ans, pendant deux mois et demi aux USA pour un plan d'aide financière (dit accord Byrnes-Blum, général, mai 1946, navires, etc., mais connu pour son annexe d'augmentation du quota d'importation de films de Hollywood, presque sans limite, qui a fait controverse).

« Hirsch et Marjolin réunissaient les rapporteurs, confrontaient leurs propositions : ils savaient mieux que moi comment agencer les programmes et je ne prétendais pas rivaliser avec eux ni avec les experts dans les matières techniques et les chiffres. Mais l'objectif général et les ordres de grandeur étaient mon affaire... C'est le 27 novembre que notre rapport est présenté au conseil du Plan, présidé alors par Georges Bidault. ...le lendemain même, le gouvernement Bidault cède la place à un gouvernement Blum, socialiste homogène, qui adopte le plan le 14 janvier. C'est enfin un gouvernement de coalition Ramadier qui, à partir du 17 janvier, sera chargé de l'appliquer... J'ai connu dix présidents du Conseil, et livré autant de batailles... les conclusions de la commission de la main-d'œuvre passaient dans les faits, et **les quarante-huit heures seraient la semaine normale...** [toujours avec une même idée fixe : produire plus d'acier et plus de ciment avant toutes choses] Pour l'année 1947, les travaux étaient aussitôt engagés : le barrage de Donzère-Mondragon*, le train à bandes d'Usinor, l'aménagement de la vallée du Rhône » (Monnet 1976). Les communistes et des syndicats ont accepté ce plan qui devait faire une France indépendante et puissante.

* Il s'agit d'une dérivation du Rhône sur 28 km au niveau de Pierrelatte avec au point kilométrique 17 du canal une usine électrique nommée André Blondel, 6 groupes de turbines d'une puissance installée de 300 000 kVA inaugurée en 1952. C'est le plus vaste chantier d'après guerre. Et pour qui ? « le 15 avril [1958], le gouvernement Gaillard tomba ; mais à la demande de Chaban-Delmas, Félix Gaillard signa le 22, alors qu'il n'expédiait plus que les affaires courantes, un décret antidaté du 11, ordonnant **d'acheter les terrains de Pierrelatte, destinés à l'usine de séparation** et de procéder au premier trimestre 1960 à l'explosion de la première bombe atomique. » (Soutou 1993; Barillot 1999, p. 351). Cette usine de Pierrelatte démarrera en 1964. L'enrichissement par diffusion gazeuse est extrêmement énergivore. La centrale et la dérivation de ce grand fleuve va donc être surtout pour le CEA militaire... afin de faire des bombes atomiques ou combustible très enrichi pour propulsion nucléaire.

E. Hirsch (1988, p. 94) précise leur stratégie : « Une rapide enquête m'a montré que les principaux organismes de recherche étaient dans les mains des communistes. Craignant que l'on ne soit conduit à accentuer encore la colonisation de ce secteur, j'ai jugé prudent de ne pas l'aborder... Il m'a semblé contre-indiqué de soulever la question du commerce. Le poids politique du petit commerce risquait de conduire, comme avant la guerre, à des dispositions faisant obstacle au développement de structures modernes compétitives. ».

En 1947 tout va mal. Le pain est rationné à 200g de la mi-1947 à la mi-48, il y a des grèves déterminées les salaires étant contrôlés pour tenter d'enrayer l'inflation qui elle ne l'était pas et se promenait à quelque chose comme 43 % sur 6 mois, les caisses sont vides [sauf... pour l'armée : déploiement massif en Indochine, répression à Madagascar]. La situation économique-sociale était très mauvaise aussi en Turquie, en Grèce, en Italie...

▪ Le 05 juin 1947, le Secretary of State (gl.) George C. **Marshall** annonce son **plan** d'aide globale à l'Europe. Mais celle-ci devra se faire via un Comité qui va grouper les pays nécessaires intéressés. Ils vont être 16 (l'URSS et ses pays satellites n'acceptent pas la dépendance au dollar). Le 03/04/1948 le congrès US vote un crédit de \$ 17 milliards jusqu'en juin 1952. Suit donc cette année là la signature de la convention de coopération économique européenne créant l'**O.E.C.E.**, Organisation Européenne de Coopération

Économique, une obligation pratique de coopérer ensemble (english, OEEC Organisation for European Economic Cooperation) pour la "grande" Europe (avec Grande Bretagne, Grèce, Norvège, etc.). C'est un très proche collaborateur de J. Monnet, Robert Majolin (cf. Annexe A-4.), qui est désigné Secrétaire Général de cette OEEC qu'il a contribué à mettre en place. L'OEEC rassemble des données sur chaque pays, leur permettant de se connaître mieux, les contingentements doivent être abolis et sont institués des accords de paiement facilitant les échanges.

Le Plan (français) déjà existant est une bonne pièce de justification à présenter pour se faire attribuer des fonds du plan Marshall (il n'y a pas de chèque en blanc) d'autant mieux que les USA connaissaient ce plan, y ayant contribué, et l'avaient approuvé en 1946. Aussi cette aide va servir essentiellement aux objectifs simplistes choisis dans le plan Monnet (charbon, acier, ciment, train, tardivement machines agricoles, domaines qui sont supposés entraîner tout le reste) quand bien même ce plan est consultatif non pas à caractère obligatoire (donc souple). Ainsi le Parlement et Bercy étaient court-circuités, la ligne avec Washington était directe. L'aide part donc dans les investissements lourds, peu visibles bien que les américains eussent préférés (mais ils n'insistent plus à partir de la crise de Corée) du logement, de meilleurs routes, de la réhabilitation, des hôpitaux, des écoles, c'est à dire des choses qui se voient de la population et que cette population sache (articles, stèles, etc.) que ce sont les américains qui donnent.

Le fonctionnement des crédits du plan Marshall était ainsi : achat avec ces crédits du matériel nécessaire. Il est revendu aux utilisateurs ce qui crée une liquidité interne disponible dans la monnaie locale dite "contrepartie" (dont les USA reprennent 5 % pour leurs frais). La contrepartie va tout au Plan Monnet dont le financement est donc assuré par le plan Marshall jusqu'en 1952. Le meilleur résultat a été pour l'électricité et le rail, assez pour l'industrie de l'acier (en lien avec la CECA qui va suivre, obligeant à plus de compétitivité, mais en 1949 l'Allemagne a déjà rattrapé la France). La plus grande progression a été l'automobile qui n'était pas spécifiquement dans le plan, l'échec les tracteurs, ajoutés tardivement au plan, et les machines outil pas considérées spécifiquement, ces deux derniers devant être importés des USA et d'Allemagne.

Il semble que ce plan en réinvestissant immédiatement le flux dégagé portait en lui l'inflation.

II-5. La CECA

Communauté Européenne du Charbon et de l'acier (mai 1950 – Juil. 1955)

J Monnet rapporte qu'il a adopté l'idée de la CECA quand l'avenir des relations franco-germanique apparaissait bouché, un week-end d'avril 1950 avec un juriste P. Reuter, l'ancien ingénieur de Kulhman E. Hirsch et l'économiste P. Uri avec lesquels il travaillait au plan. Ils ont le support personnel des ministres, extérieur R. Schuman (né au Luxembourg de nationalité allemande d'un père lorrain, a failli être prêtre, nationalité française en 1918, maison à Metz), et de la justice, R. Mayer, déjà un proche de J. Monnet. Tout a été volontairement brusqué par quelques personnes sûres de leur idée. Ils n'ont consulté ni les industriels concernés ni les fonctionnaires en charge dans les ministères. Tout de suite, le 09 mai 1950 une annonce médiatique solennelle a été faite sur le principe, le Chancelier K. Adenauer étant au courant et d'accord (coté allemand cela résolvait le problème de la Sarre, l'Allemagne était encore sous tutelle alliée pour sa politique étrangère). Le principe d'une Haute Autorité était politiquement posé comme la première pierre non négociable, et le but mis en avant était de se diriger vers une paix à long terme. C'est l'annonce publique de départ qui a été l'évènement, comme un changement d'époque, un espoir de paix durable annoncée, un nouvel esprit (Fig. 2.)

Pour eux, tous les compromis économique-techniques nécessaires devaient suivre, et non pas l'inverse. Parce que K. Adenauer (et son représentant aux discussions, l'économiste universitaire W. Hallstein) et R. Schuman en ont adopté l'idée, cela a pu aller de l'avant.

L'Angleterre invaincue n'avait pas les problèmes des continentaux, elle avait le charbon du pays de Galle, et n'était pas intéressée de se soumettre à une Haute Autorité.

Cette étape politique du symbole franchise, ensuite les discussions hors médias, elles, seront longues et à rebond. Cela se passe à Paris, par petits groupes dans la maison du Plan, rue Martignac. Hirsch (1988, p. 104) rapporte : « j'étais le seul du trio [Monnet et P. Uri] à avoir une connaissance concrète des conditions de travail de l'industrie française. Avec son accord, je consultais deux hommes qui, à mes yeux, étaient les mieux qualifiés pour répondre à mes préoccupations, tant par leur compétence et leur honnêteté intellectuelle que par leur discrétion. Je reçus successivement Baseilhac, président des Charbonnages de

France, et pour la sidérurgie Alexis Aron, qui était unanimement reconnu et respecté comme l'expert le plus avisé. ».

Avant la guerre, les maîtres de forges en Europe avaient institué un cartel qui établissait de véritables chasses gardées. En Allemagne il y avait le puissant D.K.V., organisation unique de vente du charbon allemand (dont les sidérurgistes français avaient besoin du coke) et l'industrie allemande de l'acier possédait ses propres mines de charbon.

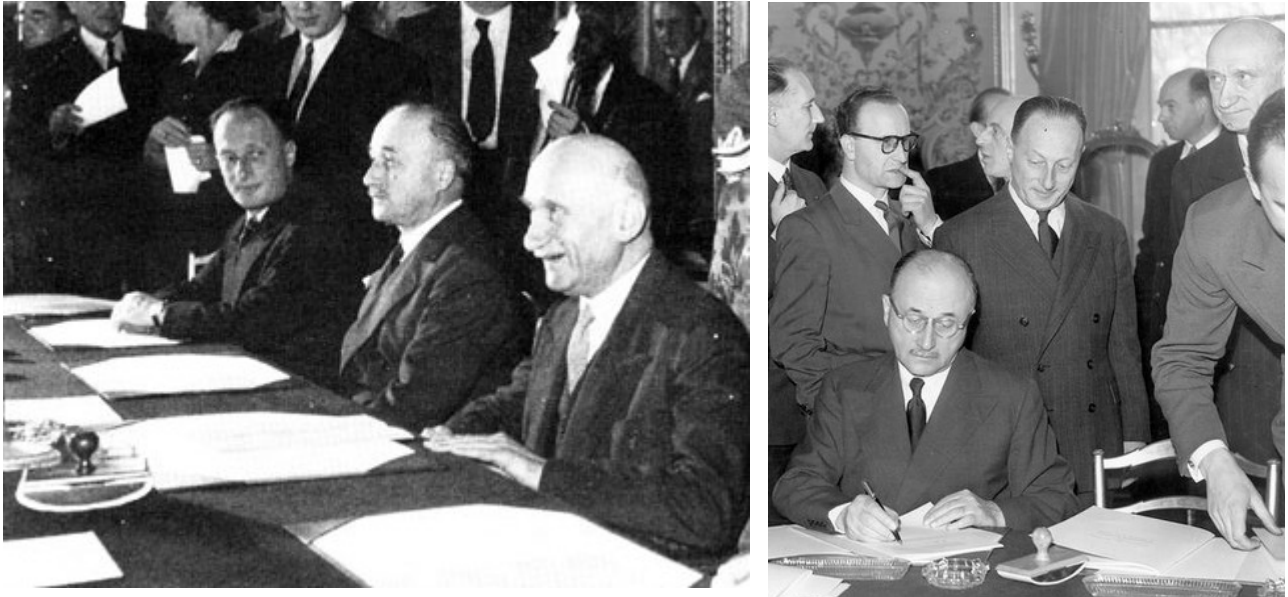


Fig. 2. A gauche, le 20 juin 1950, Robert Schuman, Ministre des affaires étrangères, Jean Monnet et Étienne Hirsch à la séance d'ouverture des négociations suite à la déclaration du 09 mai de « *placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier, sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe* », domaines majeurs et symboliques de l'époque, cela dans un esprit de « *maintien des relations pacifiques* » (salle de l'horloge Quai d'Orsay). A droite le 19 mars 1951, J. Monnet chef de la délégation française paraphe le traité CECA, E. Hirsch et R. Schuman sont derrière lui (Quai d'Orsay; ph. Keystone).

Les américains qui occupaient la zone industrielle de la Ruhr procédaient déjà à une décartélisation de fait du charbon et de l'acier allemand. Cette décartellisation était une volonté unanime des alliés et aussi de J. Monnet. Le but était d'imposer un modèle type américain : *Regulatory Agencies, Federal Trade Commission, anti-trust legislation* rigoureuse. J. McCloy, ami de J. Monnet et qui a été président de la World Bank de 1947 à 1949, était alors le haut-commissaire américain (1949-1952) et président en exercice du conseil de la Haute Commission alliée et avait auprès de lui à Bonn pour cela un expert américain, Robert Bowie, professeur à Harvard et Joseph E. Slater qui aura plus tard une énorme influence aux USA, mais pas que, via le *Aspen Institute* qui en 1970 décernera son *Stateman-Humanist Award* à Jean Monnet (J.J. McCloy sera président de la Ford Foundation en 1957, du C.A. de la Chase Manhattan Bank (David Rockefeller) en 1960 ; McLemore 2002). Ou "En 1951, le Haut-Commissaire américain en Allemagne John Jay McCloy (ex-président de la Banque mondiale), ordonna la libéralisation des criminels de guerre, les industriels Alfred Krupp et Friedrich Flick qui recouvrèrent bientôt leur fortune (Frederich Flick était considéré en 1955 comme la cinquième fortune mondiale). John McCoy devint par la suite directeur de la Chase de 1953 à 1972, après avoir été chargé du compte Rockefeller dans la firme de droit des Rockefeller, la Milbank Tweed." (Bureau d'étude 2015, p. 20).

Comme au départ le chef du parti socialiste allemand était très hostile, l'idée de J. Monnet a été d'obtenir une acceptation des syndicats, ceux allemands très puissants, les convaincre que cela ne sacrifierait pas leurs intérêts, ce qui prendrait le parti socialiste allemand à revers. C'est pour cela que le traité de la CECA prévoit dans le principe des mesures concrètes d'indemnités, de frais de ré-installation, de formation, pour la réadaptation des travailleurs qui seraient privés de leur emploi comme conséquence soit de l'établissement de la CECA ou du progrès technique qu'il défendait.

Mais avec le problème de la Corée et de la CED qui se surajoutent, les négociations se durcissaient plutôt qu'autre chose, des nouveaux ministres allemands laissaient entendre que le temps de l'occupation était passé. McCloy a du faire pression et finalement Adenauer acceptera la décartellisation au moins pour un temps (parce que cela lui apporterait d'autres avantages sur la souveraineté), pression américaine* qui a sauvé au finish la CECA. Mais le traité de Paris avec 100 articles et de longs appendices, évitait de répondre à bien des controverses et ressemblait plutôt à un cessez le feu (Gillingham 1991, p. 150). Le transfert de souveraineté (Haute Autorité) n'était qu'à faible dose.

* J.J. McCloy a beaucoup aidé pour que l'École de Frankfurt/Institut de recherche sociale (dialectique, Hegelianisme, psychanalyse) revienne dans son pays et ville d'origine. Elle avait fuit l'Allemagne à la prise de pouvoir par A. Hitler, d'abord à Genève puis hébergé à la Columbia University à New York. Grâce à J.J. McCloy Max Horkheimer un pilier de cette -École gardera la nationalité américaine bien que revenu au pays (McLemore 2002).

La signature a eu lieu le 18 avril 1951 au salon de l'horloge, au Quai d'Orsay. A suivi dans l'année la ratification par les parlements des 6 pays. Le parlement français a ratifié le 01 avril 1952 malgré une opposition de sidérurgistes, des communistes et gaullistes (Michel Debré).

Le 10 avril 1952 Jean Monnet avec comme vice-Président l'allemand Frantz Etzel (ils se parlaient en anglais) s'installaient à Luxembourg, emmenant avec lui des personnes du premier plan comme l'économiste Pierre Uri, J. Van Helmont (voir annexe A-8.), l'inspecteur des finances Paul Delouvrier.

J. Monnet a démissionné de la Haute Autorité de la CECA en février 1955 mais faute de remplaçant a du rester un peu plus, jusqu'en juin où son collègue, René Mayer (cf. annexe A-5.) lui succède.

« Il restait peu de l'institution de Monnet quand il a décidé de démissionner de la présidence de la Haute Autorité en novembre 1954. La HA était frappée de paralysie, l'industrie lourde régulait le marché commun, et la décartélisation avait été remplacée par de la re-concentration. La communauté du charbon et de l'acier n'a en fait réalisé qu'une seule de ses promesses, la plus importante, elle a fait avancer le processus d'intégration... Établir un environnement économique unique aux affaires en Europe de l'Ouest prendra des décennies... » (Gillingham 1991).

II-6. La CED

Communauté Européenne de Défense (1951 – août 1954)

Le 25 juin 1950, à la surprise générale l'armée nord-coréenne envahit la Corée du Sud. Séoul est prise au bout de 2 jours et, en un mois, en septembre 1950, ils ont pris 90 % de la partie Sud (une enclave résiste dans le coin Sud-Est et les américains ont décidé d'intervenir, contre-attaquer).

S. Rhee le Président pas très populaire de la partie Sud, qui avait vécu longtemps émigrés aux USA venait de faire prisonnières les familles communistes de la partie Sud. Par ailleurs, suite au refus américain que la Chine, maintenant populaire, siège à l'ONU (c'est Chiang Kai shek réfugié sur l'île de Taïwan qui y était admis), les soviétiques boycottaient l'ONU.

Sur la petite péninsule c'est une guerre notamment civile avec des atrocités de chaque coté.

Avec l'affaire Coréenne H. Trumann envoie la 7ème flotte dans le détroit de Tawain ce que la Chine populaire considère comme une ingérence dans ses affaires intérieures. Sans retracer ici les événements, c'est alors en Corée une guerre violente, meurtrière (fera proche de 2 millions de morts), quasi mondiale (troupes US et chinoises, aide Soviétique..., petits contingents internationaux) à l'issue un moment incertaine qui dure un an (après quoi les combats pendant 2 autres années seront plus limités sur le 38ème parallèle). Les américains ont perdus 25 000 hommes les 4 premiers mois (tués, blessés ou capturés). Le gl. américain McArthur (finalement limogé) envisageait l'emploi de la bombe atomique. Elle était déployée sur des îles du Pacifique.

La jeune ONU a condamné l'attaque de Corée du Nord et avait décidé de la formation d'une force de Nations Unies pour aider le Sud à repousser le Nord (pas de veto puisque les soviétiques boycottaient).

Depuis la Libération, la position du Gouvernement français avait été constamment que l'Allemagne devait rester désarmée. Robert Schuman avait proclamé à la tribune que jamais la France n'accepterait la création d'une Wehrmacht ni la participation de l'Allemagne au Traité de l'Atlantique Nord (Monnet 1976; Hirsch 1988 p. 111). Seulement l'armée française était déjà en difficultés en Indochine (Cao Bang en octobre 1950 : ~ 5000 troupes d'élites tuées, milliers d'armes, des canons, des tonnes de vivres, saisies par le Vietmin), comment pourrait-elle en plus défendre l'Europe ? La limite du bloc soviétique passe au travers de l'Allemagne. Les américains annoncent qu'ils ne défendront pas deux fronts et font comprendre qu'il doit y avoir une armée Ouest-Allemande (cependant dans des conditions peu attrayantes pour les allemands).

La question du ré-armement allemands, tabou général chez les six, s'invitait de manière inopinée dans l'actualité. A ce moment avec la création de la CECA les contacts de bonne volonté des six étaient en cours. Dans l'obligation de réagir C. Adenauer, repris par J. Monnet et d'autres proposent alors une solution d'inclure des contingents allemands dans une armée européenne. Mais une armée européenne ne pouvait exister que dans un cadre global, qui exigeait déjà une organisation politique, un organisme de Défense, un budget commun et une politique étrangère commune dont une armée est l'instrument.

Pour réfléchir vite, sous l'autorité du belge Paul-Henri Spaak, a été mis en place une assemblée ad hoc en complément à celle de la CECA. A partir de février 1951, une conférence de l'armée européenne siégeait à Paris. Ce qu'on appellera le « plan Pleven » avec H. Alphand à la tache a établi les structures nécessaires. Il a été signé par les six le 27 mai 1952. Et ce traité CED a été ratifié par 5 pays (coté allemand il était plus acceptable que les conditions américaines).

René Pleven (1901-93), breton de formation sciences-po-Juristes, puis salarié de J. Monnet, puis représentant de la firme américaine Automatic Telephone Company pour l'Europe, s'était, lui, mis coté C. de Gaulle à Londres, a occupé alternativement la présidence du Conseil (juil. 1950 à fév. 51 et août 51 à janv. 52) et le ministère de la défense presque sans discontinuer entre 1950 et 1954 (guerre d'Indochine de plus en plus prise en charge financièrement par les États-Unis, et épineux projet de la CED). Il était au petit parti UDSR avec F. Mitterrand, puis au groupe *Progrès et démocratie moderne*. Il sera garde des sceaux de 1969 à 73 (cabinet Chaban Delmas et Messmer, loi anti-casseurs) puis sera Président du Conseil général des Côtes du Nord jusqu'en 1976.

En 1953 la tension internationale s'est adoucie avec la mort de Staline le 05 mars puis l'armistice en Corée le 27 juillet. De son coté la France coloniale subit l'humiliation militaire de Diên Biên Phủ le 07 mai 1954. Le 30 août 1954 pour une somme de raisons, alors que le gouvernement de Mendès-France s'abstenait de prendre position, une majorité de parlementaires a rejeté la CED (319 voix contre 264, donc pas seulement les partis opposés, Gaullistes, 106, et communistes 103, députés). Pour la France une CED c'était probablement trop de choses, trop tôt, trop brutal (Wall 1991).

II-7. Euratom et CEE : le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (fin 1955 - 1975)

« Après avoir donné sa démission de la Haute Autorité du Charbon et de l'Acier, Monnet a constitué le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. Il entendait réagir à l'effet négatif sur le développement de l'Europe causé par l'échec du projet d'Armée Européenne. » (Hirsch 1988 p. 210).

* Le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe, institution privée mais possédant des liens organiques très forts avec le monde politique, fait des campagnes de promotion d'Euratom aux USA sur financement de la Ford Foundation notamment (Mallard 2009). « Les partis et syndicats communistes n'ont pas été invités du fait de leur hostilité à l'idée même d'intégration européenne ; les gaullistes français n'étaient pas non plus présents... Le Comité d'action serait incompréhensible sans saisir la relation avec son fondateur et président. Il n'aurait en effet pas pu fonctionner sans Jean Monnet car ce dernier l'animait. En même temps, Jean Monnet n'aurait pas pu faire autant sans ce Comité ; son influence se serait tarie rapidement sans mandat officiel. (...) Euratom a été mis en avant. (...) La deuxième session du Comité d'action s'est tenue à Paris les 19.20 juillet 1956... lettre que **Jean Monnet** a envoyée aux membres n'ayant pas participé à la réunion... : « **La nécessité de mettre sur pied l'Euratom rapidement était évidente pour tous...** » » (Grin 2008).

Fin 1954-début 1955 J. Monnet et P-H. Spaak cherchent le meilleurs moyen de relancer la construction des États-Unis d'Europe : « Nous pensions aux transports, à l'énergie. Mais à lui seul, le problème de l'atome nous apparut à l'examen d'une dimension qui appelait son propre cadre de développement. Il s'agissait en effet d'affronter un problème nouveau et immense qui commençait à s'imposer à la conscience des Européens dans des termes contradictoires de crainte et d'espérance... cette dissémination des connaissances atomiques était étroitement associée à une grande espérance pacifique. En assouplissant la loi MacMahon en août de l'année précédente, le Sénat **américain** avait ouvert à nos pays la possibilité d'obtenir des informations jusque-là secrètes et de rattraper leur retard dans le domaine de l'énergie atomique **industrielle**. Les **savants et les techniciens européens pressèrent** leurs gouvernements de s'engouffrer dans cette voie... une vaste entreprise commune me semblait engageante, à condition qu'on pût faire soigneusement la séparation entre l'usage civil et l'usage militaire. Les rapports de **nos experts ne laissaient aucun doute**, l'énergie d'origine nucléaire supplanterait toutes les autres sources avant la fin du siècle-et pour des siècles.... S'il existait un domaine sur lequel la méthode du plan Schuman dût s'appliquer pleinement et réussir, c'était bien celui que nous offrait à l'état natif **ce prodigieux succès de la technologie**. Il justifiait la création d'une institution spécialisée que j'envisageai comme une Haute Autorité nouvelle pour le développement de l'énergie

atomique à des fins pacifiques et dont je définis les tâches. » » plus loin : « apporterait aux hommes une inépuisable source d'énergie... » (Monnet 1976).

J. Monnet était redevenu « simple citoyen » mais « j'étais résolu à regrouper les forces organisées que j'avais vues à l'œuvre au plan, puis à la Haute Autorité... ... les hommes dont j'avais mesuré les capacités et la bonne volonté à l'Assemblée commune, au Comité consultatif, et au cours de mes contacts dans les pays de la Communauté. Mais il était bien entendu que ces hommes représenteraient plus qu'eux-mêmes dans la force qu'ils acceptaient de constituer, ils engageraient leur formation tout entière. Cette force, je lui donnai un nom : le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe.» (Monnet 1976).

Les principaux chefs syndicaux allemands lui avaient dit fin 1954 qu'ils soutiendraient son action hors structures. Le rejoignent Van Helmont détaché de la Haute-Autorité. Son vice-président est Kohnstamm. « Le Comité aurait les conseillers les plus capables de leur génération, tels Marjolin et Uri, Triffin et Carli... ... ne pas me tromper sur les vrais détenteurs du pouvoir... **je n'avais sollicité ni** les partis, ni les syndicats **communistes** qui refusaient toute forme d'unité européenne, **ni** d'ailleurs, pour les mêmes raisons, les parlementaires **gaullistes** qui depuis longtemps avaient déclaré leur opposition à l'idée même d'intégration... Je vis ainsi les responsables de plus de vingt grands partis, représentant les sept dixièmes des électeurs de six pays, ceux des syndicats groupant quatorze millions de travailleurs... je ne pressai pas leur engagement qui devait être -celui de leur organisation tout entière... aucun ne s'était engagé sans l'assentiment des instances dirigeantes de son parti. Je voulais plus : qu'ils fussent mandatés.» (Monnet 1976). Après toutes les visites, il envoie à chaque un courrier officiel d'invitation début octobre 1955 pour action suivant la résolution de Messine (3 juin 1955) et il est fait état publiquement des syndicats et partis qui ont accepté de faire partie du Comité, la grande nouveauté étant la participation des sociaux-démocrates allemands jusque là opposés. Il y avait une cotisation, un petit secrétariat dans deux pièces avenues Foch.



Fig. 3. « De gauche à droite, Jean Monnet, John Foster Dulles, Kirk Spieremburg, Dwight D. Eisenhower, David Bruce, Franz Etzel, William Rand. A Washington, Juin 1953. », (in Branca 1998). Six mois après cette photo D. D. Eisenhower prononce devant l'assemblée générale de l'ONU son discours « Atom for peace », et moins de 4 ans plus tard Jean Monnet avait réussi à faire adopter un supranational (pour la partie usage non militaire) Euratom à 6 pays d'Europe continentale par lequel les USA fournissent des matières fissiles enrichies puis des réacteurs ou licences américaines.

« Le 13 octobre 1955, je pouvais faire état publiquement de l'acceptation de tous mes correspondants et de la constitution du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe » (Monnet 1976). Guy Mollet bientôt Président du conseil, René Pleven, Maurice Faure font partie de ce Comité Monnet.

« début de 1957 il ne manquait plus que la volonté politique pour aboutir. Allait-on laisser passer l'occasion, c'était mon inquiétude que je communiquai aux membres du Comité dont le rôle allait être décisif... Ne pas

laisser un instant de répit à Mollet et à Adenauer, harceler leurs ministres Maurice Faure et Hallstein, faire appel à l'influence de Noël, d'Etzel et de bien d'autres, fut ma préoccupation constante... En 1957, Spaak ne pouvait être plus habile, Uri plus imaginatif, Hallstein et Maurice Faure plus courageux. Il fallait aussi et surtout qu'Adenauer et Mollet exerçassent leur autorité. Ils le firent... Le Comité réuni au début de mai lança un appel aux gouvernements pour que les ratifications eussent lieu avant les vacances.» (Monnet 1976).

Jean Monnet voulait une capitale supra-nationale de l'Europe, un « District européen géré par les institutions communes » comme Washington D.C. dont il a été un ressortissant aux USA.

Le Comité continuera, « Dès novembre 1959, le Comité invitait les gouvernements à accélérer les étapes du traité: «Déjà de divers côtés, des voix s'élèvent, demandant que la période transitoire du Marché commun soit raccourcie de douze à six ans et qu'il doit donné vie aux dispositions essentielles du traité, formulées dans celui-ci en termes généraux qui prescrivent la réalisation de politiques économiques communes dans divers domaines. »

« Les Français s'appelaient Lecourt, Pflimlin, Pinay, Pleven, Maurice Faure, Defferre, Mollet, Bouladoux, Descamps, Bergeron, Bothereau. Plus tard, d'Ornano et Giscard d'Estaing donneraient leur adhésion au Comité où les Anglais feraient leur entrée en 1968. » (Monnet 1976).

II-8. Euratom et CEE, processus (1955 – mars 1957)

« L'échec de la Communauté Européenne de Défense a arrêté pour un temps la construction européenne, qui na repris qu'en 1955... Il était proposé, à l'instigation de Jean Monnet et de Pierre Uri, de créer une communauté économique ainsi qu'une communauté pour le développement de applications pacifiques de l'atome. Monnet s'est, pendant les premières années, attaché tout spécialement à la réalisation de cette dernière. » (Hirsch 1988 p. 147).

▪ Ce sont les fédéralistes du Benelux amis de J. Monnet qui désireux de bousculer un peu la France émettent le 06 mai 1955 : « Mémoire des pays du Benelux aux six pays de la C.E.C.A. » qui appelle à deux nouvelles structures, l'atome et la CEE, l'une ou l'autre ou l'adoption en couple pouvant plus attirer certains pays.

Ils ont attendu pour cela la chute du gouvernement P. Mendès-France qui a signé les accords historiques de Genève qui ont mis fin à la brutale guerre coloniale d'Indochine, et qui a amorcé la décolonisation, en Inde (comptoirs), en Tunisie (discours de Carthage 31 juil., désamorçant là une guerre naissante).

Mais c'est en Algérie qu'il y a un déclenchement d'insurrection en novembre. Aussi P. Mendès France est dans ceux qui ont agi pour le rejet de la CED par le parlement le 30 août 1954. Il est mis en minorité par le parlement, suite à (actualités du moment, ina) « un impitoyable réquisitoire » par le fédéraliste René Mayer. Edgar Faure lui succède (février 1955-janvier 1956).

C'est sur cette base des pays du Benelux qu'est convoqué à Messine, les 1er à 3 juin 1955, une conférence des six ministres des Affaires étrangères avec leurs délégations. Pour la France s'y trouvaient Christian Pineau, Maurice Faure, Félix Gaillard, Pierre Guillaumat et 12 membres de cabinets (pour l'Allemagne W. Hallstein, H. von de Groeben + délégation, pour la Belgique P.H. Spaak et J.C. Snoy..., [là](#)).

Monnet écrira (1976) : "A Messine, les ministres prirent pour base de leur accord le mémorandum du Benelux et n'eurent le temps que d'y apporter quelques atténuations de forme... Quand il fut question de la présidence du comité d'experts, la personnalité de Spaak s'imposa... Le rapport des experts à partir duquel furent rédigés les traités aura été essentiellement l'œuvre d'Uri – Spaak en porta maintes fois témoignage. Il demeure que le mérite politique de ce document considérable revint à l'homme d'État belge qui avait bien travaillé pour l'Europe."

Les négociations pour les projets CEE et Euratom ont lieu au château de Val-Duchesse en banlieue de Bruxelles sur la base du rapport Spaak. Cazenave rapporte (2011 p. 128) :

« Pendant dix-huit mois, chaque semaine, entre visites en Charente et séances à l'Assemblée, Gaillard prend le train gare du Nord. Direction le château de Val Duchesse dans la banlieue de Bruxelles. Avec ses complices, Louis Armand, Pierre Guillaumat et François Perrin, il travaille à la rédaction du rapport Spaak. Déposé en avril 1956, le document comporte les principes des futurs traités. »

▪ En octobre 1956 les chefs de délégation de la conférence intergouvernementale des six chargent trois « sages » choisis par Jean Monnet, le français Louis Armand, l'allemand Franz Etzel et l'italien Francesco Giordani*, d'établir un rapport, "Un objectif pour Euratom". Rendu en mai il écrit qu'il faut construire des centrales nucléaires pour plein d'énergie indépendante et le prestige de l'Europe.

Ces trois « sages » ont surtout servi de leurre pour convaincre le congrès américain. Guidés par J. Monnet et son second le hollandais d'origine allemande Max Kohnsamm ils avaient pour tâche de rester flous (tromperie par omission) sur les points sensibles : usage, propriété, enrichissement, lors de leur voyage organisé aux USA. Les États-Unis alors contrôlent à peu près tout : production, exportation, circulation, contrôle des matières nucléaires. Aussi et pour être fonctionnel le traité de 1957 devait être suivi d'un second traité, bilatéral, entre les États-Unis et cette structure Euratom. Ce voyage a été positif en ce qu'il a été évité que soient soulevés des points sensibles au Congrès. Les américains au Congrès ont surtout vu le côté positif pour les USA qui allaient avoir des clients, et avec un contrôle crédible sur ces matières là.

* Franz Etzel (1902-1970), avocat avant guerre dans un cabinet spécialisé dans le droit des sociétés (comme Thissen), mobilisé toute la guerre dans l'armée allemande. Après guerre il est devenu actif dans la commission économique du CDU (parti de Konrad Adenauer, centre-droit), en 1952 il a été nommé par Adenauer comme vice-président de J. Monnet, à la Haute autorité du CECA. Se parlant en anglais, ils voyagent ensemble au sein de l'élite politique et économique aux USA, etc. Il devient ministre des finances à Bonn d'oct. 1957 à nov. 1961.

- Francesco Giordani était expert dans le Comité Spaak (préparation Euratom et CEE). E. Giordani est un professeur de chimie à Naples. Il avait été nommé en juin 1952 président du Comitato Nazionale per le Ricerche Nucleari (CNRN) créé par le ministère de l'industrie (il quitte cette présidence pour devenir l'un des 3 « sages » Euratom). Il avait déjà eu un poste important sur la reconstruction industrielle dans le régime de Mussolini. C'était un fervent partisan d'un nucléaire national (l'Italie avait des élèves de Enrico Fermi, et du minerai dans les Alpes). Mais, pays vaincu, et avec un parti communiste fort, cela produisait beaucoup de tension avec les USA (qui proposent de lui vendre un réacteur de recherche qui leur permettrait de garder un œil sur son activité). Finalement la solution Euratom et le traité US-Euratom a été accepté des 2 cotés. Ça n'empêchera pas l'Italie (ministre de la défense P.E. Taviani), avec la France et l'Allemagne de signer en 1957 un accord militaire secret pour une coopération sur l'atome.

- Louis Armand ; X-Mines officiellement auteur du deuxième plan quinquennal du CEA de 1951, puis rédacteur d'un plan de coordination nucléaire européenne dans le cadre de l'OECE (Organisation Européenne de coopération Économique). Il est Président de la Commission de l'équipement industriel au CEA. Cela est un à côté de son activité principale qui est le train et l'organisation industrielle. Mais il est fédéraliste comme J. Monnet. Il a commencé sa carrière en 1930 sur les eaux thermales du bassin de Vichy. En oct. 1934 il quitte l'administration pour la cie de chemins de fer privée, Paris-Lyon-Marseille (PLM, puis SNCF après 1938) au parc matériel, poste qu'il garde apparemment dans le régime vichyste pendant la guerre. En 1946 il est directeur général adjoint de la SNCF, Société qui via l'équipe Monnet commande 1323 locomotives à vapeur 141 R à l'industrie américaine. Puis il est DG en 1949 puis président de 1955 à 1958 (la SNCF électrifie alors ses grandes lignes). Puis il est président des houillères du bassin lorrain, HBL, de 1959 à 1964. L. Armand sera le premier Président de Euratom. Son successeur E. Hirsch dit de lui (1988, p. 151, 147) : « ... très rares présences de mon prédécesseur qui ne s'était pas même installé à Bruxelles » ; « Louis Armand, président de la Commission d'Euratom, tombé malade, selon moi, d'être éloigné de sa passion, les chemins de fer, ne pouvant plus exercer ses fonctions... ».

« ... en février 1956 Monnet décrit la future Communauté Euratom comme étant supranationale et « fédérale ». Il écrit à **John Foster Dulles**, qui comme **John J. McCloy**, avait été son avocat d'affaires dans l'entre-deux-guerres, que « pour garantir le caractère exclusivement pacifique d'Euratom, le Comité d'action avait trouvé indispensable que tous les combustibles nucléaires produits ou importés dans les territoires de la Communauté fussent soumis à la propriété exclusive de la Commission ». » (Mallard 2009).

Pour Euratom, il y a eu une information à l'assemblée nationale du 5 au 11 juillet 1956 (pour éviter un rejet comme la CED). L'X-Mines des chemins de fer Louis Armand y a présenté la chose. Le 05 le député Pierre July lit, pour ceux/celles qui ne savent pas lire, le rapport des 3 sages (qui ne parle pas de l'atome en soi mais de l'indispensabilité de l'atome). Ce même député était intervenu le 06 mai 1947 devant la chambre au moment de l'insurrection des campagnes malgaches avec un discours colonialiste abject. Cette insurrection a été matée par l'armée française équipée par l'Amérique, en route pour l'Indochine et détournée d'urgence. En 1954 P. Guillaumat, Administrateur du CEA visite les gisements malgaches, décide de leur exploitation et de la construction au Bouchet d'une usine destinée à séparer par voie chimique uranium et thorium qui fait l'objet d'un contrat d'exportation vers les États-Unis.

« Guy Mollet a confié la charge de négocier les traités d'Euratom et du marché commun, à... Maurice Faure. (...) Placé sous l'autorité de Maurice Faure d'un vice-président, Robert Marjolin [voir Annexe A-4.], ancien secrétaire générale de l'OECE*, la délégation était constituée de deux sections : l'une préparant le marché commun, présidée par Jacques Donnedieu de Vabres [juriste, entré au Conseil d'État sous Vichy en 1941, plus tard sera président de Campenon Bernard], l'autre négociant Euratom et dirigée par Pierre Guillaumat. (...) [dont le CV est [ici](#)]

La délégation, composée d'experts des ministères concernés par la négociation, bénéficiait d'un champs d'action assez large par le pouvoir donné, verbalement, par Guy Mollet à Maurice Faure, de faire le

compromis... Le chef de la délégation française, n'avait pas besoin de téléphoner aux ministères concernés, par tel ou tel point en discussion, pour conclure un accord. Accompagnés de représentants de ces ministres, et même contre leur grès, il pouvait signer un compromis... base de travail que constituait le rapport Spaak [approuvé à Venise le 30 mai 1956]... (...)... C'est alors que contre toute attente, l'affaire Suez débloqua la situation... Selon Robert Marjolin, Guy Mollet, « sentit que la seule façon d'effacer, ou au moins d'atténuer l'humiliation que la France venait de subir était de conclure rapidement un traité européen. » ... (...) ... En 1957, l'opinion publique française n'était pas majoritairement européenne et elle aurait pu constituer un facteur de risque sur le résultat final. Mais peu informée et peu intéressée par une construction européenne, qui apparaissait comme une lointaine affaire de spécialistes, sans retombées sur la vie quotidienne, l'opinion publique n'a pesé d'aucun poids ; elle était d'ailleurs plus préoccupée par les événements d'Afrique du Nord. » (Riondel 1994).

* OEEC : comme vu plus avant, Organisation de coopération économique née en 1948 à la demande des USA pour la répartition organisée des crédits du plan Marshall dans la "grande" Europe (avec Grande Bretagne, Grèce, Norvège, etc.)

▪ Le 25 mars 1957 sont signés deux traités, celui de la Communauté Économique Européenne, CEE et celui d'Euratom, EUROpean ATOMIC Energy Community (ou CEEA, Communauté Européenne de l'Énergie Atomique) par la France, la RFA, la Belgique, l'Italie, les Pays bas et le Luxembourg. Euratom est un organisme public visant notamment la

« formation et la croissance rapide des industries nucléaires »

civiles au sein des pays signataires.

Ces traités comportent 12 signatures. Les deux signataires pour la France sont Christian Pineau, le ministre des affaires étrangères du socialiste/SFIO Guy Mollet ce dernier ayant énormément à faire par ailleurs avec l'Algérie et l'affaire Suez, et le Secrétaire d'État aux affaires étrangères Maurice Faure (député *Radical* du Lot, pro-CED) qui est celui qui a participé activement aux négociations.

Dans un livre de 1976 ("1956 Suez") C. Pineau a écrit que le Président René Coty avait pris G. Mollet justement pour cette création supra-nationale. G. Mollet faisait partie du Comité d'Action de Jean Monnet. Mendès France n'était pas du tout fédéraliste. A ce moment les fédéralistes sont donc au pouvoir et ils occupent tous les rouages dans ces négociations. Comme ils savaient, dans cette IV^e république, que cette situation durerait peu, il fallait faire vite pour que ces traités soient signés avant que leur gouvernement ne disparaisse. Tous reconnaissent que l'affaire de Suez est arrivée au bon moment pour eux dans les négociations qui butaient. Ce contexte international difficile pour les européens face à une URSS ennemie à leur politique d'influence internationale lorsqu'elle déborde, et la mauvaise surprise d'avoir été lâchés par les USA a accru leur volonté de s'unir pour exister.

▪ Arrivé au moment des nominations, Monnet dira (1976) : « *Nous n'avons pas livré et gagné une si dure bataille pour remettre les institutions entre des mains incertaines. Ces institutions étaient en apparence économiques et techniques, mais leurs objectifs étaient politiques... J'écrivis à Adenauer et je vis Gaillard, devenu chef du gouvernement, pour m'assurer qu'ils nommeraient des hommes compétents et résolus à agir... nous n'eûmes pas de peine à nous mettre d'accord sur les noms de Hallstein et d'Armand.* ».

Pour la CEE l'allemand Walter Hallstein est longtemps resté président, de janvier 1958 à juillet 1967.

De 1958 à 1962, le très proche de J. Monnet, Jacques Van Helmont, prend la direction du service de contrôle d'Euratom. Monnet (1976) : « *Van Helmont qui mettait alors sur pied l'important service de Sécurité d'Euratom...* »

▪ Gazette Nucléaire (n°21, p.3, [là](#)) : Euratom "*ne correspondra jamais à une réelle mise en commun des efforts nationaux, ne servira en fait qu'à ouvrir l'Europe aux industries atomiques américaines et sera parallèlement torpillé par le gouvernement français (entre autre).*"

● Le pétrole n'a eu besoin de personne

Ce qui va caractériser la période qui suit ces traités, c'est ce qui n'y a pas été regardé spécifiquement, le pétrole.

Cela dès le départ, « *En février 1946, lors de la première session du conseil du plan, seuls le charbon et l'hydroélectricité retiennent l'attention. L'avant projet de plan envoyé à Washington en avril 1946, prévoit une diminution des importations en 1948 ; puis leur stabilisation (1938 = 100, 1947=150, 1948=115, 1950=128). Ces objectifs signifient que Jean Monnet, avant les négociations Blum-Byrnes, n'envisage pas la croissance de la part relative des produits pétroliers dans le bilan énergétique.* » (Mioche 1989).

On peut soupeser l'idée qu'un Léon Kaplan (voir annexe A-3.), qu'on a du mal à imaginer naïf sur ce sujet, ne tenait pas spécialement à ce qu'un Plan d'État se mêle trop des affaires pétrolières ? Il y aura bien sûr des révisions à la hausse. Mais les raffineurs eux sans avoir besoin d'un plan externe avaient prévu largement leur capacité en vue... de vendre plus.

Mioche (1989) : « Sans avoir été officiellement déclarée, la guerre du fuel et du charbon bat déjà son plein en 1946. Le fuel bénéficie du soutien des États-Unis. Robert Nathan est un ancien membre de l'administration Roosevelt [on a vu plus avant qu'il venait manger chez les Monnet dans leur maison downtown-Washington]. Il a été employé par Jean Monnet comme consultant privé dans les services du Commissariat au Plan. Il écrit à Jean Monnet en août 1946 :

« J'ai entendu dire que les charbonnages avaient réussi à empêcher dans certaines industries l'utilisation d'hydrocarbures en remplacement du charbon. Il faut s'y opposer. Toutes les ressources doivent être utilisées. »

Cet avis de Robert Nathan en 1946 est relayé en 1948 par le Plan Marshall. L'*Economic Cooperation Administration* encourage le développement du raffinage en Europe. ». Et même le représentant de la CGT au Plan adhère à cette idée.

« Sous couvert de son adhésion à la modernisation et à la puissance industrielle le patronat du pétrole a bénéficié de l'élan consensuel pour créer les conditions de sa domination souveraine sur le bilan énergétique. Les raffineurs ont de nombreux atouts en main : ce mariage de raison entre eux et l'État qui s'est imposé dès les années 1920 ; le dynamisme qui a généré des investissements et de la production de la branche ; l'unanimité des décideurs de la branche. Ils peuvent affirmer à l'orée du second plan en 1953 avec des accents de triomphe :

"La reconstruction, l'extension et la modernisation de l'industrie du raffinage se sont effectuées à une allure record. La profession du pétrole peut être fière d'avoir su atteindre, malgré les nombreuses difficultés rencontrées, les objectifs réalistes qu'elle s'était fixé." » (Mioche 1989)

Demagny-van Eyseren (2005, p. 295) : « les hydrocarbures (pétrole et gaz), éléments essentiels de la croissance des Trente Glorieuses, ont été les seules énergies à n'avoir fait l'objet d'aucun traité européen spécifique comme ce fut le cas pour le charbon dans le cadre de la CECA et le cas du nucléaire dans le cadre de Euratom. Ils dépendaient des réglementations fiscales et douanières applicables à tous les produits circulant dans le Marché commun créé par le traité de Rome. Ils devaient donc circuler librement à l'intérieur de celui-ci, sans entrave d'aucune nature, tous les obstacles tarifaires et contingentaires devant, à terme, disparaître au sein du marché commun... Enfin, l'unité en matière politique signifiait à terme, l'unification progressive des politiques commerciales, c'est-à-dire des politiques d'importation ; il ne devait plus y avoir d'accords commerciaux particuliers entre les différents pays du Marché commun et un pays tiers quelconque, comme par exemple la Russie, mais un seul accord conclu avec la Russie par la Communauté... », ce qui posera des problèmes lors des chocs pétroliers... et en fonction des épuisements et découvertes de gisements... la sécurité d'approvisionnement des pays, dont leur armée...

II-9. Les Mémoires Jean Monnet

Jean Monnet lisait peu, et surtout des auteurs anglais à mystères.

En 1970 le *Aspen Institute* (dont on parle [là](#)) décerne son premier *Stateman-Humanist Award* à Jean Monnet (le suivant sera pour Willy Brandt; McLemore 2002).

Selon J. van Helmont, dans les années 1960 Shep Stone de la *Ford Foundation* a contacté Jean Monnet pour lui demander d'écrire ses mémoires, la Foundation prenant en charge le financement. Jean Monnet a recruté le professeur d'histoire Jean Baptiste Duroselle pour ce faire (Hackett 2016, p. 82). Jacques van Helmont lui-même est impliqué dans l'écriture des - Mémoires Jean Monnet-.

Annexe collaborateurs

(ordre alphabétique)

A-1. Hervé Alphan

1907 -1994

(cela d'après une lecture rapide de : Alphan 1977, qui sont ses notes d'époques, qu'il a décidé de publier telles quelles, inchangées)

Il est d'une famille de "serviteurs" de la France depuis une paire de siècles. Il est le neveu du principal collaborateur d'Hausmann. Son père a été ambassadeur en Irlande, en URSS et en Suisse.

22 août 1939 :

" Maurice me tend l'Eclairer du Soir, qui contient l'étonnante nouvelle du pacte germano-soviétique... Depuis combien de temps mon père n'avait-il pas dit : « Appliquez l'accord avec l'URSS, sinon les Russes s'entendront avec les Allemands ». Les retards, les répugnances apportés aux négociations, la façon dont nous avons mordu l'hameçon de la propagande antibolchévique d'Hitler ont abouti à ce beau résultat... mesurons l'ampleur du désastre diplomatique et l'insuffisance coupable des gouvernements."

Hervé Alphan à son tour, lorsqu'il sera en Angleterre avec C. de Gaulle en 1941 lors des grands combats à l'Est : 3^{ème} Reich contre Union soviétique, sera convaincu que si la France s'était alliée aux Russes, il n'y aurait pas eu de guerre.

Hervé a été envoyé en Angleterre pour son anglais, il fait sciencesPo et obtient le concours d'Inspecteur des finances en 1930 à 23 ans. Il fait sa carrière attaché à Georges Bonnet, chef adjoint de son cabinet en 1933 et 34, puis directeur de cabinet en 1935-36, directeur des accords commerciaux au ministère du Commerce de 1937 à 1940, poste qui le fait fréquemment voyager. L'Europe est alors bourrée de barrières douanières et de contingentements = pas de compétition et on épuise le trésor avec la ligne Maginot.

La guerre déclarée il a des missions secrètes en Italie, va même à Madrid en janv. 1940 où il mange avec l'ambassadeur P. Pétain, aussi en Suisse, à Londres...

Le 22 mai il voit le personnel du quai d'Orsay en train de brûler les archives, pleine panique...

Puis c'est Vichy. Comme il est franc-parler, le régime l'éloigne aux USA pour modifier les contrats d'avant-guerre (avant de partir, il voit P. Pétain, Y. Bouthillier, H. Moulin de la Barthète "camarade de l'inspection des finances" mais décrit une piètre équipe). Il est toujours fonctionnaire du régime (la paye, voiture, bel appartement sur Central Park à New York...). Mais il coupe les ponts et dénonce ce régime en mai 1941 lorsque Laval dit qu'il souhaite la victoire de l'Allemagne. De ce régime il dit, 14 juillet 1940 :

« Bien avant la guerre cette bande issue de l'extrême droite qui cherche à prendre sa revanche sur le Front populaire, défendait le défaitisme français. Elle est pour une grande part dans les hésitations de notre diplomatie, dans les erreurs de notre système de défense, dans l'avarisme de notre ministère des finances. »

Lui rejoint le gl. De Gaulle à Londres. Il est alors privé de sa nationalité française et de tous ses titres en France. Il est le premier inspecteur des finances à changer de camps. Un texte de lui dans le New York Time demande aux français de combattre l'Allemagne. A Londres il trouve une ville où le général est alors critiqué par les intellectuels français qui y vivent : André Labarthe, Pierre Comert, Alexis Léger, Pierre Cot, Eve Curie... (et avant de quitter les USA, Jean Monnet lui conseillait d'aider plutôt Maxime Weygand).

Lui critique la façon, bien trop raide alors du général, qui ne rassemble pas, et le lui dira. Mais il défend que "Son désintéressement me paraît total", et il adhère à sa politique et écrit dans le *Sunday Times* pour la défendre. Il est nommé Directeur des affaires économiques du Comité national français. C'est lui qui obtiendra des américains un accord prêt-bail pour les Forces Françaises Libres.

A ce moment Londres est calme et sans pénuries. Ce sont les soviétiques qui se battent contre Hitler en de vastes et violents combats dont le monde entier suit avidement le déroulement.

H. Alphan dit que l'art d'Hitler est d'avoir empêché le désordre de l'autre côté, en France, grâce au pseudo-gouvernement de Vichy, que c'est très bien joué de sa part, que les français ne le comprennent pas, même les USA s'y font prendre (H. Alphan voit W. Bullitt, ambassadeur US en France avant la guerre, très antisoviétique qui défend la politique de ménagement de Pétain et "Bullitt me fait un grand éloge de Jean Monnet – un des principaux rouages de l'administration interalliées à Washington").

Mais, ont commencé aussi les combats anglais-allemands en Cyrénaïque :

"On dit de nouveau que Darlan ravitaille les armées de l'axe par la Tunisie".

Plus tard les rapports de force évoluent et H. Alphand parle d'un futur de l'Europe avec le belge P. Van Zeeland. Enfin c'est Alger et notamment l'épisode Darlan qui fait réagir H. Alphand,

« *Darlan est consolidé en Afrique. Il reste le chef de l'Etat reconnu par les américains. Les gaullistes, amis premiers et fidèles sont suspects. Les français pro-nazis entrent et sortent au gré de l'amiral. Tout cela est incompréhensible et odieux.... l'ombre de la paix négociée plane, qui permettrait, "pour lutter contre le bolchévisme", de reconstituer une Allemagne forte.* »

A Alger il est chargé des négociations relatives au secours à la population civile et à la reconstruction. En mai 1943, il dirige la délégation française à la première conférence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, à Hot Springs, en Virginie. De retour à Paris en août 1944, H. Alphan sera longtemps Directeur des affaires économiques auprès du ministère des affaires étrangères,

A la suggestion de R. Pleven il passe dans la diplomatie en 1950, pour la création de l'OTAN (où il reste jusqu'en 1954). Il obtient alors la qualification de ambassadeur, à 43 ans.

Hervé Alphand est l'artisan majeur du traité du CED qu'il a suivi de bout en bout, le dit "plan Pleven", signé le 27 mai 1952 mais rejeté par le parlement français qui en avait été initiateur en 1954 (vote négatif des communistes, gaullistes et d'autres).

En 1954 il est nommé représentant permanent aux Nations unies, puis est ambassadeur de France à Washington de 1956 à 1965.

Après le retour du général de Gaulle au pouvoir, en décembre 1962, il relaye sans succès la proposition de J.F. Kennedy de mettre à la disposition de la France des missiles balistiques, comme alternative à la force de frappe. Il est Secrétaire général du Quai d'Orsay de 1965 à 1972 où il retourne à l'inspection générale des finances.

A-2. Étienne Hirsch

(1901 - 1994)

De père banquier il a une jeunesse bourgeoise, fait des études d'ingénieur civil des mines où il fréquente le groupe d'étudiant socialiste. Il fait carrière dans l'industrie chimique chez Kuhlmann au laboratoire à Levallois puis à la direction d'une usine pour une mise au point industrielle puis passe à la supervision de plusieurs usines en France et en Belgique (Kuhlmann avait été sauvé financièrement par Solvay en 1921). Kuhlmann fait des choses comme le méthanol à partir de coke et oxyde de carbone et hydrogène, four haute température, de l'acide sulfureux liquide à partir de gaz de grillage de pyrite, de l'acide nitrique, de l'ammoniaque (pour engrais, explosifs...)... La firme était dans une politique industrielle d'expansion active et lui passe petit à petit du proprement technique au carrefour technique-coût-prévisions avec une comptabilité élaborée pour les prix de revient.

«... « Comité franco-allemand d'information et de documentation » (CFAID) basé au Luxembourg, sur l'initiative de Mayrisch, président de l'Arbed. Le CFAID fut constitué en 1926, dès la phase dite de réconciliation qui a accompagné la constitution du cartel de l'acier. Parmi les fondateurs, on a les Schneider, les Laurent, Peyerimhoff, du Comité des Houillères, Duchemin, président de Kuhlmann et de la CGPF, Wladimir d'Ormesson, Schlumberger et d'autres... (...) ... Pour ce qui est de la chimie, un accord de cartel provisoire franco-allemand est signé le 15 novembre 1927 par la Centrale des matières colorantes (Kuhlmann) et l'IG Farben. Il avait pour but le « contingentement de la production d'après les chiffres d'affaires respectifs des deux parties, la répartition des marchés, et la suppression de la concurrence ». » (Lacroix-Riz 2006)

- L'ammoniaque étant en surproduction (usines d'azote) se passent des accords internationaux (avec contrôle d'une société fiduciaire suisse) ce qui le fait voyager. L'allemand Farbenindustrie était le plus gros. « *Je participais aux réunions belges qui avaient lieu à Bruxelles presque chaque semaine sous la présidence du baron Janssen, gendre de Solvay, et qui étaient honorées de la présence de deux autres barons, Coppée et Boël...* » (Hirsch 1988, p. 44; Jean Monnet a des affaires avec Solvay/René Boël, via John Foster Dulles, depuis 1936 jusqu'à 1945 ou 46, cf. § I-10). E. Hirsch a observé dans ces négociations du cartel de l'azote comme il est facile de tromper son monde sur les prix présentés en fonction de ce qu'on veut obtenir, et dit que cette expérience concrète l'a préparé pour les discussions qui auront lieu pour la CECA et même pour Euratom.
- Une autre expérience de dossier complexe administrato-technique qu'il a eu à gérer est celle dans les années 1930 du tétraéthyle de plomb liquide (extrêmement toxique, l'aspect industriel doit être traité avec le service fonctionnaire des mines) pour mettre dans l'essence. Cela l'empêche de détoner, et on peut augmenter le taux de compression des moteurs sans qu'ils "cognent". Le procédé était américain et c'est le service des poudres de l'armée qui en voulait pour les avions, et qui soit fabriqué en France. Kuhlmann a construit une usine près de Nantes et une à Fos. Il fallait établir le contrat d'achat/production d'électricité, être en rapport avec les

américains, dont Dupont de Nemours (qui a créé néoprène et Nylon) et il a visité les USA en janv-fév 1939 (paquebot, New York, Atlanta, Chicago, Détroit, San Francisco, usines...).

▪ En 1939 Kuhlmann décide de lancer une petite fabrication d'essence artificielle, par le procédé synthèse à partir du gaz de cokerie. A cette occasion E. Hirsch ira en Allemagne pour des pièces nécessaires qui n'arrivaient pas, où à l'évidence on lui ment, alors qu'ayant été une fois en Tchécoslovaquie (Skoda) il avait observé leur francophilie. Pour vendre cette petite production (30 000 tonnes/an), Kuhlmann, « nous avons cherché à nous entendre avec la Chambre syndicale du pétrole. Son négociateur, **Léon Kaplan**, se trouvait être un ancien élève de Taupe de mon beau-père, à qui il avait conservé une grande reconnaissance. Nous n'avons pas pu nous entendre, mais cela a été pour moi l'occasion de faire la connaissance d'un homme sympathique et d'une intelligence et d'une habileté exceptionnelles. Je devais le retrouver plus tard. ». Cela ne veut pas dire que ces deux responsables techniques haut placés ne se connaissaient pas au moins de réputation, par des articles, etc., par exemple L. Kaplan était à X-Crise et Shell mettait de coûteuses publicités dans la revue du même nom, René-Paul Duchemin patron de Kuhlmann était aussi actif à X-Crise (Collombat, B. - Servenay 2014).

▪ L'accord germano-soviétique du 23 août 1939 est une sombre nouvelle pour les frontières belges et françaises... E. Hirsch se souvient alors de l'état d'organisation de l'armée française (Hirsch 1988, p. 56) :
 « Ma première tâche, en l'absence du responsable, a été de me rendre à la Direction des poudres pour faire le point de nos commandes de mobilisation. Quelle n'a pas été ma surprise de constater que les documents en notre possession n'étaient pas à jour et que de nombreuses corrections, la plupart au crayon, avaient été faites dans le registre des commandes sans nous être notifiées ! Vérification faite, notre première livraison devait être un wagon-citerne de chlore destiné à la firme De Laire à Calais. Ayant procédé à l'expédition, nous avons reçu un télégramme nous disant que l'usine n'était pas raccordée au rail et qu'elle ne pouvait pas recevoir le wagon-citerne. Quand j'ai raconté tout cela bien plus tard, à un de mes amis qui avait été au cabinet de Dautry, ministre de l'Armement, il m'a répondu que de tout ce qui dépendait du Ministère de l'Armement, c'était la Direction des poudres qui fonctionnait le mieux. ».

▪ En un mois, cette armée française est prise dans la trappe comme une souris.

Hirsch (1988, p. 58) :

« j'ai encaissé comme un coup au cœur le discours du maréchal Pétain qui annonçait qu'il fallait cesser le combat. Jamais je n'aurais imaginé que la France pouvait en arriver là. Ce qui m'a sorti de ma torpeur et de mon désespoir, cela a été l'appel du général de Gaulle que j'ai été un des rares à entendre le 18 juin. Dans un élan irrésistible, j'ai décidé immédiatement de partir le rejoindre. Je l'ai fait en compagnie de **mon beau-frère Jules Guéron***, qui venait de revenir sur le Champlain** d'une mission aux États-Unis pour la Défense nationale. ».

* Le chimiste (chimie minérale, sels d'étains) Jules Guéron, va être recruté pour l'atome et sera parmi les premiers directeurs du CEA.

** ce paquebot d'acier long de 182 mètres qui est arrivé de New York à St Nazaire le 12 juin 1940, a débarqué ses gens. Cinq jours plus tard il heurte une mine magnétique française en rade de La Rochelle/La Palice et coule en quelques minutes avec 11 membres d'équipage noyés.

Et de fait Étienne Hirsch laisse femme et enfants sur le champs, après s'être assuré qu'elle continuera à avoir un revenu de Kuhlmann. Faisant du bateau-stop, ils ont avec du mal été acceptés sur un petit charbonnier qui repartait sur l'Angleterre.

E. Hirsch qui croise à la mission française d'armement de Londres, celle de l'X Raoul Dautry, un René Mayer qu'il ne connaissait pas, et qui à l'inverse ferme boutique et fait ses baggages pour revenir en France, a eu bien du mal à trouver un C. de Gaulle presque seul dans un hangar à moitié vide.

De plus (Hirsch 1988, p. 61) :

« troupes françaises, rescapées de Dunkerque ou revenant de l'expédition de Norvège. Malgré les efforts de ceux qui entouraient de Gaulle pour essayer de les convaincre de se joindre à lui, la grande majorité d'entre elles, et notamment celles qui revenaient de Norvège, sous les ordres du général Béthouart, ne demandaient qu'une chose, se faire rapatrier pour retrouver famille et biens. ».

Par ailleurs, lui, ainsi que Hervé Alphand qui arrivera en août 1941, écrivent que des personnalités françaises influentes dans le milieu anglo-saxon qui refusaient l'armistice critiquaient aussi ce nouveau général C. de Gaulle dans sa fort longue période du désert du début en tout cas : André Labarthe et Raymond Aron (qui publient la dite bonne revue "La France libre"), les influents journalistes-diplomates Pierre Comert et Alexis Léger (anglophiles gauche-caviar anti-rouges), mais aussi Jacques Duchesne (vrai nom Michel de Saint-Denis,

responsable d'une émission française sur la BBC), Pierre Cot (homme de gauche, qui a été ministre de l'air, mais C. de Gaulle aurait refusé une proposition de P. Cot, pour l'air ?, part pour les USA), Eve Curie*, même si certains se réclameront de C. de Gaulle plus tard.

* la soeur d'Irène, 7 ans plus jeune, jolie et élégante que les magazines féminins aimaient mettre en photo; a été quelques années pianiste jeune, puis passe dans l'écrit, livre sur sa mère pour un éditeur US, devenue amie de Eleonor Roosevelt depuis une tournée de conférence sur sa mère au USA début 1939; rejoint Londres en juin 40, va aussi aux USA en 1941, puis en nov. 1941 devient correspondante de guerre pour un consortium de journaux américains et anglais pour un voyage de 5 mois, Libye, URSS, Chine, Inde; en 1943 elle sera dans l'Etat-Major du gl. De Lattre; en 1954 elle épouse un diplomate américain, et devient citoyenne américaine où elle vit.

E. Hirsch lui se met au *Service de l'armement* de la France Libre du gl. De Gaulle. Au départ quasi rien, puis les USA accordent le prêt-bail à la France libre aussi. Beaucoup de ce petit pécule est pour les volontaires de la France Libre en Afrique, aussi pour participer à des fournitures aux territoires ralliés, ce qui pourrait leur permettre de produire du caoutchouc à cause de la perte de l'Indochine notamment (Madagascar...). Il voit son beau-frère Jules Guéron, ceux du service BCRA... Le Directeur financier était le géographe Pierre Denis. Or ce dernier a fréquemment travaillé avec Jean Monnet : lors de la première guerre à Londres, puis à la SDN pour la Silésie, aussi pour la liquidation Kreuger et enfin à la coordination franco-britannique avant la défaite. Lorsque finalement les alliés acceptent que le gl. C. de Gaulle parte pour Alger, et que E. Hirsch doit le rejoindre en juillet 1943, Pierre Denis lui recommande de voir tout de suite Jean Monnet.

A Alger il est séduit par J. Monnet, et qui était un rouage clé pour équiper une armée de 300 000 hommes... :
 « ...il était l'indispensable homme de confiance des Américains... ... De Gaulle, ne pouvant pas se refuser à reconnaître les services exceptionnels qu'il rendait, avait à son égard un attitude ambigüe. Cela tenait aux relations de Monnet avec les américain... ».

E. Hirsch était chargé de prévoir ce qu'il faudrait en France au débarquement. Il décrit un Alger confus, sans discipline, avec le marché noir,

"les indigènes étaient traités avec un mépris tel que je n'ai pas eu de mal à comprendre leur révolte" (p. 79).

En janvier 1944, E. Hirsch est envoyé voir Jean Monnet à Washington, toujours pour organiser un nécessaire pour la France une fois libérée. Il y a du basique alimentaire (ex. Farine) mais ils commandent 1000 locomotives standard américaines. Puis il rentre à Londres pour la mise au point, avec Léon Kaplan.

Le 06 sept. 1944, E. Hirsch et L. Kaplan viennent à Paris pour continuer leur tâche, à partir du ministère des affaires étrangères. E. Hirsch apprend que ses parents ont été raflés 3 semaines plus tôt, il ne les reverra plus. En octobre 1945, E. Hirsch retourne à Kuhlmann. L'atmosphère est irrespirable. Son proche patron R. Berr, en dépit des relations d'avant guerre entre Kuhlmann et IG Farbenindustrie a été déporté avec sa famille et ne revient pas. Un directeur qui a refusé de collaborer a aussi disparu. Le Président René Duchemin et Joseph Frossard, Directeur Général de la division organique, avaient couvert de leur nom l'acquisition par le Reich de la branche des colorants. R Duchemin était sous le coup de poursuites, Frossard s'est caché en Suisse et ne reviendra pas. Un nouveau grand patron est incompetent.

A ce moment Jean Monnet l'appelle pour l'élaboration du plan, E. Hirsch prend d'abord un congés de Kuhlmann puis en démissionne. Lorsque J. Monnet part à la Haute Autorité de la CECA en 1952, c'est Étienne Hirsch qui lui succède à la direction du plan. Et ainsi il fait toute la IV^{ème} République au Plan sous 26 gouvernements. Pour le 2^{ème} plan (1954 à 57) Hirsch (1988, p. 117) «... l'assemblée... avait supprimé la recommandation, à laquelle je tenais, d'augmenter progressivement l'âge de la retraite... ». L'esprit est alors, de fusionner les grosses entreprises entre elles pour faire des entités compétitive au niveau mondial, idem en agriculture établir de grosses exploitations modernes, planter des sapins pour la pâte à papier, faire des autoroutes et ponts à péage... Il était membre du conseil d'administration du Bureau minier de la France d'Outre-mer (Hirsch 1988 p. 133).

Lui qui avait répondu spontanément à l'appel du 18 juin du général, depuis qu'il avait rencontré J. Monnet en 1943 à Alger était devenu un opposant déterminé à C. de Gaulle. Suite aux événements d'Alger en mai 1958, Hirsch (1988, p. 145) :

« j'étais invité à me préparer à être à la disposition du général de Gaulle. La même invitation a été faite à François Bloch-Lainé, Wilfrid Baumgartner et Pierre Guillaumat. J'étais certain de l'acceptation de ce dernier. Pour ma part, j'étais résolu à refuser ma caution à ce que je considérais comme un coup d'État et je souhaitais qu'il en soit de même pour les deux autres. Afin de les décider à cette attitude, il m'a fallu convaincre chacun que l'autre refusait. C'est à Vincent Auriol, qui curieusement apportait son concours à de Gaulle pour la constitution de son cabinet, que j'ai fait connaître mon refus. Le refus de Bloch-Lainé et de Baumgartner a conduit le Général à faire appel à Pinay, qu'il n'aimait pas. ».

▪ **Euratom** (février 1959-fin 1961)

Hirsch (1988, p. 147-8) : « *Louis Armand, président de la Commission d'Euratom, tombé malade, selon moi, d'être éloigné de sa passion, les chemins de fer, ne pouvant plus exercer ses fonctions, Monnet, fort inquiet pour la survie de l'institution, a suggéré au Gouvernement français de me proposer la succession d'Armand... Guillaumat m'a donné l'assurance de son appui auprès des hommes de confiance qu'il avait placés au CEA. A l'expérience, il n'en est rien résulté.* », p. 151 : « *Alors qu'aucune activité de recherche n'avait été entreprise, il y avait déjà à Bruxelles [Euratom] un effectif de 600 fonctionnaires, évidemment incompressible.* »; « *Le directeur général de la recherche et de l'éducation était mon beau-frère Jules Guéron... Le directeur général de l'Agence d'approvisionnement était incapable et buvait. Je l'ai remplacé par Fernand Spaak, fils de Paul-Henri...* ».

Hirsch (1988, p. 155) : « *L'article premier du Traité stipule: « La Communauté a pour mission de contribuer, par l'établissement des conditions nécessaires, à la formation et à la croissance rapides des industries nucléaires, à l'élévation du niveau de vie dans les États membres...». Il s'agissait de remplir dans les plus courts délais cette mission. Monnet... a pensé que le mieux était de s'adresser à ceux qui possédaient le maximum d'expérience : les Américains.* », p. 151 : « *J'ai reçu, entre autres, le président de l'Eximbank... Cela m'a valu un crédit destiné aux constructions de centrales nucléaires...* » ; p. 158 : « *J'ai rendu visite au Secrétaire au Commerce, Lewis Strauss... il avait été, jusqu'à récemment, président de l'AEC (Atomic Energy Commission); mais, d'origine, il était banquier, et mon oncle Lionel Hauser était son correspondant à Paris...* ». Hirsch (1988, p. 161) : « *il a établi pour une période de vingt ans des prévisions concernant la construction de centrales nucléaires et montré que, dès que le prix de revient de l'électricité nucléaire deviendrait compétitif, on ne construirait plus que des centrales nucléaires, à la seule exception des sites où l'on disposerait de combustibles d'un prix particulièrement bas (lignite, produits résiduaires, hydraulique). Il se produirait un phénomène analogue à celui qu'avaient connu les constructeurs d'avions lorsque les appareils à réaction se sont substitués aux avions à hélice. Il importait que compagnies d'électricité et constructeurs de centrales se préparent à un tel virage.* »

Hirsch (1988, p. 160) : « *Les équipes de recherche, inexistantes à mon arrivée, comprenaient à mon départ un effectif de 1700 personnes... Il fallait trouver pour Ispra un thème central de recherche... c'est la filière Orgel (réacteur nucléaire à eau lourde et refroidi par un liquide organique) qui a été retenue. Ce choix... s'est finalement montré peu heureux... Le chef du projet est d'ailleurs devenu, lorsqu'il a quitté Euratom, le directeur général de Framatome, principal constructeur français et européen de réacteurs nucléaires.* » [Jean-Claude Lenny, pendant 26 ans]. p. 161 : « *Un domaine dans lequel il a été possible d'assurer une bonne coordination des recherches, évitant les doubles emplois, est celui de la fusion... la compétition entre industriels était inexistante.* »

▪ **Administrateur général du CEA** (juin 1963 à septembre 1970)

La période commence lorsque les réacteurs UNGG sont en construction. La centrale nucléaire Chinon A1 vient de démarrer début 1963, Chinon A2, 210 MWé, démarre en 1965. Celle Chinon A3, 480 MWé, démarre en 1966. La construction de St Laurent des eaux A-1, 480 MWé a commencé en 1964 et la décision de construction de St Laurent des eaux A-2, 420 MWé de même type est prise en 1965. Chacun de ces réacteurs était différent du précédent, le CEA essayant d'améliorer la filière. En 1965 c'est Bugey-1, 540 MWé avec une nouvelle disposition, annulaire du combustible. D'autres UNGG étaient prévus par le CEA. Mais alors que les prix du pétrole s'effondrent en 1966 des calculs donnent que la rentabilité des réacteurs américains à eau légère doit être meilleure de 20 % que celle des UNGG. Cela fait changer des gens d'avis dans la maison EDF. Or le CEA a travaillé sur plusieurs sortes de réacteurs mais pas sur ceux-là qui sont sous licence américaine ce qui lui coupe l'herbe sous le pied. La maison CEA n'était pas prête à accepter cela facilement d'autant qu'il y avait d'autres critères, autonomie, "savoir faire" national...

« *L'Administrateur général, Robert Hirsch, devait déclarer aux responsables du CEA le 3 avril 1968 que la maîtrise d'œuvre des centrales prototypes devait revenir au CEA, la maîtrise d'œuvre des centrales de type éprouvé allant à EDF. En particulier le CEA exigeait la maîtrise d'œuvre pour la centrale de Tihange, la première centrale à eau légère, ce que refusait l'EDF.* » (Soutou 1991, p. 374).

Mais dès début 1969 R. Hirsch, en opposition à Jules Horowitz, s'était rallié aux réflexions d'EDF et travaillait de paire avec Marcel Boiteux, par ex. à la Commission PEON. En octobre 1969 il était avec M. Boiteux et F. Perrin à St Laurent des Eaux lorsque le premier a lâché officieusement que la France s'alignerait sur la filière eau légère en train de s'imposer dans le monde. Il y a des grèves suivies au CEA en nov 1969, avec des marches dans Paris.

Le CEA ne gagnera pas cette bataille là, de plus il doit abandonner pour difficultés techniques d'autres filières comme à haute température ou à uranium-plutonium. Il se rattrape néanmoins sur ce qui était pour lui le plus vital, les dit « surgénérateurs » (Phénix...). C'est l'X-Mines André Giraud qui succède à R. Hirsch.

- Après Euratom R. Hirsch avait pris des responsabilités dans le Mouvement Fédéraliste Européen devenu Union des Fédéralistes Européens, écrit des articles dans les journaux, a croisé les fers avec C. de Gaulle (qui le prendra pourtant comme Administrateur) et a côtoyé un moment F. Mitterand. Il fait des conférences ou quelques cours dans des Universités ou autres cadres, Belgique, USA, Allemagne, etc, ce qui lui permet de voyager. Il participera à une étude sur le transport en Israël et voyage parfois avec son cousin par alliance Jules Guéron. Il participe aussi comme expert dans des Études économiques ponctuelles avec la World bank dans des pays d'Amérique latine, Afrique, Iran.

A-3. Léon Kaplan

(1904 - 1984)

Après Taupe (maths-spé) à Paris, il entre à l'école polytechnique, promotion 1922 (date d'entrée).

Tout de suite, en 1925, il entre dans une entreprise de Shell (il déclare au journal *Le Monde* en 1963 lors de sa démission qu'il est à la Shell depuis 38 ans). En mars 1935, L. Kaplan est directeur-adjoint de Jupiter (Shell-Royal Dutch).

La société a été créée en 1922 par une alliance entre la maison *Deutsch de la Meurthe* avec la *Société Marine des Pétroles* une création de Shell de 1919. En 1928 une loi facilite la construction de raffineries sur le sol métropolitain. En 1929 toutes les activités pétrolières de Shell sont groupées dans la *Société des pétroles Jupiter* qui construit une raffinerie importante à la Petite-Couronne sur la rive gauche de la Seine, à 12 km en aval de Rouen et une à Pauillac sur la Gironde. La première était pour traiter des résidus lourds du Venezuela et en tire des bitumes et des huiles de graissage, puis elle s'est agrandie et outillée pour le raffinage intégral avec une capacité annuelle de 600 000 t. Elle reçoit dans un bassin pétrolier construit pour la société par le port de Rouen et comportant deux postes de déchargement, des huiles brutes des îles de la Sonde, du Venezuela et, à l'occasion, d'Irak. La gamme variée des produits est écoulée par les services de distribution de la société Jupiter. La société pour l'Utilisation Rationnelle des Gaz, U.R.G est créée en 1931, et un centre de stockage et distribution est ajouté sur le site de la Petite Couronne qui distribue du gaz liquéfié en bonbonnes d'acier, bleues, de 13 kg ou en gros. Ce gaz liquéfié arrive de Houston par le tanker *Agnita*, un type unique au monde alors, et U.R.G. est le seul centre distributeur d'Europe. L'immeuble Shell, 8000 m² entre la rue de Washington et la rue d'Artois, 8^{ème} arrondissement est érigé en 1932. Les marques Butagaz et Propagaz sont lancées en 1933. En 1934 le site de Pauillac est équipé aussi d'un centre de remplissage. A l'aube de la guerre la société Jupiter représentait 30 % du raffinage en France mais seulement 9,5 % des stations services. Avec leur résidus lourds de distillation les pétroliers sont une concurrence sérieuse au charbon. En 1914 dans le monde, les 9/10^e des navires utilisaient le charbon, en 1934, la moitié seulement et cela va aller en disparaissant.

En 1935 L. Kaplan fait à la Société des ingénieurs de l'automobile l'exposé « La situation des carburants » qui est résumé ainsi dans « Le Génie Civil », Tome CVI – n°13, p. 320 :

« Se basant sur la consommation en carburants divers des années précédentes, M. Kaplan en tire des déductions permettant de prévoir comment peut s'établir la consommation dans l'année en cours. Il montre les difficultés que rencontrent les raffineurs devant les nombreuses variétés de produits en présence et propose des solutions limitant ces inconvénients. Il insiste sur les difficultés qui résultent des droits fiscaux formidables que doit supporter l'essence. Ces droits fiscaux étant environ 5 fois plus élevés que le prix d'achat de l'essence brute, il en résulte que toutes les économies pour résulter des complications techniques concernant le raffinage de l'essence ne peuvent produire qu'une diminution infime du prix de vente de l'essence au public. Il montrera aussi les incidences fâcheuses qu'une telle fiscalité présente dans différents domaines. »

- Dans les années 1930 Léon Kaplan appartient au groupe dit X-Crise (Centre polytechnicien d'études économiques", CPEE.) co-lancé à la fin de 1931 par notamment deux camarades de promotion X-1922, André Loizillon X-Mines depuis 1928, alors au groupe Schneider qui construisait des raffineries de pétrole et qui entre lui aussi au groupe Jupiter en 1936 quand il est le trésorier de X-Crise (mobilisé en 1939, prisonnier en Allemagne pendant la guerre, retour à Shell en 1945, président Shell Berre chimie puis vice-présidence Shell française en 1956), et Gérard Bardet (membre de la synarchie par ailleurs à laquelle appartenait J. Bichelonne, J. Benoist-Méchin, P. Baudoin, R. Belin, Y. Bouthillier, aussi J. Branger X1927 dir. de la Caisse

d'avance sur les marchés de l'Etat, E. Deloncle, Y. Chatel, gouv. Général d'Algérie, V. Arrighi, adm. Délégué de la Soc. des phosphates tunisiens, etc.; Lacroix-Riz 2010, p. 35).

Léon Kaplan figure dans le Conseil de X-Crise jusqu'à la déclaration de la guerre en 1939 aux côtés de Gérard Bardet (Secrétaire), André Hannotiaux (X-1929 à EDF après la guerre), Roger Sautereau-Meyer (ingénieur des manufactures de l'Etat), Jacques Branger, Constant, Jean Coutrot et Roland Boris (Dard 1999, p. 325).

C'est un mouvement de réaction d'une jeune élite suite à la crise. On dénonce le libéralisme à tout crin mais dans un refus absolu du communisme. La planification est dans l'air. CPEE organise des conférences-débats, a un bulletin, imprime des documents. En 1933 le Président est Roland Boris, Gérard Bardet, Secrétaire général. Charles Rist y fait un exposé en 1935. Une partie d'entre eux appartient à la Synarchie qu'on va retrouver dans le régime de Vichy, il y aura aussi une petite fraction résistante.

Collombat et Servenay (2014) : « Si à ses débuts, en 1931, le groupe ne comprenait qu'une vingtaine de membres, il en compte plus de 1 000 quatre ans plus tard... édite les comptes rendus des conférences et des confrontations qu'il organise, dans X-crise, le bulletin du CPEE, où le tarif de publicité pour une pleine page s'élève à 1 200 francs. Les principaux et **fidèles annonceurs sont la compagnie pétrolière Shell, Renault, la société Air France (créée en 1933) ou Latil...** Il existe trois types d'adhérents à X-Crise : ceux qui sont issus de Polytechnique, ceux qui ne le sont pas et enfin les groupements, comités et autres sociétés qui y adhèrent en tant qu'entités. Dans cette dernière catégorie, le groupe bénéficie de parrainages prestigieux comme ceux de la banque Séligman, du Comité général des assurances, des **Établissements Kuhlmann**, de Poliet et Chausson, d'Imperial Chemical Industries ou encore des Hauts Fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson... **le président des usines Kuhlmann René-Paul Duchemin** – également président jusqu'en août 1936 de la Confédération générale de la production française (CGPF), ancêtre du CNPF, et ardent partisan de la collaboration économique sous l'Occupation... Le groupe agit en fait comme un aiguillon et une école de pensée. ». Jacques Lemaigre-Dubreuil (directeur-proprétaire des huiles Lesieur et synarque) est un administrateur adjoint de la Royal Dutch en France (Lacroix-Riz 2010, p. 246).

▪ A la fin des années 1930 Léon Kaplan est dans les principaux responsables de la Chambre syndicale du pétrole. C'est ainsi que lorsque Kuhlmann cherche à utiliser le circuit de commercialisation des pétroliers pour l'essence synthétique (à partir du gaz de cokeries) que le gouvernement lui a demandé de fabriquer pour raisons stratégiques (et exempt de taxes pour contrecarrer son prix haut) il se trouve en face de L. Kaplan qui est le porte-parole du groupement des pétroliers. E. Hirsch de Kuhlmann rapporte (1988, p. 78) : « Ceux-ci prétendaient nous faire passer sous leurs fourches caudines et nous ne pûmes nous entendre, mais j'avais apprécié à leur juste valeur le caractère de Kaplan et ses qualités de négociateur. ». De fait ces deux dirigeants techniques de grosses sociétés, E. Hirsch et L. Kaplan ne perdront plus le contact.

▪ Vient la guerre et la défaite-éclair. Lacroix-Riz (2013, p. 380) :

« A l'apogée de la victoire, les industriels allemands von Klass et Römer, commissaire-gérants (Verwalter) des deux sociétés du "groupe anglo-hollandais" Jupiter, "contrôlé par le groupe Royal-Dutch-Shell" (43 % du capital hollandais, 43 % anglais, 14 % "à des actionnaires français juifs" et la Société générale des huiles de pétrole (SGHP), filiale de l'anglo-Iranien (BP), affichèrent les appétits pétroliers du Reich. Ils n'ont "encore fait qu'un usage modéré, en pratique, des pouvoirs extrêmement étendus que leur confère leur acte de nomination", nota Couve de Murville le 18 juin 1941 : "M. Von Klass a expressément fait savoir au CA de la société Jupiter qu'il confirmait les pouvoirs des administrateurs et directeurs de l'entreprise, à l'exception des juifs... : M. Kaplan, directeur de la société et animateur de l'affaire a été purement et simplement révoqué." (en réalité "deux des collaborateurs israélites" du président du CA Albert Brylinski l'avaient été, Kaplan et Vidal). "M. Römer a écrit dans le même sens à chacun des dirigeants de la Société générale des huiles de pétrole" ».

Une partie des X-Crise a collaboré à des hauts postes du régime de Vichy qui permettait certaines transformations qu'ils souhaitaient (les décisions aux technocrates) : R. Gibrat (à l'électricité puis aux transports sous Pétain, il passera à la construction de réacteurs nucléaires pour le CEA après la guerre), Pierre Pucheu 2^e ministre de la production industrielle de Vichy en a été, Gérard Bardet est Directeur du centre d'information interprofessionnelle créé en 1941 (Margairaz et Rouso 1992 p. 339), il est administrateur des établ. Japy-frères [société du groupe Worms, P. Pucheu étant un autre administrateur] depuis 1941 et mentionné comme "président des patrons métallurgistes de la région parisienne" lors de la Charte du travail fin 1941 (Lacroix-Riz 2013, p. 600) et Secrétaire général du Conseil supérieur de l'économie industrielle et commerciale en 1943 (il est par ex. rapporteur d'une commission sur l'urbanisme aux journées du Mont-Dore du 16 au 23 sept.

1943, journées aux recommandations typiquement racistes-pétainistes ; Cohen 2004). D'autres encore, Alfred Sauvy à la statistique, Jean Coutrot à l'organisation scientifique du travail.

Léon Kaplan bien que démis de son poste est resté à Paris. Sabin (1991, p. 114) rapporte de Mme Kaplan que prévenu via Gérard Bardet, il a du fuir à travers la ligne de démarcation en 1942 pour rejoindre Marseille et de là chercher à traverser pour Alger. C'est que en août 1942 éclate l'affaire de la Synarchie suite à un numéro de *L'Appel* du 21 sur le sujet. Pierre Pucheu, furieux, directement avec la section de la gestapo du "4 square Rapp" chargée de la surveillance des associations secrètes (court-circuitant la police française) font des perquisitions chez, par ex., Gérard Bardet et Jacques Branger, domicile et divers lieux de travail dont le *Centre des X*, même chez sa maitresse pour J. Branger, non pas sur les personnes mais pour la confiscation de documents embarqués en vrac (et disparus à jamais, témoignant certainement de liens avec un grand groupe allemand). Il est probable que dans cette soudaine affaire de règlements internes au coup suivant imprévisible, L. Kaplan, lui seulement du groupe X-Crise, risquait par contre gros sur sa personne en tant que juif (Lacroix-Riz 2010, p. 34-39).

▪ A la mi-1943 L. Kaplan est à Alger puisque E. Hirsh écrit (1988 p. 78) : « *Les principaux collaborateurs de Monnet lors de mon arrivée étaient Gandilhon... Sarrut... Je ne tardai pas à **adjoindre à l'équipe Léon Kaplan**. J'avais fait sa connaissance... essence synthétique...* ». Or c'est en juillet 1943 que E. Hirsch a joint l'administration française en train de se mettre en place à Alger.

Il n'y a été que fort peu de temps. L. Kaplan avait rejoint les USA puisque J. Monnet écrit (1976) : "**Je m'en remettais aussi à l'activité organisatrice infatigable de Léon Kaplan que j'avais été heureux de retrouver à Washington...** Il allait jouer, en fait, un rôle important dans le relèvement industriel de la France." Or J. Monnet lui a rejoint les USA en nov. 1943.

Mais l'activité de L. Kaplan n'est pas bornée à une place. Courrir d'ici à là faisait visiblement partie de son job puisque E. Hirsh écrit que lorsqu'il arrive à Londres, et c'est quelque part entre février et juin 1944 (1988, p. 82) : « *Un petit état-major m'attendait, avec Champion et Kaplan* ». Puis le 06 septembre 1944 à Londres (1988, p. 84) : « *A l'aéroport j'ai retrouvé Léon Kaplan qui m'a pris en charge jusqu'à ce qu'il ait pu me confier à Paris à mon beau-frère François Saglier* » (E. Hirsch venait d'apprendre que ses parents ont été pris et déportés en juillet 1944).

Puis, dans Cazenave (2011 p. 59-60) :

« *En septembre 1944, Félix Gaillard rejoint donc Monnet à Washington... Léon Kaplan, spécialiste des questions énergétiques... anime la mission pour le compte de Monnet. A la demande de ce dernier, Kaplan assure la formation de Félix qui étonne par sa jeunesse et ses attitudes désinvoltes. « Très doué mais extrêmement dilettante, se souvient M^{me} Kaplan, il avait conquis Jean Monnet qui avait tout de suite demandé à mon mari de le prendre en mains, par exemple de lui faire renoncer à aller faire de la natation au moment du déjeuner et de revenir les cheveux mouillés à son bureau »... Il faut, en effet... établir un nouvel état des lieux des besoins, négocier avec des entreprises privées et avec l'Import-Export Bank... acheter pour cent trente milliards de francs en un temps très court. Il faut sérier les urgences, négocier les prix, conclure les marchés dans un contexte de concurrence acharnée où vingt autres pays sont en compétition...*».

Finalement c'est L. Kaplan qui dirige seul, en août 1945, Monnet (1976) :

le « **French Supply Council** que je pus laisser bientôt à la sûre **direction de Léon Kaplan** ».

Retour à Paris. Les premiers mois de 1946 alors que l'autodidacte J. Monnet a obtenu du gl. C. de Gaulle la charge d'établir le Plan, il écrit (1976), « *former une équipe nouvelle, des collaborateurs éprouvés comme Pierre Denis, Roger Auboin et Léon Kaplan.* » mais « *Ils repartirent bientôt, et je restai avec Marjolin et Hirsch...* ». Car en 1946 L. Kaplan a retrouvé son poste d'Assistant General Manager à Shell (il semble qu'il était considéré comme tel aux USA en 1945 selon le texte de *la Jaune et la Rouge* sur André Bernard qui deviendra l'assistant de L. Kaplan puis lui succèdera). La S.A. Jupiter est dans l'immeuble Shell, 42 rue Washington Paris 8ème.

Le fonctionnaire X-Mines Pierre Guillaumat est nommé Directeur des carburants et Président du *Bureau de Recherche de Pétrole* après la guerre. Or jusque là il n'a été qu'aux mines solides, charbon, phosphates, fer dans l'étroit contexte autoritaire colonial français. « ... *Pierre Guillaumat, initié au monde international du pétrole par Louis (sic) Kaplan de la Shell...* » écrit Ragon-Delmond (2004 p. 19).

En 1947 est créée la *Compagnie de raffinage Shell Berre*, par le groupe Shell et une filiale du groupe St Gobain "*La compagnie des produits Chimiques et Raffinage de Berre* qui apporte sa raffinerie de Berre (Bouches du Rhône).

A ce moment E. Hirsch qui est au Plan, fait encore appel à L. Kaplan. En juin 1947 le Secretary of State (gl.) George C. Marshall annonce un plan d'aide globale à l'Europe mais qui devra se faire via un Comité groupant les pays récipiendaires. Se met alors en place l'OECE (fin 1947-48). Hirsh (1988 p. 100) : « *J'ai participé à ses premiers travaux... j'avais fait venir Léon Kaplan. Nous avons esquissé le bilan de ce que nous pouvions faire dans un intérêt commun, notamment en matière d'énergie et d'agriculture... Cela a été sans suite...* ».

En 1948 la *Société des Pétrole Jupiter* devient la *Shell Française*. Elle ne possède alors que deux tankers de 16 600 tonnes, le *Junon* et le *Minerve*. Elle est autonome par rapport à Shell international.

L'activité pétrochimique de Shell en France commence en 1949, une partie en propre avec *Shell Chimie*, une partie en association avec St Gobain, *Shell Saint-Gobain*.

Une compagnie mixte Shell 65 % et le BRP 35 %, la *Compagnie des Pétroles de Tunisie*, est montée en 1949.

La *Compagnie Maritime Shell* est créée en 1951, c'est la filiale de transport de *Shell Française*. Léon Kaplan en est Président (inauguration du pétrolier Isocardia en mars 1955 aux chantiers de Penhouët, *Le Monde* 28/03/55).

Léon Kaplan est le directeur-général adjoint de la Shell-France de 1951 à 1963. Le magazine l'Express en 1953 le donne comme "Directeur", qu'il met dans la liste des 100, et auquel il attribue un : « *Seigneur de la société technique, symbolise l'effort de transition du capitalisme du début du siècle vers l'ère des managers* ».

Vers 1952-53 est formée la CREPS, *Cie de Recherche et d'Exploitation de Pétrole au Sahara* au sein de laquelle sont associés la RAP (54 %), la Shell Royal Dutsch (35 %), le BRP (4,5 %), SN REPAL (4,87 %) et la Société financière des Pétroles (1,63 %). En janvier 1956 la CREPS trouve le gisement de gaz de Edjeleh, à la frontière tunisienne (Carré de Malberg 2014, notes p. 302).

En 1956, les compagnies Shell et Shell Berre, en France, emploient 11 417 personnes et en 1958 sa flotte est de 16 pétroliers qui représentent 224 000 tonnes et elle affrète un autre 226 000 tonnes.

Dans les années 1950 Shell Française implante de nombreuses stations-service sur routes et autoroutes et débute une véritable saga publicitaire : signalétique en tôle émaillée pour garages, guides et cartes routières, posters, jeux et planches de découpage, porte-clés, pin's, camions, voitures miniatures, trains et autres jouets publicitaires sont fabriqués aux couleurs de Shell (« *C'est Shell que j'aime !* »). Shell Française sera renommé Shell France.

En 1960 est créé la raffinerie d'Alger dans laquelle toutes les cie de la zone ont des parts, 18 % pour Shell Algérie. Outre la CREPS où elle n'était pas majoritaire, la Shell avait établi la CPA, la Compagnie des Pétroles d'Algérie où elle était majoritaire et dont Léon Kaplan est Président de 1960 à 1963.

Léon Kaplan est également Président des compagnies Rhénanes du raffinage de 1959 à 1963.

▪ En 1963, suite au décret du 27 février qu'il juge punitif (contingent d'importation, contrôle de l'Etat sur l'activité des sociétés privées soumettant à autorisation ce qui est prérogative de la direction) Léon Kaplan démissionne de ses fonctions de vice-président à la Shell française et de tous les autres postes de direction qu'il occupe dans les différentes sociétés Shell et Shell-Berre en France. « Il reste quinze mois à M. Kaplan avant d'atteindre l'âge de soixante ans fixé pour la retraite. Il consacrera pendant ce temps son activité au groupe International Royal-Dutch Shell... il restera administrateur de la Shell française. » (*Le Monde* 06/06/1963).

▪ Le 15 avril 1965 la Société d'Etudes de l'aérotrain, S.E.A était créée avec Léon B. Kaplan pour Président Directeur général. Elle a 550 employés. En mauvaise santé il démissionne de la présidence 1971, qui passe à Jean Bertin (X-sup-aéro a travaillé à la SNECMA, le concepteur de l'aérotrain, brevet du 26 juin 1962).

A-4. Robert Marjolin

(1911- 1986)

“*Marjolin... est un des rares Français qui se soit élevé très haut dans la société sans avoir suivi des études secondaires ni passé son baccalauréat. Obligé de gagner sa vie encore jeune, commis dans une firme de bourse, il utilisa les épargnes qu'il avait pu faire pour reprendre des études. Le diplôme de l'École pratique des Hautes Études [mémoire sur les famines consécutives à la chute de Napoléon] lui donna l'équivalence du baccalauréat. Remarqué par C. Bouglé et Charles Rist...* » (Aron 2010, p. 144).

Charles Rist (1874-1955) professeur à la Faculté de Droit de Paris est l'un des économistes les plus en vue de sa génération. Un représentant du *Laura Spelman Rockefeller Memorial*, LSRM, une des multiples organisations

mises sur pied par John D. Rockefeller (créé en 1918, qui fusionnera avec la Foundation Rockefeller en 1928) vient le voir à Paris. C. Rist devient *advisor* de la LSRM pour la France. La LSRM cherche à influencer la *sociologie* en Europe, sachant qu'ils ont des moyens à y attribuer. C. Rist défend l'idée d'un Institut de Sciences sociales, instaurant des méthodes scientifiques (à l'action économique) indépendant de l'Université.

En 1926 et jusqu'en 1929 C. Rist est nommé gouverneur de la Banque de France et conduit alors parallèlement une carrière d'expert financier (Roumanie...) qui l'éloigne de l'enseignement. Mais il reste *advisor* et entre 1924 et 1931, C. Rist a pu envoyer 19 *fellows* (bourse Rockefeller 2 ans aux USA). Au printemps 1931 deux seulement ont entamé à cette date une carrière académique en France ce qui déçoit les *officers* de la Fondation... Ils basculeront alors vers l'École Normale Supérieure pour les *fellows*.

Car il y a le CDS Centre de Documentation Sociale de l'École Nationale Supérieure de Celestin Bouglé (Directeur de l'ENS, décédé en 1940) qui devient un autre rouage essentiel de la collaboration Rockefeller (qui a été fréquenté par Raymond Aron que R. Marjolin côtoyait depuis 1934 et Pierre Uri).

En décembre 1933 C. Rist obtient son institut, l'ISRES, Institut Scientifique de recherche Économique et Sociales. La Foundation **Rockefeller** lui a attribué pour cela \$ 350 000 sur sept ans ce qui représente la **quasi-totalité de son budget**. Au même moment la Foundation donne plus de \$ 2 millions à la *London School of Economic*, LSE, ce qui vaudra à cette dernière le surnom de « Rockefeller baby ». Les deux institutions acquièrent une réputation mondiale et leur influence s'étend au-delà des frontières européennes (Wilson 2015). L'université catholique de Louvain en Belgique (Léon Dupriez) reçoit également du financement Rockefeller mais pas plus de 25 % de son budget.

Le site de l'Académie des Sciences Morales et Politiques indique que C. Rist outre qu'il fut Sous-gouverneur de la Banque de France de 1926 à 1929, a été administrateur du Canal de Suez ainsi que de la Banque de Paris et des Pays-Bas

C. Bouglé obtient « *une fellowship pour R. Marjolin, membre non normalien du CDS, qui part en 1932 pour un an à l'université Yale. Ce jeune autodidacte, qui se destinait à la philosophie, arrive en plein début du New Deal, à l'étude duquel il consacra une partie importante de son séjour.* » (Tournès 2008).

A la Yale University : « *pour y étudier en collaboration avec des diplômés de vingt pays les problèmes de l'individualité et s'initier aux méthodes de la sociologie américaine* ». Il en profite pour se renseigner sur le syndicalisme américain et fait un DEA sur ce sujet au Centre de documentation sociale de l'École Normale supérieure, et qu'il présente à la Sorbonne.

« *à partir de 1934, R. Marjolin et P. Schwob passent du CDS à l'ISRES [cf. C. Rist ci-dessus], où ils deviennent attachés de recherches à plein-temps jusqu'en 1939 et donc ils constituent les chevilles ouvrières.* » (Tournès 2008).

Sur cette période de l'entre deux guerres la Foundation Rockefeller paye en France ~ 60 % des budgets sur tout ce qu'ils appellent social-sciences humaines, plus que le budget public. Qui plus est l'argent ministériel paye les salaires et les frais de fonctionnement alors que la recherche, ses sujets, est quasi intégralement payée et orientée par Rockefeller. Revues et livres qui sortent alors sont tous marqué par l'orientation Rockefeller (on épluche les gens..., les ouvriers, les colonisés berbères, le Maroc, les arabes, la Syrie..., les femmes, le milieu agricole..., le chômage..., avec une méthodologie d'enquêtes et de statistiques). Ce que voulait cette élite américaine dans les années 30, c'était une recherche expérimentale, comme en sciences, et qu'il y ait du concret qui serve aux décideurs.

« *La mécanique Rockefeller, liant bien-être matériel et influences sur les orientations intellectuelle, est redoutable. On la sent indirectement à l'œuvre chez Marjolin lorsqu'il fait état du confort acquis grâce à son entrée à l'Institut de Charles Rist.* » (Wilson 2015).

A la fin des années 1920, R. Marjolin était partisan du planisme du belge socialiste Henri de Man (non marxiste, de Man a été 2 fois aux USA). Il fait alors partie d'un groupe de 11 jeunes intellectuels socialistes, avec C. Levi-Strauss, G. Lefranc..., qui ont publié collectivement après les élections de 1932 un livre, « La Révolution constructive » (Jackson 2002 p. 143). « *A partir de 1934, la page économique de Le Populaire, était dans les mains de Robert Marjolin (sous le pseudonyme de Marc Joubert), 24 ans, qui travaillait aussi pour l'Institut de Recherches Économiques et Sociales de Charles Rist. Récemment revenu d'un an dans l'Amérique de Roosevelt... les écrivains socialistes suivait de très près le cours du New Deal : Les Expériences Roosevelt de Robert Marjolin est apparu en 1934.* » (Jackson 2002 p. 36, 113).

R. Marjolin écrit en 1936 : "L'évolution du syndicalisme aux États-Unis : De Washington à Roosevelt", publi. École Normale Supérieure.

R. Marjolin s'écarte du socialisme dans ces années 1930. R. Aron rapporte que en 1936 leurs sentiments ne s'accordaient avec les projets de aucun des deux camps (R. Marjolin envoie néanmoins des notes à Léon Blum mais il défend maintenant le point de vue de Paul Reynaud).

Été 1936 : « Dupriez [Univ. de Louvain] prend l'initiative de proposer à Rist une coordination plus poussée des activités des instituts de conjoncture qui serait rendue possible grâce au soutien logistique de la Fondation Rockefeller (...) le nouveau « Comité permanent » tient sa première réunion en novembre 1936. Charles Rist en accepte la présidence et Dupriez en devient l'un des quatre membres. Robert Marjolin est désigné comme secrétaire et exerce cette fonction à partir de janvier 1937. Ce comité a pour objectif de sélectionner des projets d'enquêtes internationales sur base de propositions des différents instituts. » (Wilson 2015).

En 1937 R. Marjolin se convainc que le socialisme ne mène qu'à l'isolement national, au contrôle des changes. A. Lacroix-Riz (2010, p. 252-3) a relevé dans les archives son nom comme rapporteur "Réel. Econ." [réalisation économique ?] dans le tableau du 17 avril 1937 de la société secrète France 1950 (ou F. 1950)... but apparent était l'étude des améliorations à apporter [...] aux institutions politiques françaises. Son but secret était la critique des institutions républicaines ; la réforme de ces institutions dans un sens fasciste sous couleur d'études « objectives ». » [la société F 1950, ce n'est probablement pas le cas de ce jeune expert-intellectuel surtout pragmatique dont cette société a pu avoir des services].

Du 26 au 30 août 1938, avec R. Aron il est au colloque Walter Lippman à Paris, conclave prestigieux, qui a réuni F. von Hayek, J. Rueff, L. Von Mises, W. Röpke, M. Polanyi..., qui traçait le chemin vers la *Mont Pelerin Society* (fondée 1947). Ce colloque est considéré comme l'acte fondateur de l'offensive libérale dans le monde.

Wilson (2015) : « Juste avant d'être mobilisé (26 août 1939), à l'époque où il prépare ses examens de doctorat, Robert Marjolin... » rencontre Triffin et Uri.

Lors de la drôle de guerre R. Marjolin qui a 29 ans raconte dans sa biographie ("Le travail d'une vie") : « « Les semaines, les mois passaient, je m'ennuyais prodigieusement. Quand **Jean Monnet, que je ne connaissais pas, me demanda, par l'intermédiaire d'un vieil ami à moi, Roger Truphil [Pdg du Groupement de la construction navale = recherche de financement] de venir le rejoindre à Londres, j'hésitai quelques jours puis acceptai. Le 10 mai 1940 je fus nommé statisticien auprès du Comité de Coordination franco-anglais, et en même temps promu au grade de sous-lieutenant. »**. A ce moment J. Monnet est au service de E. Daladier.

R. Marjolin était à Londres en Avril 1940 mais deux mois plus tard le Comité n'a plus lieu d'être et J. Monnet disparaît aux USA avec une mission personnelle. R. Marjolin n'est pas plus intéressé par le gl. de Gaulle que ne l'est R. Mayer.

C'est le moment où il passe sa thèse, donc dans Paris occupé : « En 1934 il entreprend une thèse d'économie dans le sillage de F. Simiand... sa **thèse soutenue en 1941** »... évolution individuelle reflète celle des travaux de l'ISRES dans leur ensemble, en particulier l'enquête sur le chômage... ». Et on a :

- Marjolin, R. 1941, "Prix, monnaie et production. Essais sur les mouvements économiques de longue durée", thèse de doctorat en droit/économie politique, Paris. Elle est publiée, PUF, la même année avec une préface de Charles Rist.
- Letellier, G., Marjolin, R. et al. Enquête sur le chômage, Vol. 2: Les chômeurs à Paris, Lyon, Mulhouse d'après les fiches des fonds de chômage, Paris 1941.

En même temps il est chef de cabinet de Emmanuel Mönick au Maroc (Vichyste alors). Il est avec Mönick impliqué dans des négociations avec R. Murphy pour de l'aide alimentaire au Maroc. Il fait une mission économique en Espagne.

Emmanuel Mönick (1893-1983) a fait toute la 1^{ère} guerre au front, finit capitaine. Licencié, lettres-droit, sciencesPo, inspecteur des finances 1920 (17^e/17 à la deuxième tentative). Il fait des tournées pendant 8 ans. Finalement en 1930 il succède à Lacour-Gayet comme attaché financier aux USA, à New York. Il s'entend bien avec Edouard Herriot (c'est par lui que Mönick a été choisi par L. Blum en 1936 pour mission secrète). En 1934 il succède à Jacques Rueff comme attaché financier à Londres (jusqu'en 1940). Il est contre la politique économique de Laval en 1935. « Mais en juin 1940, de Londres toujours, et pas plus que Jean Monnet il ne réussit à convaincre les leaders de la 3^e république de se replier en Afrique du Nord. ». Il est Secrétaire Général auprès du Gl. Noguès (ce dernier qui est resté fidèle au Maréchal) du 21 août 1940 au 26 août 1941. Il a eu des contacts avec Robert Murphy pour des fournitures nécessaires pour le Maroc puis l'Afrique du Nord. Il sera président de la banque de Paris et des Pays-bas de 1950 à 1961.

R. Aron qui était alors à Londres raconte (2010 p. 255) : « Robert Marjolin était revenu en 1941, après que Emmanuel Mönick, dont il avait été le chef de cabinet au Maroc, eut été rappelé en France sur 1^{re} exigence

des Allemands. » ; (p. 236) : « six mois, le deuxième semestre de 1941. Robert Marjolin collabora régulièrement à la revue pendant cette période. Il la quitta, avec les meilleures raisons, après la crise Muselier. (R. Marjolin se trouvait à l'état-major de l'amiral.) ». Il s'agit de « France libre », revue non gaulliste (voir anti-gaulliste) d'intellectuels français à Londres. La crise dont il s'agit est lorsque l'amiral Muselier (l'unique amiral français qui a refusé de capituler), après avoir dans le froid du 24 déc. 1941 surpris St Pierre et Miquelon pour y mettre une autorité gaulliste, après son retour à Londres en mars 1942, poussé par A. Labarthe (anti-gaulliste) a voulu changer le fonctionnement du Comité (gaulliste). Cela a tourné au vinaigre et (p. 250) : « Cette rupture n'aurait peut-être pas été définitive si l'amiral Muselier et André Labarthe n'avaient gagné l'Afrique du Nord pour se mettre aux ordres du général Giraud. » (H. Giraud est amené par les alliés à Alger le 09 nov. 1942, et J. Monnet arrive des USA à Alger le 27 fév. 43). R. Marjolin aussi arrive à Alger.

Monnet écrit (1976), c'est mi 1943 : « C'était en fait toute la politique de reconstruction du pays qui était en jeu... je devrais poser les bases pour des accords directs entre la France et les États-Unis. Cet avenir, nous nous en préoccupions activement depuis l'été, au sein d'un petit groupe « informel »... Nous nous réunissions, avec René Mayer, Robert Marjolin et Hervé Alphand... »

- Le Comité encore bicéphale Giraud-de Gaulle à Alger a délégué, muni des pleins pouvoirs, Jean Monnet pour le UNRRA : prévision de l'aide économique-matérielle pour l'Europe qu'il fallait mettre en place aux USA. Comme mentionné ci-dessus Monnet, Mayer, Majolin, Alphan en discutaient déjà entre eux à Alger. Puis, écrit Monnet (1976) : « La présence active de Marjolin à Washington, de Hirsch à Londres, d'Alphand à Paris, garantissait que tout ce qui dépendait de l'autorité administrative ou du pouvoir politique . » R. Marjolin a donc suivi J. Monnet aux USA (qui y est parti en nov. 1943).

- Paris est libéré en août 1944. En 1944, donc à l'automne, R. Marjolin devient Directeur de la Direction des Relations Économiques Extérieures, DREE (Warlouzet 2011, p. 340). L'économiste Pierre Perroux (voir ci-dessous sous P. Uri) venait d'y créer l'ISEA, Institut de Sciences Économiques appliquées, installé dans les locaux de la Fondation Carnegie près de Saint-Germain-des-près. Soutenu par quelques amis de la Banque de France, de la Caisse des dépôts et consignation, il y recrute alors du beau monde économique, comme le Président de SciencesPo André Siegfried, et Robert Marjolin est coopté dans le haut Conseil scientifique (Wilson 2015).

Il obtient l'agrégation d'économie politique en 1945.

- 1945, Monnet (1976) : « en novembre, je revins à Paris où je rassemblai ma fidèle équipe dans quelques chambres de l'hôtel Bristol. Là, avec Marjolin, Hirsch et Gaillard, nous réfléchîmes aux moyens de faire de la France un pays moderne... En réalité, sans la grande compétence économique et technique de Marjolin et de Hirsch, j'aurais eu de la peine à identifier avec autant de certitude les secteurs qui déterminent les autres... (...) Marjolin avait à peine trente-cinq ans et paraissait un grand étudiant épris d'idées générales... Avec le titre de commissaire général adjoint, il imaginait l'économie générale du plan... (...) L'année 1946 fut celle de l'élaboration des grands programmes... Hirsch et Marjolin réunissaient les rapporteurs, confrontaient leurs propositions... »

- Interview de R. Marjolin (en nov. 81) : « Mon rôle, au fond, était de concevoir la chose d'une façon économique. Monnet était avant tout le politique. Je me rappelle par exemple clairement que, quand nous nous sommes réunis au début de 1946 pour essayer de concevoir le premier plan, nous avons eu une discussion et l'on ne savait pas très bien alors comment monter cette mécanique. Finalement j'ai eu l'idée, que Monnet a accepté, de donner comme objectif pour le premier plan d'abord le retour à la production de 1929 et puis ensuite, si mes souvenirs sont bons, un dépassement de 25 %. Ce fut l'armature autour de laquelle on a construit le premier plan. »

- L'**OEEC**, Organisation Européenne de Coopération Économique, est créée le 16 avril 1948, basée à Paris, Boulevard St Germain. Parce que pour l'attribution des fonds du plan Marschall à la grande Europe (incluant la Grande Bretagne, la Grèce, la Norvège, la Suisse, le Danemark, la Suède, l'Autriche, le Portugal...) les américains exigeaient une organisation ordonnée. C'était pour éviter des remous sociaux et la montée du communisme déjà puissant en Italie et en France qu'il semblait urgent d'apporter un aide.

Monnet (1976) : « ... programme mis en chantier par le Comité de coopération installé à Paris et pour lequel Marjolin nous quitta... (...) Quand Robert Marjolin fut désigné en 1948 par les seize pays secrétaire général de l'Organisation commune qu'il avait contribué à mettre en place... ». Le Président de l'OEEC est le baron Jean-charles Snoy et le Secrétariat général est placé sous la direction de Robert Marjolin qui a deux assistants : Harry Lintott et Guido Colonna. Les trois, avec des américains, allaient souvent chez P. Calvet.

- Guido Colonna, Dr. en droit de Naples, carrière diplomatique à partir de 1933; oct. 1947 à mars 1948, secrétaire général de la délégation italienne pour les négociations du plan Marshall, puis secrétaire général adjoint de l'OECE du 10 mai 1948 à juillet 1956,
- Harry Lintott, ex-mathématicien,
- Pierre Calvet, Inspecteur des finances (promo 1933) qui a été directeur de cabinet de Mönick.

Leur correspondant de l'autre côté de l'Atlantique à Washington pour ce plan Marshall est l'ECA, *Economic Cooperation Administration*, fondée en même temps, avec Paul G. Hoffman comme Chief administrator.

Le Secrétariat présidait la distribution de l'aide Marshall et la suppression des restrictions quantitatives d'imports entre les pays d'Europe occidentale selon le code de libéralisation de l'OECE (renommé OCDE sans changement en 1972).

▪ A. Lacroix-Riz (2010 p. 600) a croisé dans les archives que : « *Robert Marjolin... devenu dans les années 1950 « un des conseillers les plus écoutés des dirigeants [...] de la Banque Lazard Frères et Cie » : n'y exerçant aucune fonction officielle* », il assurait ses négociations avec les banques américaines (Fichier : RG 25 février 1957, GA, B 12, Banque Lazard APP). »

▪ R. Marjolin quitte l'OECE en 1955. Il obtient un poste d'enseignant d'Économie à l'Université de Nancy (jusqu'en 1958 ?) et moins d'un an après entre dans le cabinet du ministre des affaires étrangères Christian Pineau, de 1956 à 1958. Parallèlement il est au Comité d'action pour les États-Unis d'Europe de J. Monnet (lobbying) qui écrit (1976) : « *Le Comité aurait les conseillers les plus capables de leur génération, tels Marjolin et Uri, Triffin et Carli..., ils trouvaient dans notre action une chance de voir aboutir plus vite les idées qu'ils poussaient au sein leurs organismes respectifs.* »

Pendant toute l'approche qui a abouti à Euratom et la CEE, R. Marjolin était à la fois dans le Comité de lobbying animé par J. Monnet et en poste dans l'exécutif (Monnet (1976) : « *L'équipe française était constituée avec un exceptionnel bonheur : Marjolin auprès de Pineau...* »). *Un des Vice président de la délégation française, pour les questions économiques, R. Marjolin épaula Maurice Faure le Président au cours des négociations de Val Duchesse. R. Marjolin visait un marché commun avec circulation libres des biens et des services. Ses modèles étaient les États-Unis ou, plus proche, le Benelux. Les grosses entreprises françaises ont une connaissance concrète unique des problèmes. Renault est dirigé à l'époque par Pierre Dreyfus, proche de Robert Marjolin depuis les années 30. La correspondance avec l'administration s'effectue par l'intermédiaire du directeur des relations extérieures de Renault, Maurice Bosquet, lui-même ancien fonctionnaire de l'OECE au moment où Marjolin en était le secrétaire général.* » (et qui a servi Vichy; Warlouzet 2011, p. 56).

▪ Robert Marjolin devient vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne en 1958, poste qu'il occupe jusqu'en 1967.

En 1984, il prend le siège de Edmond Giscard d'Estaing à l'Académie des Sciences Morales et politiques.

A-5. René Mayer

(1895-1972)

("René Mayer" par Denise Mayer, PUF, Assemblée Nation., [là](#), etc.)

Parisien, fils et petit-fils de rabin, il est cousin par sa mère à la famille Rothschild. Et comme son père est mort lorsqu'il avait 2 ans il est élevé par sa mère et sa grand mère maternelle; lycée Carnot puis lettres/droit (et suit les cours de Sciences Po). Il est mobilisé à la guerre, sous-lieutenant au front puis instructeur. Conseil d'Etat après la guerre en 1919, emplois dans des cabinets gouvernementaux à partir de 1924. Deux mois après sa démobilisation il réussit le concours d'entrée au Conseil d'Etat (dec. 1919) et entame une carrière de haut fonctionnaire au Conseil d'Etat.

Il donne des cours de préparation au Conseil d'Etat à l'institut d'études politiques.

Il participe à trois cabinets ministériels en 1924-1926 : chef de cabinet de Bovier-La-pierre, ministre des pensions, puis chef adjoint du cabinet de Pierre Laval, ministre des travaux publics dans le gouvernement Painlevé en 1925, enfin chef de cabinet d'Aimé Berthod, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, spécialement chargé des questions d'Alsace-Lorraine. Il se spécialise alors dans le secteur des transports. Il est administrateur du port autonome de Strasbourg de 1924 à 1928,

« ... « *Comité franco-allemand d'information et de documentation* » (CFAID) basé au Luxembourg, sur l'initiative de Mayrisch, président de l'Arbed. Le CFAID fut constitué en 1926, dès la phase dite de réconciliation qui a accompagné la constitution du cartel de l'acier. Parmi les fondateurs, on a les Schneider, les Laurent, Peyerimhoff, du Comité des Houillères, Duchemin, président de Kuhlmann et de la

CGPF, Wladimir d'Ormesson, Schlumberger et d'autres... (...) ... Les premiers accords de cartelisation du charbon, les Accords de Importscharstrassburg, furent négociés par René Mayer de Rothschild et, en 1928 est créée la Compagnie générale charbonnière, société mixte franco-allemande. » (Lacroix-Riz 2006)

Vers 1928 il est membre français à la SDN pour arbitrage sur les réseaux de chemins de fer démembrés,

Ayant quitté le Conseil d'Etat, il est administrateur de la banque Rothschild Frères, est nommé administrateur puis vice-président de la Cie de chemins de fer du Nord (son cousin Edouard de Rothschild étant président), et aussi espagnols (Rothschild y étant également gros actionnaire). Il rentre dans d'autres conseils d'administration, comme les affaires d'électricité du groupe d'Albert Petsche et d'Ernest Mercier.

En 1932 André Tardieu le charge de réorganiser les finances de la Compagnie internationale des Wagons-lits dont R. Mayer devient Président.

En 1933 il est chargé par P. Cot de créer Air France dont R. Mayer devient un des administrateurs de 1933 à 1940.

Il a un rôle dans la création de la SNCF avec le ministre Radical Henri Queuille et Raoul Dautry.

A l'automne 1939 il est envoyé par R. Dautry nommé ministre de l'armement par E. Daladier, directeur de la mission française de l'armement à Londres. Là il cotoie celle différente de J. Monnet et R. Pleven. Il y a alors beaucoup d'aller-retour Londres-Paris.

R. Mayer, choisissant de tourner le dos à la France Libre (il croise par ex. E. Hirsch qui lui cherchait au contraire à rejoindre le gl. C. de Gaulle) dissout sa mission en juillet 1940 et part à Montréal (probablement pour éviter d'être retenu par les anglais au vu des informations militaires dont il avait connaissance) pour revenir illico à Vichy se faire démobiliser.

Les lois raciales font qu'il ne peut plus être au gouvernement. Disposant d'une carte de circulation, car il reste au CA de la Cie des Wagons-lits et aux chemins de fer espagnol jusqu'en 1942, il voyage en zone Sud, Lyon, Vichy, Montpellier où est sa famille. C'est qu'il bénéficie d'une certaine protection de Jean Jardin (connu chemin de fer de l'Ouest-SNCF) et Pierre Laval (à un cabinet duquel il a été en 1925).

Suite à l'invasion de la Zone Sud il passe fin 1942 en Espagne où il reste une paire de mois (probablement chez un ami espagnol du CA des Wagons-lit) puis à Alger le 07 mars et rencontre le (col. Linars puis) Gl. H. Giraud qui le nomme secrétaire aux transports (où il se lie d'amitiés durables avec des fonctionnaires du Méditerranée-Niger cher à l'X-mines Jean Berthelot). Il se trouve aussi avec J. Monnet qui vient d'arriver et ils argumentent sur le contenu du fameux discours du 14 mars que devra prononcer le gl. H. Giraud (R. Mayer prévient J. Monnet qui débarque de downtown Washington où on hait de Gaulle que dans l'hexagone la résistance n'écoute que de Gaulle à BBC). Il garde son poste dans le CFLN (avec Maurice Couve de Murville et Jean Monnet ce qui sera critiqué par la résistance) avec les membres duquel ils rentrent en France sur le croiseur le Normandie le 28 août 1944 et, toujours chargé des transports, loge à Paris dans l'appartement ministériel Bd St Germain.

Parallèlement s'étant inscrit au parti radical, il se fait élire maire de Giverny dans l'Eure où il avait une résidence. C. de Gaulle veut que tous ses ministres se présentent aux élections. Parachuté en Charente-Maritime, sous une étiquette radicale pour la première constituante, R. Mayer est battu (dernier) et doit quitter le ministère.

Il va alors se faire élire dans le collège des citoyens français député de Constantine grâce au soutien du alors vieil avocat Pied noir longtemps sénateur et Président du Conseil Général de Constantine Paul Cuttoli, Radical (qui décède en 1949). "Algérie française" et défenseur de l'intérêt des colons R. Mayer y sera réélu (2ème constituante et 2 première législature de la IV^{ème} République, 2 juin 1946 à 1 dec 1955). C'est la zone des massacres de Guelma-Sétif qu'avait eu à gérer son parain, P. Cuttoli, qui avait défendu les colons à la chaire de l'Assemblée consultative provisoire dont il était le doyen, en accusant l'extrémisme arabe, parlant de complot armé, travestissant les faits.

C'est le système du double collège de la IV^e République, il y a 15 députés pour < 1 million d'européens (83 % nés en Algérie, urbains pour les 3/4) et 15 députés pour 8,4 millions de "musulmans" (8,7 avec ceux en France).

Le 02/11/1954 en tant que député, R. Mayer participe à la réunion avec les militaires à laquelle est décidée "de mobiliser tous les moyens humains et matériels pour mettre fin aux troubles et de lancer un « plan offensif et défensif ». « Tout pour l'Aurès » devint dès lors le leitmotiv des différents états-majors. Les arrestations touchèrent immédiatement les militants du MTLN. Puis l'arrivée sur place du 18e régiment d'infanterie du colonel Paul Ducourneau dès les premiers jours de novembre a ouvert le cycle infernal de la répression, marqué par les opérations de ratissage et les repréailles de toutes sortes contre les populations civile." (Bouchène et al. 2014, p. 512)

Grâce à ce mandat de député, il a une nouvelle carrière politique, typique de la IV^e, jusqu'à la Présidence du Conseil :

- Ministre des finances et des affaires économiques du 24 novembre 1947 au 19 juillet 1948
- Ministre de la défense nationale du 26 juillet 1948 au 28 août 1948
- Garde des sceaux, ministre de la justice du 28 octobre 1949 au 10 juillet 1951
- Vice-président du Conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du 11 août 1951 au 7 janvier 1952
- Président du Conseil du 8 janvier 1953 au 21 mai 1953.

En 1949, Mongin (1997) :

« C'est Bertrand Goldschmidt qui avait pris l'initiative d'initier Félix Gaillard aux perspectives futures de l'énergie atomique... inquiet par les menaces pesant sur le budget CEA... demanda alors conseil à René Mayer qu'il connaissait bien... qui avait été Ministre des finances... s'il connaissait un parlementaire de la Commission des finances... René Mayer (rad.) indiqua alors... Félix Gaillard. (...) Bertrand Goldschmidt proposa à Félix Gaillard de venir visiter le centre de Châtillon... ».

R. Mayer est pro-européen, pro CED (qui échoue) et succède à Jean Monnet à la présidence de la Haute Autorité de la CECA en juin 1955 (jusqu'à fin 1957).

Il retourne dans le secteur privé, où il est, simultanément ou tour à tour,

- Président du Comité permanent de la Sofina (Société de financières de transports et d'entreprises industrielles),
- Président de la société du Nickel, dont les principaux actionnaires sont la Banque Rothschild et la Banque de l'Indochine,
- Président de la société de recherche pétrolière, Eurafrep SA,
- administrateur des Grands travaux de Marseille,
- etc.
- Il préside en outre le conseil d'administration du Conservatoire national des Arts et Métiers.

A-6. Paul-Henri Spaak

(1899 - 1972)

Il est d'une famille de la politique belge du côté de sa mère Marie Jeanson, sénatrice dès 1921, et neveu d'un plusieurs fois ministre (libéral), milieu aisé, agnostique. Son père est homme de lettres comme le seront ses deux frères. Jeune prisonnier en Allemagne pendant la première guerre, il fait des études de droit à l'université libre et est admis au Barreau de Bruxelles en 1921.

Il devient chef-adjoint du cabinet du ministre socialiste des Affaires sociales en 1925. En 1932 il est élu député de Bruxelles sur la liste du POB, Parti Ouvrier Belge (alors à la ligne antimilitariste; qui deviendra Parti socialiste Belge, PSB, après la guerre). Il devient ministre du cabinet Paul Van Zeeland en 1935 (transport 1935-36, puis des affaires étrangères de 1936 à 1944, sous deux cabinets avec un passage comme premier ministre de mai 1938 à sept. 1939).

Pendant la Seconde guerre mondiale, suite à une fuite rocambolesque, il est membre du gouvernement belge en exil à Londres, en charge des affaires étrangères. Le roi Leopold III reste en Belgique occupée mais aussi la famille de P.H. Spaak qui n'a pas pu fuir (sa belle sœur sera exécutée). La Belgique fait la guerre au côté de l'Angleterre avec une flotte, petite armée, les minerais du Congo, surtout le cuivre du Katanga, et étain. Ce gouvernement signe aussi la cession de l'uranium aux USA (en lien avec Edgar Sengier de Cie Minière du Haut Katanga qui est à New York).

Ils réfléchissent au futur sur le continent. C'est ainsi qu'en exil en 1944 naquit le projet du Benelux, une union douanière entre les trois 'petits', libre circulation des capitaux, des personnes, des biens et des services. Le traité économique du Benelux sera conclu formellement en 1949. Il va servir de modèle à la future Union Européenne. A ce moment P.H. Spaak, de mars 1947 à août 1949 est chef du gouvernement. En janvier 1946 il a été nommé président de la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies à Londres. A la 3^{ème} session de l'A.G. de l'ONU le 28 septembre 1948 au Palais de Chaillot à Paris, P.H. Spaak réplique à M. Vychinsky, représentant de l'U.R.S.S., par un discours dit "de la peur" violemment anti-soviétique.

De août 1949 à déc. 1951, P.H. Spaak est Président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, une structure qui vise à une stabilité démocratique en Europe, créé par le Traité de Londres du 05 mai 1949 par dix Etats (dont le Royaume Uni, l'Irlande, de Danemark, la Suède, la Norvège). Il est également Président du

mouvement européen de 1950 à 1955 auquel il avait adhéré en 1948 (où était W. Churchill, C. Adenauer, A. de Gasperi...).

C'est à ce moment, mi 1950 à mi 1952 que se fait la CECA entre les six, « *Belgique... dans ce dernier pays, les débats furent plus difficiles et les socialistes qui craignaient pour l'emploi des mineurs s'abstinrent au Sénat. A la Chambre, P.-H. Spaak put rallier un certain nombre d'entre eux.* » (Monnet 1976). Ou, Hirsch (1988, p. 108) : « *Avec les charbonniers belges, la partie a été plus difficile... Les prétentions étaient peu justifiées mais, eu égard à l'enjeu politique, des dispositions transitoires ont prévu un bakchich pour les charbonniers belges.* ».

La CECA était munie d'une assemblée (élue par les parlementaires) prévue en surveillance de la Haute Autorité. P.H. Spaak en est le premier Président, de 1952 à 1954.

Le projet de la CED s'invite pendant les discussions de la CECA (période 1950-53), Hirsch écrit (1988 p. 113) pour la CED : « *on a constitué une «Assemblée ad hoc» en complétant l'Assemblée commune de la Communauté du charbon et de l'acier. Elle avait pour tâche de définir les structures nécessaires. Ses travaux ont été poussés très loin sous l'autorité de Paul-Henri Spaak.* », et (p. 176) : « *Spaak ... restait hanté par le regret d'avoir été responsable de la neutralité de la Belgique, décidée peu de temps avant la guerre. Dans la plupart de ses discours, il répétait qu'un homme politique a le droit de se tromper, mais pas celui de faire deux fois la même erreur.* ».

De 1952 à 1954 la Belgique a un gouvernement homogène social-chrétien (J. Van Houtte, Paul van Zeeland aux affaires étrangères) et P.H. Spaak est alors dans l'opposition. Il est bourgmestre d'une commune bruxelloise.

P.H. Spaak redevient ministre des affaires étrangères de 1954 à 1958 dans un gouvernement de coalition.

Du 1^{er} au 3 juin 1955 les ministres des affaires étrangères des six avec leur délégation se réunissent à Messine (P.H. Spaak, J.C. Snoy et 4 autres pour la Belgique). Monnet rapporte (1976) : « *A Messine, les ministres prirent pour base de leur accord le mémorandum du Benelux et n'eurent le temps que d'y apporter quelques atténuations de forme... Quand il fut question de la présidence du comité d'experts, la personnalité de Spaak s'imposa... Le rapport des experts à partir duquel furent rédigés les traités aura été essentiellement l'œuvre d'Uri – Spaak en porta maintes fois témoignage. Il demeure que le mérite politique de ce document considérable revint à l'homme d'État belge qui avait bien travaillé pour l'Europe.* »

Le 25 mars 1957, c'est évidemment lui, avec le baron J.C. Snoy, qui signe pour la Belgique les traités instituant Euratom et la CEE.

Baron Jean-Charles Snoy et d'Oppuers (1907-1991). Enfance dans la noblesse, longues études à l'Université catholique de Louvain, lettres, droit, philosophie thomiste, politique. Il sera toujours catholique très pratiquant. Sélectionné par la CRB (Commission for Relief in Belgium) Educational Foundation (relation USA-Belgique, suite à la première guerre), il part un an à Harvard où il travaille les sciences économiques. Il devient à ce moment partisan du libre-échange et à l'idée européenne. Thèse sur la politique tarifaire US à Louvain en 1932. Il entre à la Banque Générale belge qui fusionne avec Finabel, filiale de la Mutuelle Solvay pour donner la Société Belge de Banque. En 1933 A.E. Janssen (Mutuelle Solvay) l'amène à la SDN à Genève. Puis, comme d'autres boursiers du CRB il est appelé en cabinet ministériel. Jusqu'à 1939 il a une position de plus en plus élevée au Ministère de l'économie. Écarté pendant l'occupation il rédige en Belgique des études financées par le Comité Central Industriel. En 1944-45 il est président du Comité des priorités pour les besoins essentiels urgents, notamment avec le Luxembourg. Il préside le Conseil de l'Union Economique le 23 mai 1946 à La Haye puis, au Ministère des Affaires Economiques, s'occupe du Benelux, aussi l'OECE (dont il est Président du Comité des Echanges de 1952 à 1961). Il est l'un des acteurs de Euratom-CEE et de mars 1957 à janv. 58 assure la présidence du Comité intermédiaire pour le Marché Commun et l'Euratom.

Il part dans le privé à la mi 1959 : Compagnie d'Outre-mer pour l'industrie et la finance (Groupe Lambert) et administrateur de ses filiales, associé-gérant de la Banque Lambert jusqu'en 1968 et reste dans le sommet du groupe jusqu'en sa retraite en 1973. « *.. à partir des années 60. Il participe régulièrement aux conférences du Bilderberg, groupe fondé par le Prince Bernard des Pays-Bas et réunissant des personnalités de renommée internationale pour discuter annuellement à huit clos des grands problèmes d'actualité. En 1965 il devient président de l'Institut Royal des Relations Internationales (IRRI) où il exerce une influence positive pour favoriser les études sur la construction de l'Europe.* » (Grosbois 1994). Il succède en 1981 au Baron Boël à la présidence de la Ligue Européenne de Coopération Economique.

En 1959 quand Etienne Hirsch devient Président d'Euratom, il y embauche Fernand, le fils de P.H. Spaak.

En mai 1957 P.H. Spaak est choisi comme Secrétaire général de l'OTAN, jusqu'au 31 mars 1961 (critiqué par la frange gauche de son parti qui considérait indigne pour un ministre socialiste qui avait été pacifiste avant 1936, de diriger une organisation militariste). Le 16 déc 1957 (deux mois après le lancement de Spoutnik par

l'URSS) un communiqué OTAN sous la présidence de P.H. Spaak Secrétaire général écrit notamment '(site nato.int, [la](#)) :

« Le bloc soviétique s'efforce d'affaiblir et de désorganiser le monde libre. Il utilise à cette fin des moyens militaires, politiques et économiques et son activité s'exerce dans le monde entier. Pour répondre à ce défi, le monde libre doit organiser ses forces sur le plan militaire, politique et économique et demeurer prêt à exploiter ses ressources morales et matérielles partout où la situation l'exige. Notre Alliance ne peut donc s'intéresser uniquement à la zone de l'Atlantique Nord ou à la défense militaire. Elle doit aussi organiser sa puissance politique et économique selon le principe d'interdépendance et tenir compte des événements qui se produisent en dehors même de la zone couverte par le Traité. ».

P.H. Spaak revient à la politique belge, affaires étrangères, dans le gouvernement de coalition Théo Lefèvre le 25 avril 1961 (juqu'a 1966). A l'automne 1964 il est confronté à une prise d'otages belges et européens à Stanleyville (actuel Kisangani) au Nord-Est du Congo, capitale de la rébellion (le Congo ayant acquis "l'indépendance", en fait le premier ministre Patrice Lumumba, sa tendance MNC-L ayant été majoritaire aux élections, est éliminé le 17 janv 1961 sur ordre du ministre belge des affaires africaines le compte Harold d'Aspremont Lynden, du cabinet Eyskens: le corps de P. Lumumba a été découpé et dissout dans de l'acide, par ex. [là](#)).

P.H. Spaak obtient alors du gouvernement de lancer une audacieuse opération militaire pour délivrer les otages. Et des combats sont engagés dans toute la région :

"Vandewalle [colonel] en personne mène la brigade mécanisée qui, en octobre 1964, a commencé à reconquérir Stanleyville à partir de Kamina, opération connue sous le nom de Ommegang... L'opération Ommegang va faire couler une rivière de sang congolais. Impossible de calculer combien de Congolais y ont laissé la vie. Selon les mercenaires, ils ont tués, seulement à Kindu [400 km à vol d'oiseau de Stanleyville], à peu près 3000 congolais. Selon l'officier belge Marlair, la rebellion et sa repression ont couté la vie à « près de 300 blancs et plus de 200 000 Congolais ». Tout porte à croire qu'il y a eu un bien plus grand nombre de vies humaines sacrifiées." (de Witte, 2000 p. 348).

En réponse à une dénonciation virulente de l'URSS, P.H. Spaak fait un discours de 2 h à l'ONU en 1964 pour justifier l'action belge. Mais, constaterea L de Witte qui a enquêté sur l'assassinat du Premier ministre burundais Louis Rwagasore, tuè quelques mois après Patrice Lumumba (texte présenté à la Commission de la Chambre des représentants le 30/01/22, reproduit in Investigation 07/02/2022) :

"Les archives classées à tort comme « privées », telles celles des ministres dans l'exercice de leurs fonctions, ne sont pas seulement « nettoyées », mais souvent simplement vidées. Citons par exemple celles du ministre des affaires africaines Harold d'Aspremont Lynden et du ministre des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak concernant leur politique à l'égard du Burundi."

En 1966 il se retire de la politique. Son dernier discours le 16 juin défendait l'implantation de l'OTAN en Belgique et en juillet il abandonne son mandat de député.

Hirsch (1988 p. 180) : "*Après mon départ de l'Euratom [début 1962], l'Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles a créé une chaire consacrée aux institutions des Communautés européennes, chaire heureusement partagée entre de Groot, Jean Rey, P.-H. Spaak et moi-même.*"

En 1966, P.H. Spaak entre dans le conseil d'administration de la Bell Telephone Manufacturing, filiale de l'américaine ITT qui possède neuf usines en Belgique. Il dira qu'il avait pu favoriser la passation de nombreux marchés au profit de l'industrie belge (Cousin, 2016).

A-7. Pierre Uri

(1911 - 1992)

Fils d'un professeur universitaire parisien de lettres, agrégé (comme son père, comme sa mère, comme sa soeur) de philo à 21 ans, enseigne à Reims. Il fait Narvik puis revient en France où sa femme est enceinte mais perd son poste de par les décrets juifs de Vichy. Il décide alors de passer un doctorat droit public. Il va aux cours de François Perroux (à 2 endroits dont l'École des Hautes Études) « je lui dois l'essentiel de ma formation d'économiste » dira-t-il et ils deviennent proches. Il se cache pendant les rafles [il a visiblement des protecteurs puissants, outre F. Perroux, il a été au siège dominicain de la Tour Maubourg] suit même des cours à la chambre de commerce de Paris (...), se familiarise avec l'impôt, bénéfiques, etc. Il partira quand même en zone Sud mais juste avant qu'elle soit envahie.

François Perroux (1903-1987), économiste français le mieux connu à l'étranger (il est polyglotte, anglais, allemand, italien, espagnol). Agrégé d'économie en 1928 à l'âge de 25 ans, professeur d'économie politique à la faculté de droit

de l'université de Lyon de 1928 à 1937 puis à la faculté de droit de Paris de 1937 à 1955, en charge du cours « Histoire des doctrines économiques contemporaines » à Sciences Po de 1946 à 1953...

Sa renommée est acquise dès les années 1930. Il est *Rockefeller fellow* en 1934 étendue en 1935 (là), reste des mois, en Allemagne, Autriche, Italie. Il défendait avant la guerre la « communauté de travail » (publication en 1938) : entreprise considérée comme un tout organisé le moyen d'abolir l'opposition entre salariés et entrepreneurs, bâtie sur « l'idée que l'économie n'est pas séparable de la philosophie, de la sociologie, de la politique ».

Couzon (2003) : « Engagé aux côtés du mouvement *Esprit* à partir de 1934, François Perroux compte parmi les plus fervents partisans de solutions autoritaires, aussi bien en matière d'organisation de l'économie que dans la refonte des institutions politiques. Aux côtés du régime de Vichy, il multiplie les offres de services : rédacteur de la Charte du Travail, animateur de l'Institut d'études corporatives, secrétaire général de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains... à tel point que le chef de cabinet du chef de l'État français, Henri du Moulin de Labarthète, le désigne comme l'un des inspirateurs des idées économiques et sociales du maréchal Pétain. Cet engagement politique durable auprès du régime de Vichy s'explique par l'attachement de François Perroux depuis les années 1930 à un projet communautaire qu'il pense instituer à la faveur de la révolution nationale. Ses propos les plus approfondis sur la notion de communauté figurent dans deux ouvrages publiés en 1942, *Communauté* et *Théorie de la communauté*, ainsi que dans des articles publiés la même année dans la revue *Économie et humanisme*. En 1942, François Perroux fonde en collaboration avec l'officier de marine et membre de la Légion française des combattants, Yves Urvoy, le groupe *Renâitre* dont l'objectif doctrinal clairement affiché réside dans la promotion d'une révolution nationale communautaire (...).

En 1943 F. Perroux et ses proches sont rentrés à la fondation eugéniste Alexis Carrel qui était dans les locaux désertés de la fondation Rockefeller à Paris, rue Baume où il était premier secrétaire général. Quelques semaines après en avoir démissionné, il fonde en janvier 1944 l'ISEA, l'« Institut de Sciences Économiques appliquées » installé dans les locaux de la Fondation Carnegie (Drouard 1992 p. XX).. « *L'équipe que Perroux parvient à constituer autour de lui est impressionnante... Soutenu par quelques amis de la Banque de France, de la Caisse des dépôts et consignations et de l'École libre des Sciences politiques, sont président André Siegfried en tête, Perroux s'installe dans les locaux de la fondation Carnegie près de Saint-Germain-des-Près. Dans le haut conseil scientifique de l'institut Perroux, on retrouve Robert Majolin. Et F. Perroux obtient l'appui de la Carnegie Foundation.* » (Wilson 2015).

En 1944 (il sera évincé en sept. de l'association Économie et Humanisme pour son activité sous l'occupation) le théoricien politique engagé abandonne définitivement son projet communautaire qu'il réinvestit dans le militantisme européen et s'efface au profit du théoricien économique actif, soucieux de renouveler et approfondir la théorie économique afin de faire de la science économique une science utile aux hommes d'action. (...) l'ISEA, à partir des années 1945 et 1946, multiplie les contacts, non seulement avec les institutions administratives nationales, notamment le ministère des Finances, mais aussi avec l'extérieur : livres et revues de Grande-Bretagne et des États-Unis, déplacements et accueil des collègues économistes étrangers...

Aussitôt après la libération P. Uri va travailler avec François Perroux au sein de l'équipe de son nouvel Institut l'ISEA, où est aussi Robert Marjolin, qui se fixe comme axe de recherche la politique des salaires, les plans de sécurité sociale mais aussi et surtout s'intéresse de près aux plans monétaires internationaux et les institutions de Bretton Woods (ils produisent des rapports payants). Keynes, Kaldor et Von Hayek figurent en bonne place sur la liste des correspondants étrangers de l'Institut, les économistes anglais passent à l'ISEA et F. Perroux va en Angleterre avec P. Uri.

Dans un premier temps J. Monnet au Plan collabore avec l'ISEA. Et de là il débauche P. Uri qui passe chez lui au Plan en 1947. Jean Monnet admirait P. Uri (1976) : il a « *une capacité exceptionnelle d'imaginer des solutions neuves et rigoureuses aux problèmes les plus complexes. Son esprit aborde les difficultés techniques par un biais souvent inattendu, les pénètre jusqu'au cœur, là où tout est simple : mais encore faut-il avoir franchi l'enchevêtrement de détails dans lesquels se perdent comme à plaisir la plupart des gens très intelligents.* ». E. Hirsch écrit (1988, p. 97) : « *Une nouvelle recrue devait nous apporter la contribution de son imagination et de son talent. Pierre Uri, normalien agrégé de philosophie, s'était pris de passion pour l'économie appliquée et pour les questions fiscales. La fiscalité bien comprise est un instrument puissant pour l'orientation des initiatives individuelles ainsi que des consommations. Elle peut à volonté être utilisée comme carotte ou comme bâton... Cette commission a évalué l'écart inflationniste et ses conclusions ont conduit le ministre des Finances René Mayer à instituer un prélèvement exceptionnel assorti d'un emprunt libérateur... ».*

Puis J. Monnet prend P. Uri avec lui à la Haute Autorité de la CECA au Luxembourg en 1952.

P. Uri est ensuite l'un des principaux auteurs du rapport Spaak avec l'allemand Hans von Groeben, rapport qui présente le projet de deux communautés : l'Euratom et la CEE. Il a aussi été en même temps un des 8 membres du *Comité Énergie* de l'OECE qui a travaillé de la mi 1955 à la mi 1956 (*Hartley Report*).

En 1958, il quitte l'Europe pour une banque d'affaire. Il professe ensuite à l'ENA et à Paris-IX Dauphine.

A-8. Jacques van Helmont

(1920 – 1996)

Il fait SciencesPo dans Paris occupé. Un peu par hasard, parce qu'il était avec Jean Vergeot (au Plan de 1946 à 1952) qui était un rédacteur et qu'on cherchait du monde, il se fait embaucher chargé de mission au Commissariat au plan de modernisation et d'équipement de la France de 1946 à 1950. Il rapporte que c'était très improvisé.

Il a été ensuite nommé secrétaire général de la délégation française à la conférence du Plan Schuman. Là encore très improvisé on créait les titres qu'on se donnait.

En 1952 il devient chef de cabinet de Paul-Henri Spaak ("*Monnet me prête à Spaak*"), président de l'assemblée de la CECA et de l'assemblée ad hoc, puis d' Alcide De Gasperi.

En 1955, Jean Monnet le recrute pour l'assister dans la formation de son Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. J. Monnet écrit (1976) : « *Van Helmont, détaché de la Haute Autorité, puis deux jeunes Anglais, François Duchêne et Richard Mayne, dont je parlerai plus loin, vinrent me rejoindre pour m'aider à faire fonctionner le mécanisme du Comité d'action.* » ; « *Le premier texte, comme tous ceux qui suivirent, fut préparé avenue Foch avec Kohnstamm et avec le fidèle Van Helmont dont l'aptitude à rédiger était grande, et de surcroît inlassable – et aussi parce que le sujet le commandait, en consultation avec les experts les plus éminents des questions nucléaires. Combien de versions en fîmes-nous, d'octobre à décembre 1955, je n'en ai plus le souvenir.* »

De 1958 à 1962, Jacques Van Helmont prend la direction du service de contrôle d'Euratom (Van Helmont 1963). Monnet (1976) : « *Van Helmont qui mettait alors sur pied l'important service de Sécurité d'Euratom...* ».

Ensuite il est de nouveau détaché auprès du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe de J. Monnet. Suite à la dissolution du Comité en 1975, il devient directeur général honoraire de la Commission des Communautés européennes. Il est aussi impliqué dans la rédaction des Mémoires de Jean Monnet.

Bibliographie

(les ebook n'ont pas la pagination des versions papier, dans ce cas on ne met pas de n° de page parce qu'il est facile par recherche numérique de retrouver les extraits)

- Alphanth, H. 1977, "L'étonnement d'être – Journal 1939 – 1973", Fayard, 656p., [là](#).
- Aron, R. 2010 (1983), "Mémoires", Robert Lafond, 1030p.
- Barbier, C. 1999, "Henri Hoppenot, diplomate (25 octobre 1891 – 10 août 1977)", Direction des Archives, Ministère des Affaires étrangères, 631p, [là](#).
- Barillot, B. 1999, "Audit atomique – Le coût de l'arsenal nucléaire français 1945-2010", Centre de la Documentation et de recherche sur la Paix et les Conflits, <http://obsarm.org/>, Lyon, 374p.
- Bossuat, G. (sous la dir. de) 2014, "Jean Monnet, banquier, 1914-1945 – Intérêts privés et intérêt général", IGPDE, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, OpenEdition Books (édit. Imprim 112p).
- Bouchène, A. - Peyroulou, J.P. - Siari Tengour, O. - Thénault, S. 2012(2014) (sous la dir. de), "Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962", edit. La Découverte, ebook.
- Boulanger, R. 2014, "Histoire d'une « zone grise », Jean Monnet et Pierre Quesnay (1920-1930)", *in* Bossuat, G. (voir à).
- Branca, E. 1998, "De Gaulle- Monnet, ou le duel du siècle", Revue Espoir, novembre, <http://archives.gaullisme.fr/de-gaulle-monnet.pdf>
- Bureau d'études 2015, "Un atlas des priorités", 66p, http://reseauculture21.fr/wp-content/uploads/2016/07/Onomatopée_BureaudEtudes_txtFr.pdf
- Carré de Malberg, N. 2014, "Entretiens avec Roger Goetze, haut fonctionnaire des finances – Tome 1 – Rivoli - Alger – Rivoli", E-book, OpenEdition, Institut de la gestion publique et du développement économique, IGPDE, éditeur, en cinq parties, <https://books.openedition.org/igpde/3000>
- Cazenave, S. 2011, "Félix Gaillard, le Président", Ginkgo édit., Paris, 318p. [Là](#) (président du parti Radical)
- Cohen, A. 2004, "Vers la révolution communautaire - rencontres de la troisième voie au temps de l'ordre nouveau", Rev. d'histoire moderne et contemporaine, n°51/52 : 141-161, [là](#).
- Collombat, B. - Servenay, D. (sous la dir. de) 2014, "Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours", nll édit, Edit. se la Découverte – Arte édit., ebook.
- Cousin, R. 2016, « Spaak Paul Henri », overblog "mémoires de guerre", [ici](#)
- Couzon, I. 2003, "Les espaces économiques » de François Perroux (1950). Organisation de l'espace et aménagement du territoire dans l'économie et la géographie françaises au milieu du XXème siècle", *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2003/2 (n° 9), p. 81-102, <https://www.cairn.info/revue-histoire-des-sciences-humaines-2003-2-page-81.htm>
- Dard, O. 1999, "Jean Coutrot, de l'ingénieur au prophète", Annales littéraires de l'Université France-Comté, n° 683, Série historique n°15, ~ 350p., [là](#).
- Demagny-van Eyseren 2005, "La direction des carburants du ministère de l'Industrie français et les projets de politique pétrolière communautaire (1957- 1974)", *in* Bradel, L. - Jeannesson, S. - Piers Ludlow, N (dir.), "Les administrations nationales et la construction européenne – Une approche historique (1919-1974)", Presses Interuniversitaires Européennes, Bruxelles : 287-304
- de Witte, L. 2000, "L'assassinat de Lumumba", éd. Karthala, 3^{ème} édit., 415p.
- Drouard, A. 1992, "Une inconnue des sciences sociales : La fondation Alexis Carrel (1941-1945)", édit. Maison des sciences de l'homme, 552p. [là](#).
- Gillingham, J. 1991, "Jean Monnet and the European coal and steel Community: a Preliminary Appraisal", *in*: Brinkley D., Hackett C. (eds), "Jean Monnet". Palgrave Macmillan: 129-162, [là](#)
- Grin, G. 2008, "Jean Monnet, le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe et la genèse des traités de Rome", *Relations Internationales* n° 136: 21-32, [là](#).
- Grosbois, T. 1994, "Jean-Charles Snoy et d'Oppuers", *in* "Balthazar, H. - Brinkhorst, L.J. - Dumoulin, M. Postma, A. - von Kunitski, N., "Regards sur le Benelux", Tielt: 167-171.

- Hackett, C.P. 2016, "Who Wrote the Memoirs of Jean Monnet ? - An intimate Account of an Historic Collaboration" Peter Lang edit.
- Hirsch, R. 1988, « *Ainsi va la vie* » 1988, Fondation Jean Monnet, Lausanne, 258p, [là](#).
- Jackson, J. 2002(1985), "The politics of depression in France – 1932-1936", Cambridg Univ. Press, 303p.
- Lacroix-Riz, A. 2006, "Fascisme financier hier et aujourd’hui – Le choix de la défaite", Nouvelle Solidarité – 28 juillet, Interview avec Annie Lacroix-Riz, p. 7-10, <https://solidariteetprogres.fr/special/Ent-Lacroix-Riz.pdf>
- Lacroix-Riz, A. 2010 (2006), "Le choix de la défaite – Les élites françaises des années 1930", Armand Colin, 2^e édit., 679p.
- Lacroix-Riz, A. 2013, "Industriels et banquiers français sous l’occupation", Armand Collin édit., 815p.
- Longuemar, P. 2014, "Le rôle de la Banque de Paris et des Pays-Bas et du monde des affaires entre les deux guerres et à la veille de la seconde guerre mondiale", [in](#) Bossuat, G. (voir à).
- Mallard, G. 2009, "L’Europe puissance nucléaire, cet obscur objet du désir ", Critique Internationale n°42 : 141-163, [là](#).
- Margairaz, M. - Rouso, H. 1992, "Vichy, la Guerre et les Entreprises", Histoire, Économie et Société, Vol. 11, n°3 : 337-367, [là](#).
- McLemore, J. 2002, "The Aspen Institute and Marxist Praxis", Institution for Authority Research, Dean Gotcher, Herndon, KS, 58p.
- Mioche, P. 1989, "La perception de la puissance française par le patronat pétrolier vers 1948 : les carburants face à la modernisation de la France ", [in](#) Frank, R. (dir) "La puissance française en question 1945-1949", Editions de la Sorbonne: 201-17, aussi disponible en numérique
- Mioche, P. 2014, "Jean Monnet, businessman avant l’Europe", [in](#) Bossuat, G. (voir à).
- Monnet, J. 1976, "Mémoires", Fayard, disponible en ebook.
- Ragon-Delmond, C. 2004, "La politique économique du pétrole en Algérie", *L’Algérieniste*, n° 107 : 16-26.
- Riondel, 1994, "Maurice Faure et la négociation des traités de Rome", [in](#) « Europe Brisée, Europe retrouvée », Bossuat G. et Girault, R., édit de la Sorbonne, p.347-64, <https://books.openedition.org/psorbonne/49063>
- Sabin, G. 1991, "Jean Bichelonne : ministre sous l’occupation, 1942-1944", Edit. France-Empire, 236p.
- Soutou, G.H. 1991, "La logique d’un choix : le CEA et le problème des filières électro-nucléaires, 1953-1969", Relations internationales, n° 68 : 351-377.
- Soutou, G.H. 1993, "Les accords de 1957 et 1958 : vers une communauté stratégique nucléaire entre la France, l’Allemagne et l’Italie ?", [in](#), Matériaux pour l’histoire de notre temps, n°31 ; Penser et repenser les défenses : 1-12, https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1993_num_31_1_404096
- Tournès, L. 2008, "La fondation Rockefeller et la construction d’une politique des sciences sociales en France (1918 – 1940)", Ann. Hist. Sc. Sociales, Armand Colin, 63(6): 1371-1402, [là](#)
- Van Helmont, J. 1963, "Exposé sur le contrôle d’Euratom", 22 fév., à l’Association allemande de politique extérieure à Bonn, C.E.E.A./Euratom, 10p., [là](#).
- Warlouzet, L. 2011, "Le choix de la CEE par la France – Les débats économiques de Pierre Mendès-France à Charles de Gaulle (1955 à 1969)", IGPDE, Comité pour l’histoire Économique et financière de la France, [ici](#).
- Wall, I. M. 1991, "Jean Monnet, the United States and the French Economic Plan", [in](#) Brinkley, D. and Hackett, C., "Jean Monnet : The Path to European Unity", McMillan: 86-113.
- Wilson, J. 2015, "Robert Triffin – Milieu académiques et cénacles économiques internationaux (1935 -1951)", Internatinal Monetary Issues – Association Robert Triffin International - Questions monétaires internationale n°1, Ed. Versant Sud, 2 vol., 848p. et annexes 208p., [là](#)